

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'INDUSTRIALISATION DE L'U. R. S. S.

PAR LE

PLAN QUINQUENNAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue, le 12 décembre 1934, à 2 heures

PAR

SANDA ALEXANDRIDIS

Diplômée de l'École libre des Sciences politiques

JURY :

Président : J. LESCURE

Suffragants : G. PIROU
ROGER PICARD

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL, 49

1934



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'INDUSTRIALISATION DE L'U. R. S. S.

PAR LE

PLAN QUINQUENNAL

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'INDUSTRIALISATION DE L'U. R. S. S.

PAR LE

PLAN QUINQUENNAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue, le 12 décembre 1934, à 2 heures

PAR

SANDA ALEXANDRIDI

Diplômée de l'École libre des Sciences politiques

JURY :

Président : J. LESCURE

Suffragants : G. PIROU

ROGER PICARD

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL, 49

1934



INTRODUCTION

« Périr ou s'élancer en
avant à toute vapeur.
C'est ainsi que la ques-
tion est posée par l'His-
toire. »

LÉNINE.

Sur la Russie millénaire, défendue contre le progrès par son étendue, son climat, la masse rétive de sa paysannerie, le régime soviétique a élevé, en cinq ans, la charpente de la plus moderne des industries.

Longtemps, le monde capitaliste a nié cette réussite de crainte de reconnaître, en même temps, l'efficacité de la formule communiste. Or le Plan Quinquennal n'a été réalisé que dans la mesure où les applications du marxisme qui subsistaient depuis la période héroïque du communisme de guerre ont fait place à des méthodes capitalistes d'organisation de la production.

Sous la pression des faits, Staline a dû choisir en effet, entre l'essor industriel et la fidélité aux principes marxistes. C'était reconnaître, d'une part, que le développement de l'industrie a son rythme et ses lois propres, assez semblables d'un pays à l'autre parce que déterminées bien plus par les exigences de la production que par le milieu économique et social. Et, d'autre part,

que la condition de l'homme peut être transformée du jour au lendemain, mais pas sa nature profonde : jusqu'à nouvel ordre, l'intérêt personnel demeure le stimulant le plus puissant de l'activité humaine, et sans expérience, sans autorité, sans responsabilité individuelle des dirigeants comme des ouvriers, il n'est pas de gestion prospère des entreprises de production.

Mais si l'exécution du Plan Quinquennal a éliminé progressivement et, au moins, temporairement, le communisme du système industriel, elle a, en même temps, affermi la dictature bolchévik, sans laquelle il eût été impossible d'obtenir d'un peuple indolent et misérable le prodigieux effort de ces dernières années.

La toute-puissance de Staline est l'aboutissement d'une succession de dictatures d'autant plus inexorables que le nombre de ceux qui l'exercent est plus restreint. Au bas de la pyramide, il y a la domination des quelque cent dix millions d'habitants de la Russie Blanche et de la Grande Russie sur les « colonies », qui comprennent aussi bien la Yakoutie sauvage que l'Ukraine et la Géorgie. Puis, la dictature du prolétariat sur les autres classes — intellectuelle et paysanne — de la société soviétique. Dictature du Parti communiste sur le prolétariat dont il est censé représenter la fraction éclairée, donc dirigeante. Et, enfin, dictature du Politbureau et surtout de Staline, sur l'ensemble du pays.

Il n'est pas d'autre exemple au monde d'une suppression aussi complète, aussi raffinée de la liberté. La vie économique a pour seul ressort l'autorité du pouvoir central : tous les rapports y sont prédéterminés. La

monnaie n'a conservé que ses deux fonctions inoffensives d'instrument de compte et d'échange. Et depuis la suppression, au profit de l'État, des formes d'exploitation privée, la notion de valeur a disparu de l'économie soviétique.

Quant aux individus, comme en temps de guerre, leur activité et même leur existence appartiennent à la collectivité : « être », « avoir » et « connaître » ont été entièrement subordonnés à « servir ».

Le fait qu' « on a élagué l'intelligence dont le plein épanouissement s'accompagne d'esprit critique » (Percheron) éveille à l'étranger une méfiance absolue à l'égard des documents soviétiques et des ouvrages qui s'en inspirent. Il n'est donc pas inutile d'établir à ce sujet, la distinction suivante : sans doute, le régime bolchévik et le sort qu'il a fait à l'homme ne peuvent-ils être remis en question. Mais, chaque défaut d'exécution étant un obstacle à l' « édification socialiste », il est dans la logique même du régime de favoriser *l'autocritique* (1).

Avec une indignation manifeste ou voilée d'humour, la presse soviétique dénonce quotidiennement les imperfections, les abus, le désordre dont souffre la plus jeune et la plus ambitieuse industrie du monde. Et comme il ne manque pas de Russes blancs disposés à traduire en français, en anglais, en allemand, ces véhémentes cri-

(1) En voici un exemple : « Un trust houiller, l'Artemogoul, ayant annoncé qu'il avait dépassé les prévisions de son plan de production, les *Izvestia* du 11 avril 1930 le ridiculisèrent dans une caricature dont la légende disait que l'augmentation était représentée par la proportion de 30 % de poussier que contenait le charbon. » (HOOVER.)

tiques, les conclusions d'une étude fondée uniquement sur des documents soviétiques ne sont pas nécessairement erronées.

Il ne faudrait pas croire cependant que sans ces observations faites au jour le jour par les différents organes des Commissariats industriels ou par des journaux de combat, les rapports officiels qui ont été répandus en Occident, au cours de ces dernières années, ne suffiraient pas à donner une idée exacte de l'industrie soviétique. Si les travaux statistiques sont complètement soumis aux directives politiques du Gouvernement, si les rapprochements avec l'économie capitaliste sont souvent tendancieux, le mécanisme de ces déformations inspirées par la propagande est assez semblable et deux ou trois règles d'interprétation réduisent au minimum les chances d'erreur.

Le fait que les chiffres sont peut-être « arrondis » par le haut nous paraît négligeable. Une différence de quelques milliers de tonnes, qui serait fâcheuse dans un compte de fournitures, perd toute importance si les chiffres ne servent qu'à indiquer le sens et l'ampleur des mouvements industriels.

Il arrive également, et c'est plus grave, qu'au lieu du volume de la production, les statistiques en donnent seulement la valeur. Certaines branches d'industrie, dont l'essor est insuffisant, bénéficient, ainsi, de la dépréciation croissante du rouble. La hausse des salaires procède du même artifice : les ouvriers de nos pays apprennent que la paie de leurs camarades soviétiques vient d'être augmentée du quart, mais on se garde bien de leur dire que le coût de la vie avait devancé le salaire dans cette voie.

Il ne faut pas négliger non plus le fait que les objets produits par l'industrie soviétique sont dénombrés avant d'être sérieusement vérifiés, et comme la qualité en est mauvaise, la courbe de la production ne prendrait sa véritable signification que si elle voisinait avec celle des malfaçons et des rebuts. Ce qui n'arrive jamais. Quant au prix de revient, les données précises manquent, la plupart des entreprises n'ayant pas de véritable comptabilité.

Même en tenant compte de ces correctifs, l'accroissement de la production industrielle est considérable en chiffres absolus. Mais il ne représente qu'un progrès réduit quand, dans le pays immense et retardataire qu'est l'U. R. S. S., on le divise par tête d'habitant. Pour la consommation individuelle, par exemple, le Plan Quinquennal a prévu une augmentation du simple au double, ce qui ne représente pas plus de 0,74 paire de chaussures, et d'1,7 mètre de lainage par habitant, en 1933, au lieu de 0,40 paire et 0,48 mètre en 1928. Et l'écart entre l'augmentation absolue et le progrès relatif est à peine moins saisissant en ce qui concerne la quantité de charbon, de fonte ou de force motrice qui revient à chaque habitant.

Mais ce n'est pas aux quantités produites qu'on juge une industrie qui est encore en chantier, et moins encore, au prix qu'elle a coûté. Sans doute, l'œuvre quinquennale a-t-elle été inscrite dans un plan fixant d'avance chaque étape du développement des forces productives sans faire la moindre part à l'imprévu.

Mais c'est aux vieux pays dont les marchés s'engorgent

par suite d'une mauvaise distribution de la production, que Karl Marx avait recommandé une stricte coordination des facteurs de la vie économique. Pour une économie, en voie de développement rapide, un cadre rigide, comme le Plan Quinquennal, ne peut être qu'une entrave, ou alors il éclate. C'est ce qui est arrivé. Peu de mois après sa mise en vigueur officielle, le Plan a été débordé par le mouvement de la production. Les forces qu'il a déchaînées, et, en particulier, la collectivisation agraire, ont rompu le fragile équilibre sur lequel il reposait. Corrigé, amplifié tous les ans par les Chiffres de contrôle, le Plan est devenu, d'un programme rigide, « la tendance vers l'expansion maxima ». (FARBMAN.)

De là, cette réussite chaotique dont on n'est jamais sûr d'embrasser tous les aspects, car sa signification varie selon qu'on la replace dans son cadre russe ou qu'on la juge en Occidental qui refuse de prendre, pour de la grandeur, la démesure.

Mais la grandeur existe. C'est à sa lumière que nous avons tenté d'interpréter la masse de témoignages contradictoires, de chiffres incertains, de faits énigmatiques quant au mobile ou aux conséquences, qui font la matière de cet ouvrage. En étudiant la genèse du Plan Quinquennal, sa réalisation dans l'industrie, ses répercussions sur le milieu géographique, le travail et le crédit, nous avons voulu montrer combien le visage de la Russie avait changé, combien surtout son esprit était bouleversé par le ferment technique, ce facteur irrésistible d'émancipation. Les vrais résultats de l'industrialisation de l'U. R. S. S. sont spirituels, donc à venir, et les

plus graves dépenses — cette longue misère de la population — ne peuvent être chiffrées.

C'est pourquoi la balance entre l'œuvre quinquennale et son prix a aussi peu de signification que le bilan d'une révolution. Qu'on l'inscrive aux profits ou aux pertes, il faut retenir la dépense prodigieuse d'énergie et de confiance que les masses populaires ont consenties en vue d'une réussite lointaine et malgré tout abstraite, dont la grandeur ne pouvait que leur échapper.

PREMIÈRE PARTIE

L'ÉLABORATION DU PLAN QUINQUENNAL

Maître d'un régime encore mal dégagé du chaos et assailli de tous côtés par ses ennemis propres et par ceux du pays, Lénine n'hésite pas à déclarer dès 1920 : « La Russie a enfin la possibilité de commencer une édification économique plus méthodique, d'élaborer scientifiquement et d'appliquer d'une façon conséquente un plan d'État pour toute l'économie nationale. »

Sans doute, l'idée d'une coordination des facteurs de la vie économique, éliminant la concurrence et par là-même l'anarchie capitalistes, était-elle empruntée au marxisme. Mais s'il faisait d'un plan à longue échéance l'instrument du redressement économique de la Russie, Lénine entendait bien lui imprimer une orientation déterminée.

L'industrialisation devait en être l'objet essentiel. « La grande industrie mécanique et son application à l'agriculture, voilà la seule base économique du socialisme (1) » et la condition de la stabilité du régime car « aussi longtemps que nous vivrons dans un pays de petite agriculture, le capitalisme aura en Russie une base économique plus solide que le communisme (2) ». Ainsi, de l'avis même de Lénine, la puissance du bolché-

(1) Lettre au VIII^e Congrès panrusse des électriciens. Cité par G. GRINKO, *Le Plan Quinquennal*, Bureau d'éditions, Paris, 1931, p. 51.

(2) Cité par STALINE, *Le Bilan du Premier Plan Quinquennal*, Bureau d'éditions, Paris, 1933, p. 15.

visme est fonction du développement industriel du pays.

Il semble que l'inquiétude suscitée par l'accroissement de la population ait hâté la mise à l'étude d'un plan économique. L'excédent des naissances sur les décès, déjà considérable avant la guerre (15 %) montait à 22 et même 23 % depuis 1922 (1), soit un supplément annuel de 3 millions d'habitants pour lesquels il fallait trouver au plus tôt des ressources nouvelles. Car l'immensité de la terre russe est faite bien plus de forêts, de marais, de toundras que de terres fertiles, et celles-ci à la veille de la guerre étaient déjà entièrement défrichées.

Les dirigeants soviétiques se sont donc trouvés devant le problème que, bien des années auparavant, le Japon surpeuplé avait résolu en s'occidentalisant (2). Pour l'U. R. S. S. la situation était moins menaçante et on aurait peut-être pu attendre encore avant d'imposer un nouvel effort à une population aussi éprouvée. Mais d'autres raisons plus pressantes, tant économiques que politiques, vinrent hâter l'industrialisation, de toute façon inévitable, d'un pays disposant d'une main-d'œuvre abondante et de ressources minérales infinies.

Reprendre la tradition économique de l'ancien régime, c'est-à-dire exporter des quantités considérables de produits agricoles et même de matières premières, afin de se procurer des machines et des produits finis, l'U. R. S. S. ne le pouvait plus.

(1) G. MÉQUET, *Les Leçons du Plan Quinquennal*, Félix Alcan, Paris, 1934, p. 28.

(2) Paul DEVINAT, U. R. S. S. dans *Économie dirigée*, Félix Alcan, Paris, 1934, p. 210.

La Russie d'avant-guerre était bien le second producteur de pétrole du monde, et le premier producteur de bois, de blé, d'orge, d'avoine, de seigle, de sarrasin, de lin, de chanvre, et de platine (1). Mais après dix années de convulsions intérieures, sa place dans l'économie mondiale s'était résorbée. Sur le marché des grains, à la Russie s'étaient substitués le Canada et les États-Unis, sur celui du bois les pays du Nord, sur celui du pétrole les États-Unis et les nouveaux producteurs (2).

Plus grande encore était l'impossibilité intérieure de reprendre les exportations massives de céréales. La Russie des tsars ne parvenait à équilibrer sa balance commerciale qu'en sous-alimentant la population : la consommation annuelle de céréales et de pommes de terre par tête d'habitant était de 360 kilos au lieu de 500 kilos dans le reste de l'Europe (3). C'est-à-dire que, déjà, les importations étaient trop onéreuses pour le pays.

Après la Révolution, elles auraient cessé tout à fait, si les céréales avaient dû continuer à en faire les frais, à elles seules. La terre russe s'était morcelée en millions de petites exploitations individuelles produisant le strict nécessaire à une famille paysanne. On ne pouvait donc prélever de grains que sur les plus riches de ces nouveaux propriétaires ; la quantité, le Gouvernement Soviétique le savait par expérience, était infime. En 1924-25, la production totale de céréales atteignait seulement le tiers des exportations d'avant-guerre évaluées à 1 mil-

(1) P. GAXOTTE, *Je suis Partout*, 26 décembre 1931.

(2) G. MÉQUET, *op. cit.*, p. 29.

(3) *Ibid.*, p. 22.

liard et demi de roubles. A la veille du Plan Quinquennal, l'augmentation est insignifiante : 777.800.000 roubles au lieu de 559.000.000 roubles, et les céréales n'entrent que pour 1 % dans le total des exportations russes dont elles constituaient près de la moitié en 1913 (1).

Dans ces conditions, comment l'U. R. S. S. aurait-elle pu reconstituer son outillage industriel détruit, usé, démodé ? Il ne pouvait être question de facilités de paiement. Le capital étranger, surabondant autrefois sur le marché russe où les placements étaient des plus avantageux, fuyait un pays qui avait renié ses dettes. En outre, le bolchévisme a toujours éprouvé pour le capital étranger une répugnance assez compréhensible : les grandes puissances n'auraient pas contribué au financement de l'industrie russe sans poser des conditions mortelles pour le régime. Mais les conséquences de la carence totale des crédits étrangers n'étaient pas moins graves : tous les achats devaient être payés comptant, à l'aide d'exportations d'une valeur équivalente. Or même l'outillage indispensable à une activité industrielle très réduite dépassait les moyens du gouvernement soviétique, s'il n'entreprenait pas de collectiviser les campagnes pour en accroître rapidement le rendement à son profit. Mais pour cela il fallait des tracteurs, des machines, donc des usines, l'extension de la production d'acier...

Ainsi, le Plan Quinquennal, avec ses objectifs grandioses financés à l'aide des seules ressources intérieures,

(1) KNICKERBOCKER, *Les Progrès du Plan Quinquennal*, Valois, Paris, 1931, p. 219.

n'est pas loin d'être une solution désespérée. On a parlé d'« impérialisme conquérant » : si impérialisme il y a, il n'est pas proprement soviétique. Plusieurs fois au cours des siècles, faisant le compte de ses richesses, la Russie a tenté de s'affranchir du capital et des produits étrangers. Quand on sait que Lénine tenait Pierre le Grand pour son ancêtre politique, on possède la clef de toute sa politique. Qu'est le mot d'ordre du Plan Quinquennal : « Rattraper et dépasser les pays capitalistes les plus avancés » sinon le rappel d'un thème vieux de 200 ans : « Espérons, disait le tsar Pierre, que d'ici à quelques années nous serons à même d'humilier les pays voisins en plaçant le nôtre au plus haut point de la gloire (1). »

Ce nationalisme industriel a toujours eu un double but : en premier lieu, de libérer le pays du capital étranger dont l'emprise devient rapidement tyrannique. Pendant les années qui ont précédé la guerre mondiale, l'industrie et la banque russes étaient sous le contrôle du capital français, anglais, allemand et belge ; l'agriculture devait compter sur l'étranger à la fois pour son outillage et pour ses débouchés. L'exemple de Nicolas II était bien fait pour apprendre à Lénine et à ses successeurs qu'un régime ne résistait pas au déséquilibre entre les forces industrielles et les forces militaires.

La nécessité d'industrialiser la Russie procède donc, dans une mesure au moins égale, du souci d'en assurer la

(1) K. WALISZEWSKI, *Pierre le Grand*, Paris, 1909, p. 150. Cité par H. ROLLIN, *Revue Politique et Parlementaire*, octobre 1930.

défense. Invoquant le précédent de Pierre le Grand, Henry Rollin dans son *Histoire de la Révolution russe* (1) va jusqu'à faire de la puissance militaire le but essentiel du Plan Quinquennal. Il rappelle qu'un même sursaut d'orgueil national a suivi les plus cuisantes défaites russes : que ce soit la déroute lors de Brest-Litovsk et de la campagne de Pologne pour Lénine, Sébastopol pour Alexandre II, les échecs de Livonie pour Ivan le Terrible, ou Narva pour Pierre le Grand. Furieux de toujours se heurter à l'état arriéré du pays dans la réalisation de ses plans de conquêtes, celui-ci décide de fonder des manufactures d'État pour équiper ses troupes et sa flotte (2). Il procède d'une manière très soviétique : l'État recueille par voie d'impôts les capitaux indispensables et les répartit ensuite entre les branches les plus utiles. « L'intérêt public prévalait sur l'intérêt privé ; les besoins de la nation faisaient loi... Pierre plaça le renoncement à soi-même au-dessus des avantages personnels, en se basant sur l'esprit de dévouement à la patrie, pour assurer la victoire des mobiles sociaux sur les mobiles individuels. Tout fut orienté dans l'intérêt des générations à venir bien plus que dans celui des générations présentes (3). » On comprend que Staline n'ait pas négligé d'invoquer ce lointain parrainage. Devant le plenum du Comité Exécutif, il dit notamment : « On ne peut défendre l'indépendance du pays sans une base

(1) Delagrave, Paris, 1931.

(2) H. ROLLIN, *L'Histoire russe et le Plan de cinq ans*, *Revue Politique et Parlementaire*, octobre 1930.

(3) PERNET, *La Politique Économique de Pierre le Grand*, Paris, 1913
Cité par H. ROLLIN, *Revue Politique et Parlementaire*, op. cit., p. 11.

industrielle qu'on ne peut créer sans une haute technique. Voilà ce qui nous impose le développement rapide de notre industrie. ...Cet état séculairement arriéré est l'héritage de toute l'histoire de notre pays. Quand Pierre le Grand, ayant affaire avec des pays plus développés, construisait fiévreusement des usines, des fabriques pour l'approvisionnement de l'armée et le renforcement de la défense du pays, c'est une tentative à sa manière de briser les entraves d'un état arriéré (1). »

En quoi Staline reste également dans la meilleure tradition du marxisme. Engels ne dit-il pas : « La victoire de la force repose sur la production des armes, et comme celle-ci repose à son tour sur la production en général, la victoire de la force est donc fondée sur la « puissance économique (2) ».

Ces préoccupations militaires, le Gouvernement Soviétique ne les a jamais cachées. Il s'en est même servi, tout au long de la période quinquennale, pour aiguillonner la population, celle-ci étant naturellement plus disposée à lutter pour la sauvegarde du pays que pour celle du régime. Par les soins de la propagande officielle, personne n'a pu ignorer « l'hostilité croissante du monde capitaliste qui a inscrit à son ordre du jour l'organisation de la croisade impérialiste contre l'U. R. S. S. (3) ».

Le danger d'une offensive capitaliste a même été dramatisé pour mieux frapper l'imagination des foules :

(1) *Pravda*, 28 novembre 1928, cité par H. ROLLIN, *Revue Politique et Parlementaire*, op. cit., p. 10.

(2) ENGELS, *Philosophie*, p. 214, cité par H. ROLLIN, *Histoire de la Révolution russe*, op. cit., vol. II, p. 344.

(3) GRINKO, op. cit., p. 57.

à chaque fléchissement de l'enthousiasme populaire correspond un de ces grands procès de sabotage (1), chefs-d'œuvre de mise en scène, destinés à révéler avec éclat la complicité des puissances étrangères avec les saboteurs.

Cette crainte d'une guerre intervenant avant l'achèvement des travaux de défense n'est pas qu'un simulacre. C'est elle qui a déterminé le déplacement vers l'Est de l'industrie soviétique, bien plus que le souci de rapprocher les usines des sources de matières premières et de répartir d'une façon plus rationnelle la population et la production dans le pays. Car les avantages de l'Oural et de la Sibérie sont surtout d'ordre stratégique. Et l'emplacement de la plus grande aciérie de l'U. R. S. S. et du monde n'aurait pas été choisi dans une région sans voies ferrées ni routes, à 3.000 kilomètres des gisements de charbon, si cette vallée, au sud de l'Oural, n'avait été à l'abri de toute attaque brusquée.

Mais aujourd'hui les armes économiques sont, à la fois, d'un effet plus sûr et d'un maniement moins dangereux. Les nombreuses mesures prises contre une offensive militaire, comme l'éloignement des centres industriels par rapport aux frontières (2), ou l'adaptation immédiate

(1) Le plus important est le Procès du Parti Industriel, à la suite duquel la France et l'Angleterre directement mises en cause furent obligées de protester. Les pièces essentielles du procès ont été publiées dans *L'Europe Nouvelle* du 28 mars 1931.

(2) En Ukraine, le premier grand centre industriel est Kharkov, à 700 kilomètres de la frontière ouest. MAX DEKEYSER, *Le Potentiel de guerre des Soviets. Europe Nouvelle*, 20 septembre 1934.

des usines métallurgiques à la fabrication des moyens de défense, ne suffisent pas à la protection du pays puisque « l'hostilité capitaliste » peut aussi bien se manifester sous la forme d'un nouveau blocus. Il importe donc que, dans le plus bref délai, l'U. R. S. S. soit en mesure de vivre sur ses propres ressources et même de poursuivre son industrialisation sans aucune aide étrangère.

Si elle parvient à atteindre ce but, elle échappe en même temps à un danger indépendant de toute intention hostile : celui de voir céder, sous la pression de la concurrence capitaliste, le barrage du monopole du commerce extérieur à l'abri duquel grandit la nouvelle industrie russe. Son essor doit être assez rapide pour lui permettre d'atteindre le niveau technique et par conséquent la productivité des pays capitalistes, avant que l'écart entre les prix intérieurs et extérieurs ait rompu les barrières douanières (1). En dehors donc de toute considération doctrinale sur l'aptitude plus ou moins grande du socialisme à développer les forces productives, l'existence même de l'industrie soviétique dépend du *rythme* de son développement.

Ce rythme dépend à son tour de la part du revenu national qu'il est possible de soustraire à la consommation pour l'investir dans l'industrie. Dans un pays très appauvri comme l'U. R. S. S., ce partage est particulièrement délicat. Si le fonds d'accumulation est trop élevé, les conditions d'existence s'aggravent, et les générations

(1) Lucien LAURAT, *L'Économie soviétique*, Valois, Paris, 1931, p. 133.

présentes sont sacrifiées aux générations futures, ce qui peut amener les paysans, et même le prolétariat, à refuser leur appui au régime. Par contre, si c'est le fonds de consommation qui l'emporte, le développement industriel se ralentit et risque d'étouffer sous la pression de la concurrence étrangère : les générations futures souffriront d'autant plus de cette productivité insuffisante que le coefficient de natalité est assez élevé dans le pays ; enfin, le sort de l'économie socialiste étant lié à celui de l'industrialisation, les éléments capitalistes qui subsistent, surtout au début de la période quinquennale, peuvent arriver à prendre le dessus (1).

Une fois le fonds d'accumulation déterminé par rapport au revenu national, il s'agit de savoir dans quelle mesure il sera consacré au développement de l'industrie lourde, aux dépens de l'industrie produisant directement pour la consommation. Il est certain qu'en donnant le pas à celle-ci, la popularité du régime s'accroît en même temps que le bien-être. Mais, pour l'avenir, la sous-production devient inévitable si l'industrie légère ne reçoit pas assez de matières et de moyens de production, par suite du retard de l'industrie lourde (2). C'est donc le développement de cette dernière qui s'accorde avec l'intérêt national et celui du régime. Malgré le risque de voir la population s'insurger contre une politique de sacrifices imposés au nom de la prospérité à venir, le pouvoir central a choisi le parti le plus difficile (3).

(1) L. LAURAT, *op. cit.*, p. 200.

(2) *Ibid.*, p. 201.

(3) P. DEVINAT, *op. cit.*, p. 234.

Tout le Plan Quinquennal repose sur la primauté de l'industrie lourde.

A ces circonstances économiques et militaires qui font de l'industrialisation l'instrument de la puissance russe, s'ajoutent des nécessités doctrinales tenant à la nature même du régime soviétique.

Par une ironie à laquelle Knickerbocker est très sensible (1), le système des plans se trouve appliqué dans un des rares pays où le danger contre lequel Marx l'a prévu, n'a jamais existé, et ne se présentera pas de si tôt : c'est le danger des crises périodiques de surproduction. L'U. R. S. S. souffre justement du phénomène contraire. Et aussi longtemps que l'amélioration des conditions d'existence se heurtera à l'état arriéré de l'économie soviétique, le socialisme ne sera qu'une « égalité dans la misère (2) » et ses chances d'expansion réduites au minimum.

Si même la révolution bolchévique n'a pas été faite *contre* les lois de Karl Marx, c'est en tout cas *malgré* ses lois (3). Le meilleur champ d'action prolétarienne serait, selon les théoriciens, un pays capitaliste très avancé, comme l'Angleterre, que la perfection de sa technique mettrait à l'abri de toute concurrence étrangère (4). Bien des révolutionnaires russes en ont déduit que leur pays n'était pas mûr pour le socialisme, « la Russie pré-révolutionnaire étant équipée d'outillage moderne

(1) KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 8.

(2) L. LAURAT, *op. cit.*, p. 122.

(3) Pierre DOMINIQUE, *Oui, mais Moscou...* Valois, Paris 1931, p. 106.

(4) L. LAURAT, *op. cit.*, p. 132.

4 fois moins que l'Angleterre, et 10 fois moins que les États-Unis (1) ». A la même époque, la consommation de charbon par tête d'habitant était 20 fois moindre que celle de l'Allemagne, celle de fonte, 10 fois, de cuivre, 20 fois, de coton, 3 fois, et le réseau des chemins de fer était 36 fois moins développé (60.000 kilomètres pour tout le territoire) (2).

Cette importante objection des menchéviks, les bolchéviks essayaient de la tourner au profit de la révolution. Si l'industrie était insignifiante par rapport à l'agriculture qui ancrerait dans l'immense classe paysanne l'instinct de la propriété privée, elle avait l'avantage d'être encore plus centralisée que l'industrie allemande. Au début du siècle, la proportion des ouvriers occupés dans des entreprises de plus de 1.000 ouvriers était de 8 % en Allemagne et de 26 % en Russie. En 1914, les fabriques ayant plus de 1.000 ouvriers, en occupaient au total 1.255.000 aux États-Unis, et 1.300.000 en Russie (3). Cette concentration facilitait beaucoup la propagande révolutionnaire, et aussi la socialisation des entreprises.

Une fois la dictature du prolétariat instaurée, le désaccord changea d'objet : le socialisme pouvait-il être édifié dans un seul pays (4) ? Trotzki n'était pas de cet avis. Selon lui, la Russie soviétique, paralysée par la

(1) LÉNINE, *Œuvres*, t. XVI. Cité dans *Summary of the Fulfilment of the First Five Year Plan for the Development of the national Economy of the U. S. S. R.*, Moscou, 1933, p. 10.

(2) G. MÉQUET, *op. cit.*, p. 22.

(3) P. BERLINE, *L'Économie Soviétique jugée d'après les faits. Année Politique française et étrangère*, octobre 1933, p. 220.

(4) L. LAURAT considère cette tâche aussi fantastique et irréalisable que leur « fameux Plan Quinquennal », *op. cit.*, p. 19.

masse de ses paysans et l'état arriéré de sa technique, devait se consacrer à déchaîner la révolution mondiale afin de remettre le pouvoir aux pays capitalistes les plus avancés (1). Il se heurta à Staline qui fit du Plan Quinquennal justement l'instrument de cette édification socialiste, donnant ainsi une portée révolutionnaire (2) à ce qui ne serait autrement qu'un simple programme de développement économique. « L'idée centrale et fondamentale de la politique économique des Soviets, écrit un des auteurs du Plan Quinquennal, est un *développement des forces productives qui soit accompagné d'un progrès continu des processus de collectivisation*... Il est certain que seule la collectivisation des formes d'exploitation ouvre un champ véritablement riche et infini au développement des forces productives (3). »

Il en est résulté une véritable mystique de l'industrie, celle-ci étant considérée comme la forme matérielle, palpable, du communisme : chaque nouveau « géant », une machine enfin pareille au modèle étranger, des records de vitesse obtenus dans telle industrie et placardés dans le pays entier, c'est cela l'édification socialiste pour le gros de la population qui, prenant le moyen pour le but, la confond avec l'industrialisation. Le pouvoir central en profite pour ne plus donner, en fait de preuves de son action libératrice des masses, que des statistiques d'où les renseignements relatifs à la qualité et au prix

(1) MONZIE, *Petit Manuel de la Russie nouvelle*, Firmin-Didot, Paris, 1931, p. 178.

(2) STALINE, *op. cit.*, p. 13.

(3) GRINKO, *op. cit.*, p. 56.

des produits fabriqués sont soigneusement bannis. Mais pendant que la population tient les yeux fixés sur le barème de réalisation du Plan Quinquennal, elle s'irrite moins de si mal vivre. Déjà les ateliers nationaux de 1848, le plan Freycinet de 1880 avaient eu pour but de « calmer l'opinion par un mirage technique et scientifique (1) ».

Les paysans qui, eux, ne participent que dans une mesure très réduite à la construction, en ciment et en fer, du socialisme, ne consentent à se défaire de leurs céréales qu'en échange de produits manufacturés. Quand l'insuffisance de ceux-ci coïncide avec une bonne récolte, l'écart entre les prix industriels et agricoles s'aggrave, ou selon la formule soviétique empruntée à Trotzki, les « ciseaux » s'ouvrent. Ainsi, en 1923, le paysan a dû donner trois fois plus de blé pour une faucille qu'en 1913 (2). Et comme son mécontentement se traduit par une diminution des emblavures, le gouvernement est toujours prêt à lui accorder des faveurs, quitte à les lui reprendre dès que la situation se retourne à son profit.

Cette hostilité paysanne n'a jamais cessé de peser sur l'économie russe, malgré les efforts des tsars, depuis Ivan le Terrible, pour réduire l'antagonisme entre la ville et la campagne (3). Les dirigeants soviétiques essaient de s'en affranchir en enrôlant le plus grand nombre de paysans dans les rangs des prolétaires sur lesquels l'emprise du régime est plus sûre.

(1) V. BORET, *Le Paradis Infernal*, Quillet, Paris, 1933, p. 135.

(2) MONZIE, *op. cit.*, p. 172.

(3) H. ROLLIN, *Revue Politique et Parlementaire*, *op. cit.*, p. 15.

En 1918, les ouvriers d'usine ne représentaient que 17 % de la population (1). La question s'est posée tout de suite de savoir si le pouvoir devait leur revenir malgré la proportion de 83 % de paysans dans la population totale. Après la Révolution d'octobre, aux élections pour la Constituante, il y eut 9 millions de voix, dans les villes, pour les bolchéviks, et 20 millions de voix, surtout paysannes, en faveur des social-révolutionnaires de gauche, plus modérés. Laisser s'affirmer la préférence paysanne pour une sorte de petite bourgeoisie de village, c'était asseoir le régime sur deux principes opposés : d'une part cette petite propriété qui, de concession en concession, aurait fini par ramener le capitalisme, et d'une autre, la grande industrie de plus en plus collectivisée (2).

Pendant la N. E. P., — période de trêve pour l'économie privée, — quelques centaines de mille fermes parmi les deux douzaines de millions nées de la révolution, deviennent prospères, prennent de l'extension (3). On peut dire bientôt du paysan enrichi qu'il est l'« éminence grise » du bolchévisme, car il est le principal fournisseur de la quantité marchande des céréales et prétend faire la loi. Or quoique très fruste, le « Koulak », de par sa fonction économique, est un capitaliste, un ennemi du régime : il défend son profit contre les impôts trop élevés, contre la réglementation par l'État de la vente des céréales, contre les prix prohibitifs des produits manu-

(1) KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 218.

(2) STALINE, *op. cit.*, p. 14.

(3) MÉQUET, *op. cit.*, p. 36.

facturés (1). Aussi, à peine la situation de l'industrie commence-t-elle à s'améliorer, que le gouvernement essaie de se dégager de l'obligation de choisir entre la tyrannie du Koulak ou la famine.

Au XIV^e Congrès du Parti Communiste, en 1925-26, se fait jour une conception dite « agrarisante » en faveur du libre développement de la propriété paysanne, son outillage devant être fourni, comme avant la guerre, par les pays étrangers. Ces « idéologues du Koulak (2) » convaincus d'erreur, une autre proposition est faite, par la gauche du parti cette fois, tendant à la réquisition des réserves de céréales sous la forme d'un emprunt en nature destiné à financer l'accélération du développement industriel (3). L'opposition représentée par Trotzki, Zinoviev, Kamenev, Kroupskaïa, est mise en échec dans le sein du Politbureau, et en décembre 1927, le XV^e Congrès du Parti, prononce l'exclusion de Trotzki et assure ainsi la toute-puissance de Staline.

Deux ans plus tard, la liquidation du Koulak « comme classe » revient à l'ordre du jour, et le maître actuel de l'U. R. S. S. se lance dans la collectivisation des campagnes avec une conviction qui lui ramène la majorité des partisans du chef banni.

Le moment est venu où, la N. E. P. ayant épuisé toutes ses possibilités économiques (4), le développement du pays sur une plus large échelle peut commencer.

(1) LAURAT, *op. cit.*, p. 210.

(2) GRINKO, *op. cit.*, p. 66.

(3) LAURAT, *op. cit.*, p. 213.

(4) JUGOV, *Le Plan Quinquennal*, L'Églantine, Bruxelles, 1932, p. 11.

L'Assemblée des Soviets ratifie ce Plan Quinquennal dont l'envergure, de l'avis du monde capitaliste, compromet toute possibilité d'exécution. Ce scepticisme à l'égard de la première tentative d' « apprécier les besoins des masses par voie de statistique » (Boret) est dû, en grande partie, au fait qu'à l'étranger on ignore tout de la minutieuse préparation technique du plan.

Un premier projet de cette nature, consacré à l'électrification du pays, avait été publié dès 1920, à un moment où le souci du ravitaillement de la population et surtout de celui de l'armée détournait les dirigeants de tout programme d'avenir. Or, le plan établi par la *Goelro*, commission d'État pour l'électrification sous la présidence de Krjijanovski, reflétait exactement l'opinion de Lénine, qui tenait l'électrification pour la seule possibilité de réalisation du socialisme en U. R. S. S.

Au cours de la même année, la direction centralisée de la vie économique ayant été mise à l'ordre du jour du IX^e Congrès du Parti Communiste, celui-ci décida « que la condition fondamentale du relèvement économique du pays, c'était l'application inébranlable d'un plan économique établi pour la plus proche période historique (1) ». Et l'année suivante, une commission du plan d'État, ou *Gosplan*, fut créée avec la mission « d'élaborer un plan unique pour tout l'État, sur la base du plan d'électrification approuvé par le VIII^e Congrès des Soviets, et de veiller à la mise en vigueur de ce plan (2) ».

(1) MÉQUET, *op. cit.*, p. 42.

(2) *Ibid.*, p. 45.

Mais son rôle se borne d'abord à l'étude purement théorique des conditions de l'économie soviétique qui traverse justement la période dite du communisme de guerre, pendant laquelle la vie économique tout entière est subordonnée à la nécessité d'affermir le pouvoir des Soviets et de défendre le pays contre les forces coalisées de la contre-révolution extérieure et intérieure (1). A vrai dire, il n'y a d'activité productrice que dans les branches les plus indispensables à l'existence ; les transports ne fonctionnent que pour la défense, l'extraction de minerai, de charbon, de métal a presque cessé, les relations économiques entre une région et une autre sont rompues. Et pour la seule année 1920, cinq millions et demi d'hommes ont le typhus (2). Alors éclate en mars 1921, la mutinerie des marins de Cronstadt qui révèle à Lénine l'état d'exaspération du pays. Il annonce aussitôt la suppression des réquisitions, puis la liberté du commerce intérieur, et, ainsi, se trouve instaurée la Nouvelle Politique Économique ou N. E. P., qui dure jusqu'à la période quinquennale (3).

Les expériences économiques qui se succèdent au cours de cette période troublée présentent pour le Gosplan un grand intérêt théorique. Des plans partiels sont proposés : un plan quinquennal de l'industrie métallurgique, un autre, en 1924, pour les transports. Puis un important travail sur les perspectives de développement agricole (4).

(1) GRINKO, *op. cit.*, p. 25.

(2) MONZIE, *op. cit.*, p. 144.

(3) *Ibid.*, p. 145.

(4) MÉQUET, *op. cit.*, p. 46.

Mais la Commission se consacre surtout à l'étude de la division du pays en régions économiques. En 1925-26, paraissent les premiers « Chiffres de Contrôle » qui ne sont encore que de simples perspectives du développement de l'économie pour l'année suivante. Les économistes soviétiques apprennent ainsi à connaître les possibilités de développement des diverses branches de la production, et à donner des prévisions aussi peu éloignées que possible de la réalité (1).

A la fin de 1925, le XIV^e Congrès du Parti décide que le moment est venu d'orienter l'économie dans le sens de l'édification socialiste, et que l'entreprise essentielle est la création d'une industrie lourde destinée à libérer l'U. R. S. S. du rôle d' « annexe de l'économie capitaliste mondiale ». Le Gosplan entreprend alors l'élaboration d'un plan beaucoup plus étendu : *Prémisses générales d'un plan de reconstruction de l'économie nationale*, suivi en 1927, du recueil *Perspectives du développement de l'économie nationale de l'Union Soviétique de 1926-27 à 1930-31*, qui est le premier essai véritable de Plan Quinquennal (2). Et les « Chiffres de Contrôle » pour 1927-28 comprennent déjà, en dehors des prévisions économiques proprement dites, une orientation, un « thème stratégique » (3) s'appliquant surtout aux branches les plus socialisées de l'économie : l'indus-

(1) JUGOV, *op. cit.*, p. 15.

(2) MÉQUET, *op. cit.*, p. 49.

(3) *Ibid.*, p. 50.

trie, les transports, la banque. Ces directives politiques, imposées par le Parti Communiste, se mêlent désormais aux données économiques dans l'élaboration des projets annuels que les différentes commissions soumettent au Gosplan, où ils sont coordonnés du point de vue matières premières, finances, transports, exportation, importation, consommation intérieure, etc., avant de faire l'objet d'une ratification de la part du Conseil des Commissaires du Peuple et du Comité Central du Parti Communiste. Ils deviennent alors obligatoires pour les organismes d'État (1).

A partir de 1928, le Gosplan entreprend la vraie préparation d'un plan « perspectif », dans les objectifs duquel les réalités économiques sont subordonnées à la *volonté* de construire une économie socialiste. L'étude purement théorique des lois d'évolution et de leur interdépendance, des différences entre l'économie soviétique et l'économie traditionnelle, la détermination des coefficients statistiques sont abandonnées comme « étrangères à la classe ouvrière » et les auteurs du Plan Quinquennal (Krijjanovski, Stroumiline, Grinko et autres) ne craignent pas de se déclarer « dégagés de la soumission aux lois séculaires de l'évolution économique (2) ». Toute étude objective des lois économiques est donc condamnée.

Pourtant les directives du XV^e Congrès du Parti

(1) Jugov, *op. cit.*, p. 14.

(2) *Ibid.*, p. 19-20.

Communiste (fin 1927) relatives à l'élaboration du Plan Quinquennal, étaient extrêmement prudentes. Le Congrès recommandait aux auteurs du Plan de tenir compte de tous les obstacles qui pouvaient entraver le développement prévu : les mauvaises récoltes, et surtout le danger de guerre en vue duquel il fallait « accorder une attention spéciale au développement très rapide des branches économiques surtout industrielles auxquelles incombe le rôle principal pour assurer la défense et la solidité économique du pays en temps de guerre (1) ».

Le Congrès reconnaît que le fait d'édifier le socialisme dans un seul pays, surtout retardataire, constitue une circonstance aggravante. Mais l'adoption d'un plan général de reconstruction a justement pour but d'éliminer le caractère le plus funeste de l'exploitation capitaliste — l'anarchie de la production — et de permettre l'industrialisation du pays dans le plus bref délai (2). Ce plan ne peut être appliqué que dans la mesure où l'État tient entre ses mains les leviers de commande de la vie économique. Il s'agit donc de hâter la suppression de toutes les formes d'économie non conformes aux principes soviétiques d'organisation (3).

Ces directives, constituant ce qu'on a appelé la « ligne générale », c'est-à-dire l'orientation que le Plan Quinquennal doit imprimer à l'économie, ont permis aux organes du Plan d'élaborer un nouveau projet entre l'automne 1927 et le printemps 1929, en s'aidant des

(1) Cité par MEQUET, *op. cit.*, p. 53.

(2) JUGOV, *op. cit.*, p. 22.

(3) MÉQUET, *op. cit.*, p. 52.

Perspectives de développement de l'économie nationale parues précédemment.

Il est curieux de voir les variations qu'a subies, au cours des deux années de la préparation purement technique du plan, le pourcentage d'accroissement de la production prévue pour la période quinquennale. De révision en révision, il a toujours augmenté jusqu'en décembre 1928 lorsqu'on établit les chiffres définitifs du Plan, sur la base de la production de 1927 qui révèle par rapport à l'année précédente un progrès réel de 24, 9 % (1).

	Estimations		
	de 1927	Fin 1927	Décembre 1928
	—	—	—
1927-28...	16,3	18,1	
1928-29...	13,1	16,6	21,9
1929-30...	13,7	17,6	20,2
1930-31...	10,5	13,8	21,8
1931-32...	10,5	12,8	22,6

Le ralentissement après la première année était dû à la crainte d'une insuffisance de capitaux, ceux-ci devant être prélevés principalement sur l'accumulation paysanne. Tout espoir de financer le Plan à l'aide de capitaux étrangers avait dû être abandonné après que le ministre conservateur eût dénoncé le traité conclu en 1924 avec le premier gouvernement travailliste anglais. Pourtant aussi réduite qu'ait été la participation des capitaux

(1) M. FARBMAN, *Piatilelka*, Rieder, Paris, 1931, p. 30-31.

étrangers, ceux-ci n'en ont pas moins joué le rôle de « catalyseur », et on a pu dire que sans eux le Plan Quinquennal n'aurait pas été réalisé (1).

Le reste des capitaux nécessaires devait provenir du seul progrès des disponibilités intérieures, drainées à l'aide d'un système dont une première application assez brutale, en 1923, avait fermé le marché des campagnes : la vente à prix élevés des produits fabriqués dans les entreprises d'État en vue d'un réemploi collectif de la plus-value des activités individuelles (2). Ainsi, dès la seconde année de la période quinquennale, le financement du Plan allait retomber non seulement sur les paysans, comme il était prévu, mais aussi sur les ouvriers, la nécessité de prélèvements de plus en plus forts sur le revenu national se faisant au détriment de la consommation générale.

Certains des dirigeants soviétiques virent dans ce fait la preuve que l'industrialisation allait être trop rapide. Ils estimaient, comme le fait également Henry Rollin (3) que « dans un pays agricole et arriéré comme la Russie, l'industrie ne peut progresser qu'au fur et à mesure de l'augmentation de la capacité d'achat de la population paysanne d'une part, de la qualité du personnel ouvrier et dirigeant d'autre part ». Boukharine Tomski et Rykov, membres de cette opposition, demandèrent également que le passage pacifique du Koulak

(1) MÉQUET, *op. cit.*, p. 32.

(2) *Ibid.*, p. 31.

(3) H. ROLLIN, *Revue Politique et Parlementaire*, *op. cit.*, p. 32.

au socialisme remplaçât la collectivisation brutale des campagnes (1). Mais la théorie du « pas ralenti » étant considérée une fois pour toutes comme non-scientifique et réactionnaire (2), la presse du parti réclama des mesures sévères contre ces opportunistes de droite que le Comité Central Exécutif condamna effectivement le 18 novembre 1929. Leur rétractation publique eut lieu aussitôt après (3). Mais lors du XVI^e Congrès du Parti, en 1930, Rykov reprit ses arguments en faveur du ralentissement de l'exécution du Plan. Son discours, littéralement hué, n'a jamais été publié ; on en a retenu ceci : « La collectivisation forcée de la terre a coûté aussi cher au pays que la guerre civile et l'intervention (4). »

Staline l'ayant emporté sur ses contradicteurs, le Plan Quinquennal est adopté dans sa version optima qui prévoit des tâches supérieures d'environ un cinquième par rapport à la variante directive. Dans celle-ci les difficultés mentionnées dans la résolution du XV^e Congrès étaient largement prises en considération, et les dépenses relatives à la défense du pays y étaient plus importantes (5).

Le Plan Quinquennal qui comprend 3 volumes de plus de 1.600 pages chacun, a été présenté au Conseil des

(1) GRINKO, *op. cit.*, p. 69.

(2) FARBMAN, *op. cit.*, p. 31.

(3) *Izvestia* du 18 novembre 1929 et *Ekonomitcheskaya Jizn* du 26 novembre 1929. Cité par Calvin B. HOOVER, *La Vie Économique de la Russie Soviétique*, Gallimard, Paris, 1932, p. 86.

(4) KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 230.

(5) MÉQUET, *op. cit.*, p. 55.

Commissaires du Peuple le 23 avril 1929 et ratifié peu après par le XVI^e Congrès du Parti Communiste, et le V^e Congrès des Soviets de l'Union (1).

(1) Le titre complet est le suivant : *Plan Quinquennal de reconstruction de l'économie nationale*, et en russe : *Piatiletnû Plan Narodno-Khoziaïstvennogo Stroïlestva S. S. S. R.*

DEUXIÈME PARTIE

L'EXÉCUTION DU PLAN QUINQUENNAL

CHAPITRE PREMIER

VUE D'ENSEMBLE

Avec l'année 1927-28, « la période de reconstruction est close, l'édification socialiste commence ». En effet, la production de l'U. R. S. S. ayant atteint, dans l'ensemble, le niveau d'avant-guerre, la N. E. P. (1), cette dérogation temporaire aux principes du régime, n'a plus d'objet.

La rapidité avec laquelle l'économie soviétique s'est relevée des coups très durs que lui ont portés la guerre et la révolution, donne la mesure de ce pays dont l'échelle dépasse tellement la nôtre. Au lendemain de la guerre civile, la récolte accuse une baisse catastrophique : de 4.774 millions de pouds en 1913 à 2.944 millions en 1920. Quant à la production industrielle, si on l'évalue au cours d'avant-guerre lorsqu'elle était de 6,059 millions de roubles-or, elle n'atteint plus que

(1) L'histoire du bolchévisme est ordinairement divisée en trois périodes :

1. *Le communisme de guerre* qui dure de la prise du pouvoir jusqu'à la mutinerie des marins de Cronstadt, au début de 1921 ;

2. La *Nouvelle Politique Économique*, caractérisée par le relâchement de l'emprise de l'État et un redressement de l'activité économique ;

3. La période dite d'*édification socialiste* régie par le Plan Quinquennal.

870 millions en 1921 et 969 millions l'année suivante, soit 14,4 et 16 % du chiffre de 1912 (1).

A partir de ce moment, la paix avec l'extérieur étant acquise, l'effroyable famine de 1921 surmontée, la situation se rétablit. L'État s'approprie, au moyen de l'expropriation pure et simple, les usines épargnées par la guerre, il commence même à les remettre en état et à en construire de nouvelles, de sorte que la production industrielle ne tarde pas à rejoindre son niveau d'avant-guerre.

Mais la correspondance entre la situation économique à la veille du Plan Quinquennal, et au moment de la guerre mondiale n'est réelle que dans la mesure où on compare les chiffres globaux. Plus de 10 années se sont écoulées pendant lesquelles la nécessité d'industrialiser le pays n'a fait que s'affirmer. Et dès 1927-28, au moment justement où la préparation du Plan est la plus active, l'économie soviétique commence à se dégager de la prédominance de l'agriculture qui caractérisait la Russie des tsars malgré le rapide développement de son industrie entre le début du siècle et la guerre. Ses exportations étaient toujours constituées, pour les trois quarts, de produits agricoles, auxquels s'ajoutaient pour 11 % le bois, et pour 14 % seulement les produits industriels. En échange, ceux-ci représentaient la presque totalité des importations (2). Tout le matériel agricole venait de l'étranger, la Russie n'étant pas outillée pour le fabriquer elle-même. Sa dépendance à l'égard de l'étranger était

(1) P. BERLINE, *op. cit.*, p. 224.

(2) MÉQUET, *op. cit.*, p. 20.

donc considérable, à la fois comme acheteur de produits industriels sans lesquels l'activité intérieure aurait cessé, et comme vendeur de produits agricoles qui représentaient la contre-partie des importations.

En 1927-28, l'ensemble de la production industrielle est en progrès par rapport à l'avant-guerre : 14.740 millions au lieu de 10.251 millions de roubles. Certaines branches se sont même considérablement développées : les constructions mécaniques — locomotives et wagons exceptés — ont plus que doublé, la fabrication de moteurs à combustion interne a quadruplé, l'extraction de houille et de pétrole a augmenté du quart, celle de la tourbe a quadruplé, et l'énergie électrique a plus que doublé par rapport au niveau de 1913 (1).

En échange, la métallurgie accuse un retard qu'elle conservera tout au long de la période quinquennale. En 1928, la production de minerais de fer représente seulement 67,60 % de celle d'avant-guerre, la production de fonte 70 %, l'acier laminé 91 %, le cuivre 92 % et le minerai de manganèse 34 % (2). Il est curieux de constater que les positions respectives de la plupart des branches d'industrie se maintiendront pendant la période quinquennale et l'insuffisance des produits de consommation qui apparaît déjà en 1928, ira s'aggravant, ainsi que celle des transports.

Par rapport aux pays capitalistes, l'U. R. S. S. comme la Russie des tsars, demeure un pays extrêmement arriéré : la production industrielle y est de 15 à 25 fois

(1) GRINKO, *op. cit.*, p. 43.

(2) *Summary, op. cit.*, p. 56.

moindre qu'aux États-Unis ; le rendement d'un ouvrier russe est de 6 à 8 fois inférieur ; la consommation de fer et d'acier par habitant est de 14 kilos au lieu de 468 aux États-Unis en 1925 ; et le réseau des chemins de fer russes représente 5,3 kilomètres de voies ferrées par 10.000 habitants, au lieu de 35,9 kilomètres, soit environ 7 fois moins (1).

Telle était la situation économique de l'U. R. S. S. à la veille de la période quinquennale. La ratification du plan datant du 23 juin 1929, la mise en vigueur officielle retardait de 9 mois sur le début théorique du premier des cinq exercices, fixé au 1^{er} octobre 1928. L'année était donc assez avancée au moment où les prévisions la concernant furent rendues définitives. C'est peut-être à ce fait qu'il faut attribuer la concordance entre les résultats obtenus à la fin de la *première année* de la période quinquennale, et ceux que le Plan avait prévus. Dans l'ensemble ceux-ci se trouvent légèrement dépassés. L'accroissement du volume de la production industrielle est de 23,4 au lieu de 21,4 %, et en particulier pour le groupe A qui comprend les industries fournissant les moyens de production, il est de 25 % sur l'année précédente. Cet avantage, l'industrie lourde le conserve jusqu'à la fin de la période quinquennale, l'effort du Plan portant bien plus, on s'en souvient, sur le développement de la puissance productive du pays que sur l'amélioration des conditions d'existence.

Dans les branches déficientes, l'écart entre les prévi-

(1) André PIERRE, *U. R. S. S.*, Delagrave, Paris, 1932.

sions et les résultats, pour 1928-29, ne dépasse pas une moyenne de 9 %. Il n'est vraiment grave que pour la fabrication des superphosphates qui atteint 69 % du chiffre adopté (1).

Il semble donc que les possibilités du pays n'aient pas été surestimées ; l'industrie est en progrès, l'agriculture se maintient à peu près, la main-d'œuvre afflue, et si les prix augmentent, ce n'est encore que modérément : l'indice général des prix de gros monte de 4,3 % au lieu des 2,4 % prévus. Les exportations étant fortement stimulées, la balance commerciale, de négative (— 184 millions) devient positive (+ 23 millions) (2).

La première année de la période quinquennale peut donc, dans l'ensemble, être considérée comme un succès. S'autorisant de la facilité relative avec laquelle les prévisions ont été remplies, le Comité Central Exécutif du Parti décide d'accélérer le rythme d'exécution du Plan. Pour justifier la liberté avec laquelle il modifie un programme auquel la ratification du Congrès des Soviets a donné force de loi, il invoque l'autorité de Lénine lui-même, qui disait (3) : « Le programme de notre Parti doit être complété par un plan de reconstitution de toute l'économie nationale. Ce ne sera évidemment et toujours qu'un plan. Mais ce plan ne sera pas aussi immuable que notre programme actuel qui ne subit de modifications qu'au Congrès du Parti. Non, ce plan

(1) MÉQUET, *op. cit.*, p. 67.

(2) *Ibid.*, p. 70.

(3) Cité par STALINE, *Discours sur le Plan Quinquennal*, Valois, Paris, 1931, p. 135.

s'améliorera, se précisera, se perfectionnera dans les ateliers, dans les districts, et cela quotidiennement. »

Le gouvernement pouvait soutenir également que si, au cours de la première année, les prévisions du plan s'étaient accomplies malgré l'état arriéré de l'industrie et la prédominance du travail manuel dans la métallurgie, par exemple, ou dans l'extraction du charbon dont 15. % seulement se faisait mécaniquement (1) — le progrès de l'outillage allait entraîner un accroissement de la production supérieur à celui que, prudemment, les auteurs du Plan avaient prévu.

Ainsi, la stricte application du Plan Quinquennal n'aura duré qu'un an. A partir de 1929, les Chiffres de Contrôle, qui devaient être à l'origine un programme annuel établi dans les limites du Plan, le remplacent, en fait, et imposent chaque année une tâche plus grande.

Par là-même, l'économie soviétique perd tout l'avantage du système qu'elle a adopté. Si le plan a pour but la coordination des facteurs de la vie économique, afin d'éviter toute déperdition des forces productives, il est clair qu'il cesse d'exister à partir du moment où la moindre tendance d'accroissement dans une branche de la production est aussitôt encouragée, exploitée, quelque soit la répercussion de cet accroissement sur une fabrication complémentaire et sur l'ensemble de l'économie.

Mais du point de vue politique, la manœuvre ne manquait pas d'habileté. En stimulant ainsi l'ardeur

(1) *Summary, op. cit.*, p. 17.

des masses auxquelles un relâchement dans l'effort aurait trop cruellement rappelé l'aggravation des conditions d'existence, le gouvernement gagne du temps. D'autre part, devant l'exagération manifeste des nouvelles tâches prévues, les retards de la production paraissent plus excusables.

La *deuxième année* (octobre 1929-octobre 1930) s'ouvre donc sur des perspectives illimitées, et si on essaie de dégager son caractère particulier, c'est bien par l'enthousiasme qu'elle se distingue. Une propagande incessante, rappelant que du Plan Quinquennal dépend non seulement la prospérité future du pays, mais le sort même de la révolution, a gagné la population à « la mystique du Piatiletka ».

Pour améliorer la production, les ouvriers décident d'appliquer au travail d'usine l'esprit sportif de compétition, et le plus indolent des peuples se secoue pour battre des records d'un atelier ou d'un trust à l'autre, avant de se mesurer avec les nations capitalistes elles-mêmes. Cette *émulation socialiste* est rapidement adoptée par les Jeunes Communistes, puis par le Parti qui recommande aux ouvriers et aux paysans, d'organiser « l'émulation des usines, des fabriques, des mines, des lignes de chemins de fer, des fermes soviétiques... en vue de diminuer les coûts de production, d'augmenter la productivité du travail, d'assurer la discipline du travail, etc. (1) ».

Ainsi se forment ces brigades de choc que l'on envoie

(1) MÉQUET, *op. cit.*, p. 222.

sur les « fronts » industriels les plus menacés par le retard, l'incompétence, le désordre ou le découragement, pour imprimer à la production le « rythme bolchévik ».

Le zèle des agents chargés de collectiviser les campagnes fut tel que, malgré les conseils de modération donnés par Staline lui-même, dès le mois de mars 1930, 55 % des propriétés paysannes étaient collectivisées, et les Koulaks, grands ennemis du régime, étaient « liquidés en tant que classe » et, en tant qu'individus, déportés dans les forêts de Sibérie.

Le succès au moins apparent de cette offensive a eu sur l'industrie de graves répercussions. Pour mettre en évidence les avantages de l'exploitation collective, il fallait doter les kolkhozes et les sovkhozes de tracteurs et d'outils agricoles dans une proportion bien supérieure à celle que le Plan Quinquennal avait prévue, et que les entreprises étaient capables de fournir. Or, l'accroissement de la métallurgie continuait à retarder sur celui des autres branches d'industrie. Et c'est en 1930 seulement que le pouvoir central, reconnaissant l'impossibilité d'alimenter un immense pays avec le fer et le charbon de la seule Ukraine, décide de créer un nouveau centre métallurgique à Magnitogorsk, dans l'Oural.

Le gouvernement pouvait se risquer dans une entreprise de cette envergure, car la deuxième année de la période quinquennale a donné dans l'ensemble des résultats supérieurs aux prévisions du Plan initial. Celui-ci fixait à 21,5 % l'accroissement de la production globale par rapport à l'exercice antérieur, chiffre que la révision

porta à 31,3 % (1). En fait, la production s'accroît de 25 % seulement, l'industrie fournissant directement la consommation (groupe B) étant restée sensiblement au-dessous du rythme moyen de développement. La fabrication de cotonnades accuse même, par suite des restrictions à l'importation du coton brut, une baisse de 16 % (2). En échange, pour l'industrie fournissant les moyens de production (groupe A), l'accroissement est de 40 %, et même de 43 % pour la production d'énergie électrique (3). L'essor des constructions mécaniques ne fait qu'aggraver le déséquilibre dont l'industrie lourde ne cessera de souffrir par suite de l'insuffisance de ses deux branches essentielles : la métallurgie, qui ne donne que 87 % pour l'acier, et pour la fonte 93 % des chiffres du plan annuel révisé ; l'extraction du charbon qui n'atteint 47 millions de tonnes (au lieu de 53 millions) qu'au prix des plus grandes difficultés, les ouvriers ayant eu en masse le dur travail des mines, à l'annonce d'une bonne récolte (4).

D'ailleurs, à partir de 1930, la question de la main-d'œuvre se retourne complètement. Les immenses travaux entrepris sur toute l'étendue du pays ayant absorbé le nombre d'ouvriers disponible, le chômage est « solennellement abrogé ». Puis, à mesure qu'on embauche davantage, la légèreté avec laquelle le Plan Quinquennal a résolu la question de la main-d'œuvre qualifiée devient

(1) MÉQUET, *op. cit.*, p. 75.

(2) *Ibid.*, p. 77.

(3) AFTALION, dans *Le Capital* du 6 février 1931.

(4) MÉQUET, *op. cit.*, p. 77-8.

plus évidente. Des mesures sont prises aussitôt — fréquentation scolaire obligatoire, augmentation du nombre d'écoles et de facultés techniques, réduction de la durée des études — mais elles n'apportent qu'une solution à longue échéance. En attendant, la proportion des ouvriers improvisés est si importante que la qualité du travail s'altère davantage, la productivité individuelle augmente seulement de 12 % au lieu des 25 % prévus, et le prix de revient baisse de 6,7 % au lieu de 11 % (1). La semaine de cinq jours permettant l'utilisation du matériel à longueur d'année est adoptée dans la plupart des entreprises, mais le système du roulement libère les équipes, qui se relaient au service de la même machine, de toute responsabilité au sujet des avaries dues à leur incompétence. Ainsi s'aggrave la détérioration de cet outillage dont l'importation pèse si lourd sur la balance du commerce extérieur. En 1930, celle-ci redevient négative, malgré la reprise sur une grande échelle, des exportations de céréales. Sans même approcher la quantité d'avant-guerre, elles n'en affectent pas moins le marché mondial que la crise rend très sensible, et Liverpool enregistre une baisse du prix des grains qui ne s'était pas reproduite depuis le xvi^e siècle (2).

La situation financière serait satisfaisante — sur un budget de 11 milliards, il y a un excédent de 280 millions — sans l'accroissement considérable des investissements industriels, et le manque à gagner que représente l'impossibilité de baisser le prix de revient dans les

(1) MÉQUET, *op. cit.*, p. 78.

(2) Calvin B. HOOVER, *op. cit.*, p. 329.

proportions attendues. Un emprunt dit du « Plan Quinquennal en 4 ans » placé presque exclusivement dans la classe ouvrière, rapporte un milliard de roubles, ce qui a l'avantage de drainer l'argent dont la population, faute de marchandises, ne peut trouver l'emploi. En même temps, l'inflation augmente : entre septembre 1929 et septembre 1930 la circulation passe de 2,4 à 4 milliards de roubles. Encore que la nocivité de l'inflation dans un pays d'économie dirigée soit contestée par les économistes soviétiques, le système du crédit subit une importante réforme en vue d'une généralisation des règlements sans monnaie (1).

La formule du « Plan Quinquennal en 4 ans » lancée pour stimuler l'ardeur des foules, se heurte, même chez certains dirigeants, à un commencement de lassitude. Mais le pouvoir central, craignant les conséquences d'un relâchement, décide de demander au pays un effort plus considérable encore. Le commencement du troisième exercice est reporté du 1^{er} octobre 1930 au 1^{er} janvier 1931, et les trois mois intermédiaires, pendant lesquels tous les retards constatés devront être rattrapés, sont dotés d'un budget spécial de 5,1 milliards, et décrétés : *trimestre de choc* (2).

En fixant pour la *troisième année* de la période quinquennale, une tâche colossale, les dirigeants tablaient bien plus sur l'enthousiasme général, habilement ranimé et entretenu par la propagande officielle et par la pratique.

(1) MÉQUET, *op. cit.*, p. 91.

(2) *Ibid.*, p. 98.

devenue courante, de l'émulation socialiste, que sur les résultats des années précédentes. Les premiers mois de 1931 sont décevants. Mais à partir de l'été, la courbe de la production remonte rapidement, dans tous les domaines : même les textiles augmentent du double, et les charbonnages sont en progrès croissant par rapport à l'année d'avant (1). Le discours que Staline prononce le 23 juin à la conférence des dirigeants de l'industrie (2) n'est certainement pas étranger à ce redressement : il rétablit la différentiation des salaires, la responsabilité individuelle, l'autorité des hommes d'expérience, même « sans parti », sur les jeunes communistes sortis trop tôt des écoles techniques.

A la fin de 1931, la production industrielle globale dépassait de 13 % les prévisions initiales établies par le Plan Quinquennal pour l'année, sans atteindre, pour cela, le niveau exagéré fixé par les Chiffres de Contrôle : ainsi, pour l'industrie lourde, l'accroissement est de 21 % au lieu des 59 % prévus (2). Mais certaines branches parviennent à dépasser même les chiffres révisés : la production pétrolière, la fabrication de matériel électrique et de machines en général. Par contre, l'extraction de charbon, malgré les immenses efforts dépensés au Donetz, n'atteint que les deux tiers des prévisions ; et la production de fonte et d'acier retarde même un peu sur celle de l'année précédente.

Malgré quelques mécomptes issus du déséquilibre qui est à la base même du Plan et que l'accélération

(1) STALINE, *Discours sur le Plan Quinquennal*, *op. cit.*, p. 167 et suiv.

(2) MÉQUET, *op. cit.*, p. 103.

du rythme du développement économique a encore aggravé, la troisième année, considérée en U. R. S. S. comme l'année décisive, n'a pas été sans donner d'importants résultats. Les « géants » industriels qui matérialisent, aux yeux de la population, les résultats de ses efforts, entrent en service ; la puissance totale des centrales électriques régionales augmente de plus d'un million de kilowatts sur un total de 10 millions (1) ; le chômage a disparu, le ravitaillement est moins pénible par suite d'une récolte excellente et d'un accroissement de 50 à 60 % des quantités de viande et de graisse dont la consommation est autorisée. Car le beurre est réservé surtout pour l'exportation, l'U. R. S. S. étant obligée de tirer parti de tout ce que le marché étranger peut absorber, pour compenser la perte que la baisse des prix mondiaux lui fait subir sur ses exportations, en accroissant leur volume. A la fin de l'année 1931, l'excédent des importations, dont 93,3 % représentent uniquement des machines et des moyens de production, n'en atteint pas moins 300 millions de roubles, au lieu de 25 millions en 1930 (2).

Il arrive souvent que des marchandises ne puissent être exportées, faute de wagons disponibles. C'est à peine si on parvient au total à en charger 49.000 par jour au lieu des 60.000 wagons indispensables (3). Une fois chargés, ils restent en souffrance. Les fausses destinations, les

(1) MÉQUET, *op. cit.*, p. 107.

(2) *Ibid.*, p. 119.

(3) *Ibid.*, p. 112.

pertes de convois entiers se multiplient (1). Dès le début de la période quinquennale, la presse, les rapports officiels réclament des mesures contre l'insuffisance des moyens de transport qui pèse lourdement sur l'économie soviétique. « La situation des moyens de transport a atteint le point dangereux... Rien ne bouge », peut-on lire, en 1930, dans l'organe du Gosplan (2). Cela n'a rien d'étonnant puisque, depuis 1913, le capital des chemins de fer s'est accru seulement de 15 % et la longueur du réseau de 40 % (81.000 kilomètres) (3), alors que la circulation des marchandises a presque doublé et celle des voyageurs quadruplé (4). Depuis 1930, à deux reprises, on a augmenté de 25 % les tarifs, sans pouvoir réduire la frénésie de déplacement de la population que les heures et les jours d'attente dans les gares devraient pourtant rebuter.

En 1931, on ne peut plus douter que l'exécution même du Plan est menacée par l'état des transports dont le Commissaire du Peuple aux voies et communications, Rakhoumovitch, donne la description suivante dans son rapport au Gosplan (5) : « ...mauvais état des remblais... grande quantité de traverses pourries... rails légers et usés... locomotives et wagons très vieux, en nombre insuffisant et de faible puissance... faible rende-

(1) JUGOV, *op. cit.*, p. 67.

(2) *Planovoïé Khosaïstvo*, n° 12, 1930, cité par JUGOV, p. 61.

(3) Soit moins du double du réseau français pour un territoire quarante fois plus étendu. M. PERCHERON, *U. R. S. S., puissance d'Asie*, Denoël et Steele, Paris, 1934, p. 27.

(4) MÉQUET, *op. cit.*, p. 113.

(5) JUGOV, *op. cit.*, p. 64.

ment du réseau ». A la fin de l'année, les chargements en retard atteignaient environ 800.000 wagons, soit un trafic d'au moins deux semaines (1).

« L'accomplissement du Plan marque un certain retard dans les transports », reconnaît le président du Conseil des Commissaires du Peuple, Molotov, devant le Comité Central Exécutif des Soviets, en décembre 1931. Mais c'est la seule réserve qu'il fasse, ajoutant : « Les succès enregistrés dans l'exécution du Plan Quinquennal au cours des trois premières années ont rendu possible son exécution en quatre ans » (2), exactement en quatre ans et trois mois, si l'on tient compte du trimestre spécial de la fin de 1930.

Du fait de cette accélération, la *quatrième année* s'ouvre sur une tâche dont l'importance se traduit par un accroissement de 16,1 à 21,1 milliards de roubles, du plan financier (qui comprend depuis 1931 : le budget, le crédit et les ressources propres des organisations économiques).

Les résultats du premier trimestre sont éclatants même sur les « fronts » les plus menacés : les chemins de fer parviennent à router un million de wagons de plus que l'année précédente (3).

Mais la tension imposée à la population aura duré trop longtemps. Les paysans sont les premiers à donner des signes de lassitude. Ilsensemencent mollement, et le Gouvernement qui connaît leur force de résistance passive, leur accorde diverses faveurs dont la population

(1) MÉQUET, p. 112.

(2) *Ibid.*, p. 122.

(3) *Ibid.*, p. 129-30

urbaine ne tarde pas à profiter à son tour. On commence à prendre en considération « l'humble besoin de bottes et de casseroles » et un objectif essentiel, mais négligé du Plan Quinquennal — l'amélioration des conditions d'existence — revient au premier plan.

Les répercussions se font sentir aussitôt dans l'industrie : la productivité et par suite la production retrouvent à la fin de 1932, le rythme exceptionnel enregistré pendant les premiers mois de l'année. Néanmoins, l'accroissement de l'ensemble de l'industrie n'est que de 11 % au lieu des 36 % prévus (1), surtout par la faute de certaines nouvelles entreprises qui fonctionnent mal, en particulier l'usine d'automobiles de Gorki (Nijni-Novgorod).

Même celles qui donnent satisfaction sont, pour quelque temps encore, une lourde charge financière à laquelle le Gouvernement réussit à faire face seulement par des émissions de billets de banque et de bons du Trésor : à la fin de 1932, la circulation atteint 7 milliards pour une couverture de 0,8 milliards (2).

Dans ces conditions, peut-on dire du Plan Quinquennal qu'il a été réalisé ?

En 1931, revenant d'U. R. S. S., M. Jean Parmentier, l'auteur principal du côté français des plans Dawes et Young assurait, en insistant même sur le danger que présentait ce nouveau concurrent pour l'industrie capitaliste, que l'exécution atteindrait 78 % (3). Il semble,

(1) MÉQUET, *op. cit.*, p. 137.

(2) *Ibid.*, p. 139.

(3) *Le Malin*, 20 février 1931.

qu'en fait, elle ait été de 93,7 %. Selon Staline, qui donne ce chiffre dans son rapport du 7 janvier 1933 au Comité Central Exécutif, l'écart de 6,3 % entre les prévisions et les réalisations serait dû à la nécessité d'arrêter le fonctionnement normal de certaines usines pour les adapter à la fabrication d'armes de défense modernes, par suite des incidents qui éclatèrent en Extrême-Orient, et menacèrent de s'envenimer à un moment où aucun des pays voisins de l'U. R. S. S. n'avait consenti à signer des pactes de non-agression (1). Les quatre mois d'interruption se traduisent par une chute de la production globale de 1932, qui apparaît nettement si l'on exprime l'accroissement de chaque année de la période quinquennale en pourcentage de l'année précédente (2).

Groupes d'Industries	1929	1930	1931	1932
—	—	—	—	—
Industrie globale ...	126,1	127,3	122,6	111,0
Groupe A	129,3	141,1	126,0	112,5
Groupe B	124,1	115,7	119,2	190,4

Le taux d'accroissement annuel prévu par le Plan était de 21 %. En fait, il a atteint 21,6 % pour l'ensemble de l'industrie, et, en particulier, 26,8 % pour le groupe A (moyens de production) et 17 % pour le groupe B (objets de consommation), celui-ci n'ayant réalisé le Plan que dans une proportion de 84,9 %.

Malgré cette exécution incomplète, le volume de la

(1) STALINE, *Le Bilan du Premier Plan Quinquennal*, op. cit., p. 19.

(2) *Summary*, op. cit., p. 272.

production industrielle a plus que doublé entre 1928 et 1932, et par rapport à 1913, il s'est accru de 334 %, ce qui est d'autant plus remarquable qu'en 1920, la production n'atteignait que 13,8 % du chiffre d'avant-guerre (1).

Ce ne sont là que des résultats quantitatifs, et tous ceux qui ont suivi de près le développement économique de l'U. R. S. S. s'accordent pour les trouver considérables (2).

L'unanimité n'est pas loin de se faire non plus sur la sévérité avec laquelle il convient de juger la *qualité* des réalisations soviétiques. Plusieurs des chapitres qui suivent étant consacrés à l'étude de chaque industrie importante en particulier, les causes de cette dissociation entre la quantité et la qualité de la production industrielle se dégageront d'elles-mêmes, avant de faire l'objet d'une étude spéciale dans la dernière partie de cet ouvrage.

(1) *Summary, op. cit.*, p. 18.

(2) Même Jugov, *cf.* p. 27.

CHAPITRE II

INDUSTRIES DU GROUPE A

I. — MÉTALLURGIE

1. — Métaux ferreux

La guerre civile a été particulièrement désastreuse pour la sidérurgie qui était tombée en 1921 à 7 % du chiffre d'avant-guerre (1). Et contrairement à l'industrie du pétrole, par exemple, dont l'activité était redevenue normale au début du Plan Quinquennal, l'industrie métallurgique n'avait pas encore atteint en 1927-28 le niveau de production de 1913 (2) :

	1913	1927-1928	1927-28
	(1.000 tonnes)	(1.000 tonnes)	en % de 1913
Gueuse.....	4.200	3.283	78
Acier	4.231	4.176	98
Fer laminé.....	3.506	3.376	93

Or, pour fabriquer des machines, pour collectiviser les campagnes, et multiplier les moyens de transport, c'est de l'acier qu'il fallait avant tout. Le Plan Quinquennal se trouva donc construit sur l'industrie la moins prospère du pays. Il fixa au triple de la production de 1927-28 la tâche à réaliser : 10 millions de tonnes de fonte, 10,3 millions de tonnes d'acier et 8 millions de

(1) FARBMAN, *op. cit.*, p. 112.

(2) *Summary, op. cit.*, p. 108.

tonnes de fer laminé (1). Cela aurait pu suffire si la collectivisation des campagnes ne s'était faite avec une rapidité dépassant toutes les prévisions : en mars 1930, 55 % au lieu de 11,7 % des exploitations paysannes étaient transformées en kolkhozes et sovkhozes (2) qu'il fallut aussitôt pourvoir de machines agricoles. Pour faire face à ce besoin accru d'acier, et s'autorisant de la facilité relative avec laquelle le plan de la première année avait été exécuté, une résolution du Comité Central du Parti Communiste vint porter de 10 à 17 millions la production de fonte prévue pour 1933 (3).

Non seulement ce chiffre n'a pas été atteint, mais dès 1931 l'essor s'est ralenti. Au cours du premier semestre, alors que toutes les branches de construction mécanique et de façonnage des métaux dépassent leur programme de 1 fois 1/2 à 2 fois, la production de fonte baisse de 8,1 % par rapport à l'année précédente, l'acier de 9,2 % et le fer laminé de 16,5 % (4). Et à la fin de la période quinquennale, les résultats sont les suivants (5) :

	1932-33 selon les prévisions			
	1927-28 (1.000 t.)	du P. Q. (1.000 t.)	1932 (1.000 t.)	1932 en % de 1927-28 = 100
Fonte	3.283	10.000	6.206	189
Acier	4.176	10.300	5.885	140
Fer laminé	3.367	8.000	4.234	125,7
Tuyaux et conduits.....	171		309	180,7

(1) *Summary, op. cit.*, p. 108.

(2) C. HOOVER, *op. cit.*, p. 294.

(3) STALINE, *Discours sur le Plan Quinquennal, op. cit.*, p. 132.

(4) *Vie économique*, 16 août 1931. *Pouti Indoustrializatsiou*, n° 6, 10, 13. Cité par Jugov, *op. cit.*, p. 32.

(5) *Summary. op. cit.*, p. 111.

De l'avis des dirigeants soviétiques, ce grave retard serait dû à l'inexpérience d'une main-d'œuvre se trouvant brusquement aux prises avec les machines les plus perfectionnées. Ce luxe technique était apparu aux auteurs du Plan Quinquennal comme le meilleur moyen d'équilibrer, dans un temps très court, la production et les besoins de métal. Leurs autres recommandations se révélèrent plus heureuses : consacrer le milliard d'investissements prévu (1) aux plus productives parmi les entreprises existantes et, pour les nouveaux centres métallurgiques, rechercher non seulement la proximité des matières premières mais aussi une distribution plus rationnelle de l'activité industrielle dans le pays.

Les capitaux allèrent principalement aux usines du Sud (Djerjinsky, Vorochilov, Makeyevska) auxquelles on en joignit une nouvelle à Marioupol en Crimée, utilisant le minerai de Kertch et le charbon transcaucasien facilement amené par mer. Et dans l'Oural, les petites usines brûlant du charbon de bois, comme Levjinsky et Tavdinsky, furent remplacées par la puissante entreprise de Nijni-Taguil. D'autres furent reconstruites : Zlatoust, Nadejdinsk, Tchoussovaïa, Verkhne-Issetzk et Beloretzk.

Mais la plus grande partie des ressources fut absorbée par la « deuxième Base houillère et métallurgique » de l'U. R. S. S. dont aucune mention n'est faite dans le Plan Quinquennal. C'est le XVI^e Congrès du Parti Communiste, qui décida qu'il serait fait de l'acier avec le fer de Magnitogorsk dans l'Oural et le charbon de Kouz-

(1) GRINKO, *op. cit.*, p. 117.

netzk en Sibérie (1). Ainsi le pays n'allait plus dépendre de la seule Ukraine pour alimenter son industrie lourde.

Mais au cours de la période quinquennale, les nouvelles entreprises n'ont pour ainsi dire pas contribué à augmenter la production : on a seulement achevé de les construire. Si donc l'U. R. S. S. est passée du sixième au deuxième rang mondial pour la production de la fonte et du cinquième au deuxième pour l'acier, c'est surtout à cause de la crise qui sévit dans les pays capitalistes au point d'avoir diminué leur production de fonte de 61 % et celle d'acier de 59 % entre 1928 et 1933. En U. R. S. S. elle augmentait pendant la même période, respectivement de 82 % et de 37 % comme l'indique le tableau suivant (2) :

	Fonte en millions de tonnes métriques		Acier en millions de tonnes métriques	
	1928	1932	1928	1932
U. R. S. S.	3,4	6,2	4,3	5,9
États-Unis	38,6	8,9	50,9	13,6
Allemagne	11,8	3,9	14,5	5,7
France	10,1	5,5	9,5	5,6
Angleterre	6,7	3,6	8,7	5,3
Belgique	3,9	2,8	3,9	2,8
Production totale des pays capitalistes....	85,4	32,8	107,2	44,1
Production mondiale ..	88,8	39,0	111,5	50,0

Les investissements prévus par le Plan Quinquennal,

(1) *Summary, op. cit.*, p. 111.

(2) Pour les pays capitalistes, les chiffres sont pris dans : *Stah' und Eisen*, 1930 et 1932, cités par *Summary, op. cit.*, p. 112-3.

2 milliards et demi pour l'industrie métallurgique et 240 millions pour l'extraction du minerai, se sont élevés en fait à 2.717 milliards et 284 millions de roubles (1). La métallurgie soviétique possède aujourd'hui un capital fondamental qui a doublé en cinq ans, et lorsque les ouvriers se seront assimilés les méthodes de production perfectionnées, on pourra s'attendre à des résultats considérables. Non seulement l'outillage a beaucoup augmenté, mais les unités nouvellement installées sont de plus en plus puissantes. En 1932, il y avait, non plus un seul haut-fourneau dépassant 700 m³, comme au début de la période quinquennale, mais dix, dont deux de 1.180 m³, la capacité des 40 hauts-fourneaux, sur les 113 du pays, atteignant 18.000 m³ et leur capacité de production annuelle 4,3 millions de tonnes de minerai. Pendant ces cinq années, la coulée moyenne de fonte par usine a plus que doublé : de 60.000 à 145.000 tonnes (2). Et la capacité horaire des laminoirs dans les mines du Sud est passée de 365 à 618 tonnes, soit un accroissement de 70 % (3).

Un effort considérable a été fait en faveur de l'électrométallurgie, et en 1932, l'acier traité à l'électricité représentait 2,10 % de la production totale, alors que la proportion est de 1,5 % aux États-Unis, et 1,2 % en Allemagne (4). La fabrication de l'acier de haute qualité

(1) *Summary, op. cit.*, p. 115.

(2) KOUIBYCHEV, *Le Bilan de l'industrialisation*, dans *Du Premier au Deuxième Plan Quinquennal, op. cit.*, p. 116.

(3) *Summary, op. cit.*, p. 118.

(4) KOUIBYCHEV, *op. cit.*, p. 117.

nécessaire à l'aviation et aux constructions mécaniques en général, est appelée à rendre à l'Oural l'importance qu'il a perdue, au cours du siècle dernier, lorsque le charbon de terre est venu remplacer dans la fusion de la fonte, le charbon de bois. Mais comme c'est avec celui-ci qu'on obtient les aciers les plus purs, d'anciennes entreprises (Nadiejdinsk, Zlatoust, Achinski, etc.) ont été réoutillées et spécialisées dans la production du métal de qualité : aciers au carbone, au vanadium, au chrome, fer malléable, etc. L'Oural devra en fournir pour 700.000 tonnes en 1933.

Dans les alliages extra-durs, on a cherché à remplacer les métaux précieux qu'il aurait fallu importer par ceux dont l'U. R. S. S. dispose : la pobédite à base de tungstène qui est l'équivalent de la « Vidia » allemande, la stalinite, etc. (1).

Les ressources en minerai de l'Union Soviétique sont immenses, et on en découvre constamment de nouvelles, la nécessité d'accroître les exportations ayant stimulé les recherches géologiques ; alors qu'en 1917, la Russie occupait la septième place pour ses dépôts de fer, elle est en tête aujourd'hui, avec des réserves évaluées à quatre fois celles de l'Europe et à plus de la moitié des réserves mondiales connues en 1933 (2).

On vient de découvrir que le district de Kertch, dans la péninsule de Crimée est trois fois plus riche qu'on ne pensait : environ 2.720 millions de tonnes.

(1) *Summary, op. cit.*, p. 114.

(2) *Monthly Review*, publiée par la *Moscow Narodny Bank*, de Londres, janvier 1934.

En Ukraine, l'immense bassin de Krivoï-Rog contient selon les dernières estimations, 1.142 millions de tonnes, soit 5 fois les réserves totales de la Russie connues en 1917. Par suite de la mécanisation complète de l'extraction, la production s'est accrue de 80 % au cours de la période quinquennale (1).

Dans la région de Lipetsk, la découverte de « l'anomalie magnétique de Koursk », admirablement située à mi-chemin entre les bassins de charbon de Moscou et du Donetz, doit en faire le troisième grand centre métallurgique de l'Union (2). Les gisements, évalués à plus de 200.000 millions de tonnes, sont du type hématite (45 à 65 % de fer) comme le fameux minerai de Krivoï-Rog.

Dans la Sibérie Orientale, on a découvert des gisements d'une richesse comparable à celle de la « Montagne Aimantée », évalués à environ 300 millions de tonnes de minerai à 60 %. La proximité du charbon d'Irkoutsk, de Kansk et de Tungus, et celle de la Centrale électrique en voie de construction sur la rivière Angara promet cette région à un grand développement (3).

Mais la réalisation la plus importante du Plan Quinquennal est la combinaison fer-houille Oural-Kousnetzk, appelée à supplanter le Donetz comme principal fournisseur de fonte, d'acier et de charbon du pays. « La mesure dans laquelle elle réussira déterminera sans doute d'une

(1) *Summary, op. cit.*, p. 121.

(2) La première « base métallurgique et houillère » est en Ukraine, la seconde est l'Oural-Kousbass.

(3) *Monthly Review* (U. R. S. S.), *op. cit.*, janvier 1934.

façon décisive combien de temps il faudra à l'Union Soviétique pour arriver à rivaliser industriellement avec les États-Unis et l'Europe Occidentale », dit Calvin B. Hoover (1). Personne ne l'ignore en U. R. S. S. où une propagande bien faite ne cesse de rappeler à la population que l'Oural-Kousbass est « le point le plus important dans la rivalité entre le socialisme et le capitalisme » (2). Dans cette entreprise, tout est gigantesque : les possibilités et les obstacles. Le charbon et le minerai assurant l'alimentation de la plus grande aciérie du monde sont aussi éloignés l'un de l'autre que Lille d'Alger : plus de 3.000 kilomètres (3). Ce n'est pas que chacun de ces deux gisements n'ait pu trouver plus près son complément. Aux frontières de la Mongolie, le bassin de Kousnetzk, cinq fois plus riche que celui du Donetz, possède aussi du fer : on vient d'en découvrir dans l'Altai, le massif montagneux de la Sibérie Centrale. Et pour le minerai de la Montagne Aimantée dans l'Oural, on aurait pu faire venir le charbon du bassin de Karaganda qui n'est éloigné, lui, que d'un millier de kilomètres. Mais on a préféré lier le sort de Kousnetzk et de Magnitogorsk, quitte à apporter le charbon ici dans les wagons qui ont emporté là-bas le minerai, pour réduire, dans la mesure du possible, les frais de transport.

Il y a par conséquent deux groupes d'entreprises : l'un en Sibérie Centrale, dont le centre est Kousnetzk où

(1) P. 341.

(2) FRÉDÉRIX, *op. cit.*, p. 207.

(3) P. DOMINIQUE, *Sibérie Rouge, op. cit.*, p. 80.

l'on vient de construire (1) des hauts fourneaux d'une capacité de production qui a été portée de 350.000 tonnes dans le projet primitif à 650.000, puis, en mai 1930, à 1.150.000 tonnes de fonte par an. Le 2 avril 1932, le premier haut fourneau livrait sa première coulée de fonte, et quelques mois plus tard, le premier acier sibérien était coulé (2). Le minerai employé provient de l'Oural, qui reçoit en échange du charbon, pour sa métallurgie. Des centres industriels qui constituent ce deuxième groupe, Tchéliabinsk, Sverdlovsk et Magnitogorsk, seul le dernier est de construction récente.

Jusqu'en 1928, il n'y avait qu'un bourg cosaque, Magnitaïa, près de l'Altatch ou la « Montagne Aimantée » qui est sur 5 kilomètres de long, 3 kilomètres de large et 300 mètres de haut, une seule masse de fer magnétique à 62 %, affleurant à la surface (3). Sous l'ancien régime, on en connaissait l'existence, mais la difficulté d'entreprendre des travaux dans un désert sans fleuve ni routes, à 300 kilomètres à l'intérieur de l'Asie, l'avait emporté sur les avantages de l'exploitation. Pour les Soviets, par contre, toujours hantés par la crainte d'une intervention capitaliste, cette vallée-steppe de l'Oural éloignée de 3.000 kilomètres de la frontière européenne la plus proche, et encerclée de forêts, de montagnes, de régions polaires ne pouvait que leur convenir (4).

(1) Avec l'assistance technique de la Freyn Engineering Company, Chicago, III. *Europe Nouvelle*, op. cit., p. 654.

(2) *Revue Économique de l'U. R. S. S.*, mai 1934.

(3) KNICKERBOCKER, op. cit., p. 78.

(4) KNICKERBOCKER, op. cit., p. 93.

En fait, c'est l'affaire de Moukden (1), en 1929, qui a décidé de l'importance de Magnitogorsk. La production projetée, de 650.000 tonnes de fer et d'acier par an, fut quadruplée. Et un contrat fut signé avec la MacKee Company, de Cleveland, pour la construction d'usines devant produire d'abord 2 millions 1/2, puis, en 1937, 4 millions de tonnes. Ainsi Gary, le plus grand centre de production de l'acier des États-Unis dont la capacité de 3.400.000 de tonnes n'a d'ailleurs jamais été totalement employée, Gary se trouvait dépassé. Il avait fallu douze ans pour le construire; à Magnitogorsk, les Russes en auront mis trois, malgré une température de — 55° en hiver, qui donne au travail un caractère héroïque (2). Malgré la main-d'œuvre inexpérimentée, et nomade par surcroît, qui est composée pour 55 % d'hommes de 35 nationalités différentes, pour 65 % de jeunes gens de moins de 23 ans (3). En 1930, les machines s'emparent de la Montagne Aimantée qui contient 275 millions de tonnes de minerai magnétique, à peine mélangé de terres, de porphyre et de limonites (4), et dès 1932, deux hauts fourneaux envoient chaque jour 1.500 à 2.000 tonnes de minerai préparé à Kousnietzk, dépassant la production des 37 hauts fourneaux de l'Oural réunis.

La batterie de Magnitogorsk en comprendra 8, de

(1) Le gouvernement de Moukden ayant arrêté un groupe d'administrateurs du chemin de fer de l'Est chinois, la menace de guerre pesa sur l'économie soviétique et détermina au moins en partie, l'exécution du Plan Quinquennal en quatre ans. — KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 82.

(2) DOMINIQUE, *Sibérie Rouge*, *op. cit.*, p. 87.

(3) PRÉDÉRIX, *op. cit.*, p. 153.

(4) KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 78.

1.200 tonnes chacun, ce qui représente une capacité supérieure à celle des plus grands hauts fourneaux d'Europe : ceux de Gutenhoffnungshütte en Allemagne ont 1.000 tonnes. Quand le « Géant de l'Oural » atteindra son plein rendement — prévu pour 1937 — il produira 4 millions de tonnes de fonte par an, soit 1/3 de la fonte allemande, les 2/5 de la fonte française, plus de la moitié de la fonte anglaise, l'équivalent de toute la production de la Russie tsariste (1), et 1 million de tonnes de plus que le continent asiatique en 1929, y compris le Japon et les Indes Anglaises.

Mais les hauts fourneaux n'ont absorbé que 15 % des capitaux engagés dans ce gigantesque combinat (2) qui doit coûter 800 millions de roubles, soit 1 % du total des investissements prévus par le Plan pour la période quinquennale (3).

Selon les ingénieurs américains, le prix de la construction serait de 20 %, plus élevé que ce qu'il aurait été aux États-Unis. Mais on espère obtenir le fer et l'acier à un prix de revient inférieur à celui de toutes les usines soviétiques : 30 roubles au lieu de 48 pour la tonne de fonte, 78 roubles au lieu de 110 pour l'acier de construction de première qualité, et 56 roubles au lieu de 110 pour la tonne de rails (4). Même à ce prix, ils revien-

(1) FRÉDÉRIX, *op. cit.*, p. 150.

(2) Le combinat est un cartel industriel vertical réunissant un groupe d'entreprises, généralement sur le lieu même de l'exploitation des matières premières, et traitant celles-ci jusqu'à la livraison des produits finis. KOUIBYCHEV, *op. cit.*, p. 116.

(3) KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 83.

(4) KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 91.

dront plus cher que les rails offerts sur tous les autres marchés. A quoi les Russes répondent qu'ils auraient bien du mal à les acheter à l'étranger, faute de devises ; et la production des laminoirs de Magnitogorsk qui doit atteindre 6.000 kilomètres de rails, soit l'équivalent du Transsibérien, par an (1), sera facilement absorbée par le pays même où l'insuffisance des voies ferrées se fait sentir d'une façon si aiguë. Pour ne citer qu'un exemple : toute la combinaison de l'Oural-Kousbass repose sur la parfaite régularité des transports assurant le ravitaillement en charbon et en minerai des deux entreprises complémentaires. Or, une partie de la voie qui mène à Magnitogorsk, ne date que du commencement des travaux de construction, et par endroits, les rails sont posés à même la steppe, sans le moindre ballast (2).

Le combinat comprend aussi une énorme cokerie avec ses usines chimiques, et une centrale électrique dont les turbines sont de fabrication soviétique. Quatre mille moteurs électriques d'une puissance allant jusqu'à 700 CV, et 25.000 ouvriers suffiront à faire marcher l'entreprise entière qui occupe sur la rive gauche de l'Oural, une superficie de 70 km².

2. — Métaux non ferreux

Des investissements de 800 millions de roubles étaient

(1) P. DOMINIQUE, *Sibérie Rouge*, *op. cit.*, p. 95.

(2) Le journaliste américain, KNICKERBOCKER (*op. cit.*, p. 71) raconte combien le voyage est pénible jusqu'à Magnitogorsk. « Très souvent on fait du cinq à l'heure, et la locomotive s'arrête des heures pour se reposer. Elle date de 1908. »

destinés par le Plan Quinquennal à porter la production de la « métallurgie de couleur » au niveau suivant (1) :

Production en milliers de tonnes	1927-29	1932-33
Cuivre	28,3	150
Zinc	3,15	125
Plomb	2,9	100
Aluminium		20

Les réserves connues ont fortement augmenté pendant la période quinquennale, 10 fois pour le cuivre, 3,8 fois pour le plomb, 4,3 fois pour le zinc (2), et on considère que bientôt l'Union Soviétique pourra suffire à ses besoins.

En attendant, elle a adopté les méthodes les plus récentes d'enrichissement du minerai, et grâce à la flottation sélective, l'extraction est passée de 50 à 60 % à 80-92 %. Par suite du progrès de la mécanisation, le forage à la main a fait place à des marteaux-piqueurs pneumatiques de fabrication russe (3). On a construit un important combinat du cuivre à Krasno-Ouralsk, des usines de zinc à Biélovsk et Constantinov, et de zinc électrolytique à Ordjonikidzé et à Tchéliabinsk, une usine de nickel à Oufa dans l'Oural, et un combinat d'aluminium au Dniéprostroï, qui doit produire 20.000 ton-

(1) GRINKO, *op. cit.*, p. 122.

(2) *Monthly Review* (U. R. S. S.), *op. cit.*, janvier 1934.

(3) KOUIBYCHEV, *op. cit.*, p. 117.

nes en 1934 et 40.000 quand il sera achevé (les treize usines de France donnent 30.000 tonnes, et la production mondiale s'élevait à 264.000 tonnes en 1932 (1)).

Les plus grandes réserves de *manganèse* du monde se trouvent en U. R. S. S. qui en possède 588,7 millions de tonnes sur un total de 900,9 millions, soit 65 % (2). C'est un excellent produit d'exportation. Une sur deux des voitures américaines contient du manganèse de Tchiatouri (village géorgien du Caucase) (3). Mais depuis la Révolution, la production des 27 mines qui y sont exploitées a été assez irrégulière. C'est seulement en 1930 qu'elle a dépassé, avec 810.000 tonnes de minerai lavé, et 117.000 de minerai non lavé, les 826.533 tonnes d'avant-guerre. Ce regain d'activité à Tchiatouri, et aussi à Nikopol, en Ukraine, a permis à l'U. R. S. S. de reprendre la tête de la production mondiale, inquiétant fort ses concurrents de l'Inde, du Brésil et de la Gold Coast, et surtout les Américains dont les gisements sont loin d'avoir la richesse du minerai russe qui contient 50 % de manganèse.

En échange, pour le *ferro-manganèse*, métal presque pur employé en alliage avec l'acier, la première place revient aux États-Unis dont la production moyenne est de 300.000 tonnes. La Compagnie Géorgienne du Manganèse vient d'entreprendre, à Tchiatouri, la construction d'une usine destinée à produire directement

(1) MOUSSINAC, *Je reviens d'Ukraine*, Bureau d'Éditions, Paris, 1933, p. 132.

(2) *Monthly Review* (U. R. S. S.), *op. cit.*, janvier 1934.

(3) KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 169.

du ferro-manganèse, au lieu de minerai, ce qu'aucun pays n'avait essayé jusqu'ici (1).

Le Gouvernement voulant augmenter ses réserves de métal précieux pour compenser la perte que la crise mondiale lui a fait subir sur ses exportations, l'extraction de l'or a été intensifiée et modernisée, et de nouveaux gisements particulièrement riches ont été découverts dans la Sibérie, la Transbaïkalie, la province maritime et surtout le Kazakstan. Selon les déclarations de Staline, la production d'or aurait dépassé 100 millions de roubles en 1933, ce qui représente une augmentation de 142 % par rapport à celle de 1932, et le double de 1913. Aussi l'U. R. S. S. est-elle passée du cinquième au second rang, parmi les producteurs d'or, dépassant les États-Unis, le Canada et l'Australie pour ne plus trouver devant elle que le Transvaal (2).

Il y a, dans l'Oural, une ville qui s'appelle Azbest, et qui a vu le nombre de ses habitants passer en deux ans de 10.000 à 550.000, par suite de l'exploitation croissante de la substance minérale à laquelle elle a donné son nom (3). C'est à un spécialiste américain que revient le mérite d'avoir doublé en 1930 la production d'*asbeste* de 1928, et quadruplé celle de 1913 (4).

Le Trust Soviétique « Oural-Azbest » contrôle une superficie contenant des réserves d'environ 12 millions

(1) KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 175-6.

(2) S. V., *Le Commerce extérieur de l'U. R. S. S.*, *Le Temps* du 2 juillet 1934.

(3) KNICKERBOCKER, p. 54.

(4) *Ibid.*, p. 60.

de tonnes, sur une longueur d'une soixantaine de kilomètres. En une seule année, 40 millions de roubles ont été consacrés à la mécanisation des mines ; quand elle sera achevée, la moitié du nombre des ouvriers pourra quintupler la production. A partir de 1933, celle-ci doit atteindre 250.000 tonnes, ce qui représente 25 millions de dollars, soit 1 fois et demie le tonnage, et 2 fois la valeur de l'ensemble de la production des 7 mines les plus importantes du Canada, actuellement encore le premier fournisseur du monde (1).

II. — COMBUSTIBLE

Le rôle du combustible dans l'industrialisation de l'U. R. S. S. n'est pas moins important que celui de la métallurgie. Et dans un cas comme dans l'autre, les ressources sont infinies, mais leur exploitation laisse beaucoup à désirer.

Malgré tout ce qui a été fait pour l'améliorer, la production ne semble pas avoir suivi d'assez près l'accroissement des besoins de combustible — dû, sans doute, à la prodigieuse activité née du Plan Quinquennal, mais aussi à la cessation de l'importation du charbon anglais qui alimentait les usines de Léninegrad (7 à 8 millions de tonnes en 1913). En outre, le charbon russe lui-même est coûteux et rare, car les grands fournisseurs intérieurs,

(1) KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 60-62.

le Donbass en Ukraine, le Koubass en Sibérie, sont assez éloignés des centres industriels de la Russie d'Europe pour souffrir de l'insuffisance des moyens de transport. Si l'on tient compte aussi du fait que les forêts les plus proches ont été brûlées, que l'emploi du naphte dans l'industrie et les transports est presque complètement abandonné, on comprend mieux la nécessité de résoudre d'urgence le problème du combustible (1).

Une première série de mesures est venue imposer aux entreprises et aux chemins de fer, une économie de combustible devant atteindre, en cinq ans, respectivement 30 et 15 %. D'autre part — et c'était là la véritable solution — on a développé, à proximité des centres industriels, l'exploitation des gisements houillers de faible importance, et d'une façon générale, celle des combustibles locaux. Ainsi la production du charbon local est passée de 2,8 millions de tonnes en 1913 à 6,7 millions en 1927-28 et à 12,2 millions en 1932. Et, à la fin de la période quinquennale, il représente 30 % de la consommation de houille de Léninegrad, et 46 % de celle de Moscou (2). Plus de la moitié de l'énergie électrique produite par des centrales régionales est due à celles qui brûlent du combustible local : Kizel, Tchéliabinsk, Chtérovka, Zouïévka, etc... (3). Quant aux centrales usant de la tourbe, elles produisent 20,95 % de la force motrice du pays (4).

(1) G. GRINKO, *Le Plan Quinquennal*, op. cit., p. 100.

(2) *Summary*, op. cit., p. 98.

(3) *Ibid.*, p. 100.

(4) *Ibid.*, p. 98.

En 1932, la quantité totale de combustible produite (exception faite du bois et de la tourbe utilisés par la population pour des besoins domestiques), est de 100,6 millions de tonnes, soit une augmentation de 77,1 % par rapport à 1927-28 (56,8 millions de tonnes). Le Plan Quinquennal fixait à 103,6 millions de tonnes la production de la dernière des cinq années. Seule l'extraction du charbon a été déficitaire, le bois et le pétrole ayant largement accompli leur programme particulier, comme l'indique le tableau ci-dessous (1) :

	1913		1927-1928		1932-1933 Selon le Plan		1933 Chiff. atteints	
	Quantité	% du total	Quantité	% du total	Quantité	% du total	Quantité	% du total
En millions de mètres cubes :								
Bois	68	25,2	50,49	17,4	59,80	10,8	80	14,9
En millions de tonnes :								
Tourbe	1,54	1,4	5,31	3,8	12,30	5,3	13,85	5,1
Charbon	29,04	54,5	35,37	60,5	75	66,5	64,37	60,3
Comprenant :								
Charbon du Donetz	25,29	49	27,26	48	52,50	49,6	44,74	46,5
— Kouznietzk	0,88	1,7	2,46	4,3	6,10	5,9	7,47	7,4
Pétrole	9,22		11,72		21,70		22,29	
Pétrole brut	6,88	18,9	8,25	18,3	12,54	17,4	13,55	19,3
TOTAL	50,6	100	56,8	100	103,6	100	100,6	100

Charbon

D'après les plus récentes estimations, les réserves houillères soviétiques s'élèveraient à 1.113.000 millions de tonnes, ce qui représente plus de neuf fois les gisements connus avant la Révolution, et classe l'U. R. S. S. au

(1) *Summary, op. cit.*, p. 99.

troisième rang mondial aussitôt après le Canada qui possède 1.200.000 millions de tonnes, et les États-Unis (1).

L'importance relative du bassin du Donetz — le seul largement exploité sous l'ancien régime — est donc destinée à diminuer au profit de nouveaux charbonnages ayant une situation géographique plus en rapport avec le développement actuel de l'industrie. Mais cinq années ne peuvent suffire à déplacer le centre de l'exploitation : la part du Donbass (2) dans la production totale n'a baissé que de 78 % en 1927-28 à 70 % en 1932, le Kousbass (3), son principal concurrent, ayant dû assurer la consommation croissante de l'Oural (4).

Régions	1932	1927-28	1932	1932 en %	
	(en milliers de tonnes)			de 1913	de 1927-28
Donbass	25.288	27.330	43.940	173,8	160,8
Région de Moscou	300	1.131	2.617	872,3	160,8
Oural	1.203	1.995	3.174	263,8	159,1
Kousbass	878	2.525	7.329	734,4	290,1
Sibérie Orientale }	1.176	884	2.183	356,2	246,8
Extrême-Orient }		1.053	2.007		190,6
Asie Centrale ...	138	248	818	592,8	329,8
Karaganda.....			723		
Transcaucasie....	70	84	196	280	233,3
TOTAUX.....	<u>29.053</u>	<u>35.250</u>	<u>62.983</u>	<u>216,8</u>	<u>178,7</u>

Des sommes considérables — 1.800 millions au lieu de 1.250 millions prévus par le plan — ont été consacrées à la reconstruction technique de l'industrie du charbon,

(1) *Monthly Review* (U. R. S. S.), *op. cit.*, janvier 1934.

(2) Bassin houiller du Donetz, en Ukraine.

(3) Bassin houiller de Kouznetzk, en Sibérie.

(4) *Summary*, *op. cit.*, p. 101.

qui s'est faite sous le signe de la *concentration* : dans le Donetz, la production moyenne par galerie passe de 21.000 tonnes en 1913, à 80.000 en 1928 et à 127.000 en 1932, soit un accroissement de 60 %. Les progrès de la *mécanisation* des mines sont également importants. Le bassin du Donetz, qui a bénéficié de plus des trois quarts des fonds investis, peut être comparé, à cet égard, avec les charbonnages des pays capitalistes les plus avancés (1).

1932	Donbass	Allemagne (Ruhr)	États-Unis	Angleterre
Havage	71,9	93	77,5	35
Chargement	72	90		17,5
Roulage.....	15	90	85	50

Si le havage mécanique est beaucoup plus répandu en Allemagne, la production par haveuse n'y est que de 26.100 tonnes par an, alors qu'en 1932 elle atteint 35.700 tonnes au Donbass.

Le cas n'est pourtant pas fréquent, d'une machine donnant en U. R. S. S. son maximum de rendement. Surtout dans l'industrie du charbon, il semble que les perfectionnements techniques n'aient pas donné les résultats attendus. L'outillage des nouvelles mines du Donbass ne serait utilisé qu'à raison de 49 à 60 % de ses possibilités techniques (2). D'ailleurs les journaux soviétiques en conviennent : « Dans le bassin du Donetz — notent les *Izvestia* du 18 janvier 1932 — le nombre des foreuses lourdes a augmenté du premier trimestre 1931

(1) *Summary, op. cit.*, p. 102.

(2) *Jugov, op. cit.*, p. 37.

au premier trimestre 1932, de plus de 100 unités ; le nombre des marteaux-piqueurs de 2.000 ; cependant la courbe de l'utilisation de ces appareils s'est abaissée (1). » Et le prix de revient demeure extrêmement élevé : à la fin de 1930, il dépassait de 13,7 % celui que prévoyait le plan (2). Et depuis il a encore augmenté, en raison directe — serait-on tenté de dire — de la mécanisation des mines (3).

Les dirigeants soviétiques n'ont pas tort d'en rendre responsable la main-d'œuvre qui est non seulement incompetente, ce dont les machines et le rendement du travail ne peuvent que souffrir, mais aussi extrêmement instable. Depuis que dans les chantiers, dans les entreprises, on embauche à tour de bras, les ouvriers, rebutés par des conditions d'existence inhumaines, ne font que passer au Donetz : 178.000, sur un total de 235.000 hommes, l'ont quitté en 1930. Pour les remplacer, il a fallu faire appel aux Komsomols — les Jeunes Communistes — qui, n'ayant pas connu d'autre régime, s'accommodent des circonstances les plus éprouvantes et travaillent avec élan (4). On a essayé également de mobiliser des paysans, au moyen d'accords signés avec les kolkhozes : pendant l'automne 1931, il en est venu 65.000 (5). L'extraction du charbon n'en est pas moins restée constamment en dessous du plan, le retard atteignant pour

(1) P. BERLINE, *op. cit.*, p. 254.

(2) JUGOV, *op. cit.*, p. 40.

(3) P. BERLINE, *op. cit.*, p. 253.

(4) KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 212.

(5) *Les Maladies du Donetz*, dans *Je suis partout*, du 26 décembre 1931.

les neuf premiers mois de 1932, 47 % des prévisions pour l'année (1). En même temps, l'insuffisance des moyens de transport s'est aggravée, à en juger par le tableau des quantités extraites et enlevées du Donbass que publie l'*Ekonomitcheskaya Jizn* du 16 novembre 1931 : entre le 1^{er} et le 13 novembre, l'engorgement du bassin s'est accru de 136.000 tonnes, les chemins de fer ayant fourni 4.896 wagons au lieu de 6.735.

Ainsi le bassin du Donetz, dont on a pu dire qu'il était, pour l'économie et la mystique du Plan Quinquennal « le cœur, le foie et la rate réunis », ne remplit pas son programme de production, et par surcroît, s'engorge. Environ 500.000 tonnes de charbon seraient restées en souffrance, en 1931 (2).

La situation aurait été plus grave si de nouveaux charbonnages n'étaient entrés en exploitation : le bassin de Karaganda dans le Kazakstan, les mines de Tvarkchéli en Transcaucasie pouvant être associées au minerai de Kertch, vingt nouvelles mines dans l'Oural, six dans la région de Moscou qui contient du charbon de qualité inférieure utilisé par les centrales électriques, et surtout l'immense bassin de Kouznetzk.

Sa première galerie, la Prokopiewskaya, date de 1915. Elle produisait alors 5.000 tonnes, puis 40.000 en 1924, et 2 millions et demi en 1932, ce qui représente le quart du bassin entier, dont la production, dans environ cinq

(1) Yvon DELBOS, *L'Expérience rouge*, au Sans-Pareil, Paris, 1933, p. 46. D'après la *Deutsche Bergwerk Zeitung*.

(2) *Je suis partout*, op. cit.

ans, sera l'équivalent de celle de l'Union Soviétique entière à la fin du premier plan quinquennal. Même si le mouvement devait se ralentir, l'U. R. S. S. pourra donner dans dix ans 200 millions de tonnes de houille, ce qui la classerait très au-dessus de la France, de la Belgique et du Japon, sur le plan des États-Unis, de l'Angleterre, de l'Allemagne (1). En attendant, le plan n'a été exécuté que dans une proportion de 85 à 90 %, à cause de la main-d'œuvre composée, en grande partie, de paysans dont le rendement est d'au plus 2 tonnes 3/4 où un ouvrier qualifié donnerait 5 tonnes 1/2. Le manque de travailleurs expérimentés atteint 60 % dans les mines, et 40 % à la surface (2). Mais l'extraction est facilitée par la richesse des gisements qui fait que presque partout on travaille à moins de 50 mètres, parfois même sans puits, à l'aide de simples galeries obliques.

On évalue à environ 70 % des réserves soviétiques, les ressources de ce bassin de 280 sur 108 kilomètres, qui est 5 fois plus riche que le Donbass, et 10 fois plus que le bassin du Nord français (3). C'est pourquoi, malgré les 3.000 kilomètres de distance, on a accouplé le Koubass aux gigantesques mines de fer de Magnitogorsk.

Dans l'ensemble du pays, 186 nouvelles mines d'une capacité de production de 146,5 millions de tonnes étaient exploitées à la fin de la période quinquennale, leur part dans l'ensemble de la production s'étant élevée de 2,5 % en 1928, à 22 % en 1932 et 56,5 % en 1933.

(1) P. DOMINIQUE, *Sibérie Rouge*, op. cit., p. 132.

(2) *Ibid.*, p. 130.

(3) *Ibid.*, p. 132.

Les grandes mines supplantent peu à peu celles d'une importance moyenne et petite. On en compte 129 nouvelles, pouvant produire 50 millions de tonnes, soit à peu près le chiffre de la France. Certaines d'entre elles ont une capacité de production d'un million de tonnes, et plus (1).

Les usines du Trust minier s'entraînent à fabriquer elles-mêmes l'outillage nécessaire. Mais les dirigeants soviétiques reconnaissent qu'elles n'y arrivent qu'en partie, surtout à cause de l'inadaptation de la main-d'œuvre à des conditions de production perfectionnées (2).

Tourbe

C'est la tourbe, dont l'extraction était insignifiante avant la guerre (1.550.000 tonnes), qui doit suppléer à l'insuffisance de la production de charbon. Les réserves sont pratiquement inépuisables. En les évaluant, avec Grinko (3), à 78 % des réserves mondiales, il semble, depuis les dernières prospections, qu'on reste en dessous de la vérité. Tout le nord de la Sibérie est une couche continue de tourbe, interrompue seulement par le lit des rivières et d'étroites bandes de terre. Il y en a également beaucoup dans la région de l'Oural Kousbass, où on l'utilise à la fois comme combustible, et pour le bâtiment (4).

(1) *Summary, op. cit.*, p. 103.

(2) KOUIBYCHEV, *op. cit.*, p. 120.

(3) P. 109.

(4) *Monthly Review* (U. R. S. S.), *op. cit.*, janvier 1934.

Le développement de cette industrie s'est fait dans le sens habituel : concentration des travaux dans de puissantes unités de production, et mécanisation intensive. On y a employé des sommes dépassant de 32 % les prévisions du plan : 395 au lieu de 300 millions. Et le pourcentage de mécanisation est passé de 15 % en 1928, non pas à 30 % comme le voulait le plan, mais à 64 %, en 1932, de sorte qu'on a pu doubler la production en n'accroissant le nombre des ouvriers que de 25 % ; « malgré une utilisation déplorable des machines, et une mauvaise assimilation de la nouvelle technique », le rendement du travail s'est accru de 62 % (1).

En 1933, l'industrie textile brûle de la tourbe dans une proportion qui dépasse 30 %, et les énormes centrales électriques de la Russie d'Europe, Chatoura dans la région de Moscou, Octobre Rouge et Doubrovski à Leningrad, ainsi que la centrale de Gorki, n'emploient pas d'autre combustible (2).

Pétrole

Le voyageur arrivant à Bakou après avoir parcouru l'U. R. S. S., est frappé par l'air prospère de la ville et même de ses habitants. C'est ici le siège du trust le plus riche du pays : l'Azneft, syndicat du naphte de l'Azerbedjan, qui possède un tiers des réserves russes, les plus

(1) KOUIBYCHEV, *op. cit.*, p. 123.

(2) *Monthly Review* (U. R. S. S.), *op. cit.*, janvier 1934.

grandes du monde. Une première estimation de la Société de Géologie des États-Unis les fixait au début de la période quinquennale, à 6.775 millions de barils alors que, selon le Federal Oil Conservation Board, celles des États-Unis seraient de 5,5 millions (1). Mais, dès la ratification du Plan, on découvrait encore du pétrole dans la république Bachkire (Oural), en Turkmenistan, à Sterlitamak et dans l'île Sakhaline, ce qui fait des réserves actuellement connues l'équivalent d'au moins celles des États-Unis et du Mexique réunies (2).

C'est surtout la découverte de nouveaux gisements, à la suite de nombreuses prospections, qui doit être mise à l'actif des Soviets. Car dès avant la Révolution, l'industrie pétrolière était des plus puissantes (3). C'est d'ailleurs son importance considérable sur le terrain des exportations qui a hâté sa reconstruction, le pouvoir central n'ayant épargné ni les capitaux, ni les stimulants de toute sorte, pour en faire, « un succès marqué de l'économie soviétique » (4).

A un moment où aucun pays capitaliste n'a encore reconnu l'U. R. S. S., on voit le pétrole lui ramener ses clients d'avant-guerre (5). Dès 1923, malgré le blocus économique qui a suivi l'échec de la conférence

(1) KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 149-50.

(2) MONZIE, *op. cit.*, p. 268.

(3) LESCURE *Le Bolchévisme de Staline*. Domat-Montchrétien, Paris, 1933, p. 79.

(4) C. HOOVER, *op. cit.*, p. 339.

(5) « Les prix du mazout soviétique ont une puissance plus grande que les sentiments d'antipathie envers les Soviets. » KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 269.

de La Haye où les anciens concessionnaires demandaient la sauvegarde de leurs droits sur les puits de Bakou, la Royal Dutch reprend les transactions commerciales. En 1924, Mussolini traite avec les Soviets pour son approvisionnement en mazout. En 1925, un contrat de fourniture est signé pour le compte de la marine française (1).

Et si, à partir de 1930, le bois prend la tête des exportations, le marché mondial n'en est pas moins envahi par les pétroles russes, qui représentent en 1931 (2) :

35 % du marché allemand
25 % du marché italien
22 % du marché anglais
et 15 à 20 % du marché français.

Les autres pays ayant été amenés par la crise à restreindre leur production, l'U. R. S. S. qui, elle, la stimule, profite du niveau des prix obtenu par les sacrifices de ses concurrents (3).

Tous les ans, on ouvre de nouveaux puits dont la production est destinée non seulement à cette forte exportation, mais aussi à la consommation intérieure accrue par la motorisation de l'agriculture et le développement de la traction automobile. Le nombre des puits exploités passe de 4.760 au début, à 5.986 à la fin de la période quinquennale, ce qui réduit la part proportionnelle des puits existant avant la Révolution :

(1) MONZIE, *op. cit.*, p. 270.

(2) Y. DELBOS, *op. cit.*, p. 130.

(3) KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 152.

de 20 % de la production totale en 1926-27, à 5 % dès 1931. Parmi les nouveaux gisements exploités, il faut citer surtout ceux de Bibi-Eibat dont la production ayant presque doublé entre 1928-9 et 1931, représente 11,5 % du total (2.677.000 tonnes) (1).

Pour l'ensemble de l'industrie pétrolière, les résultats ne sont pas moins remarquables. Dès 1926, les 9.200.000 tonnes d'avant-guerre sont dépassées. Et en 1932, la production atteint 22,3 millions de tonnes alors que les prévisions du plan étaient de 21,7 millions pour la dernière des cinq années (2). Ainsi l'U. R. S. S. dépasse le Vénézuéla, et devient le second producteur de pétrole du monde, la production des États-Unis étant cinq fois supérieure à la sienne (3).

Après la Révolution, l'industrie du pétrole a été la première à adopter un outillage perfectionné. La vieille méthode du puisage qui en 1913 était encore employée dans une proportion de 94,1 % a cédé la place à l'extraction mécanique et par fontaines jaillissantes. Le pétrole obtenu à l'aide de compresseurs représente 17,5 % de la production totale en 1924-5, et 51,3 % en 1932 (4). Et l'emploi du sondage rotatif pour le forage des puits atteint 94,2 %.

Dans les trois principaux trusts pétroliers de l'Union, une foreuse exécute, par mois (5) :

(1) *Summary, op. cit.*, p. 104.

(2) KOUIBYCHEV, *op. cit.*, p. 121.

(3) KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 151.

(4) *Summary, op. cit.*, p. 104.

(5) *Ibid.*, p. 105.

	1927-28	1932
	—	—
	(en mètres)	
	—	
Azneft (trust de l'Azerbedjan) ...	69,7	135
Grozneft (trust de Grozny) (1) ...	47,8	91,1
Mayneft (trust de Maykop)	81,2	106

La productivité d'un ouvrier est passée de 3,61 mètres par mois à 4,57 mètres, pour le forage des puits de l'Azneft, et pour l'extraction du pétrole :

	1928-29	1932
	—	—
	(en tonnes)	
	—	
Grozneft.....	535	885
Mayneft	111	830
Azneft	80	329

Enfin l'emploi généralisé de l'énergie électrique, qui est, en 1932, de 100 % à Azneft et de 98 % à Grozneft, a réduit de plus du tiers le coût de production, et de plus du quart le coût du forage, au cours de la période quinquennale (2).

Mais dans ce domaine, le Plan Quinquennal n'a fait que poursuivre un développement bien antérieur à l'année 1928. L'extraction du pétrole est même le seul

(1) Assistance technique de la *Burrell-Mase Engineering Company*, Pittsburgh, Pennsylvania. — Rationalisation et expansion de l'industrie de l'essence à Grozneft, *Europe Nouvelle*, op. cit., p. 654.

(2) *Summary*, op. cit., p. 105.

exemple d'une industrie justifiant, par sa prospérité et l'état de son outillage, les prévisions optimistes des auteurs du Plan. Pourtant, si la mécanisation du forage des puits et de l'extraction était des plus avancées au début de la période quinquennale, il n'en était pas de même du raffinage dont le développement selon les plus récentes méthodes américaines est l'œuvre du Plan. Le pétrole de Bakou dont 55 % demeuraient à l'état brut, est aujourd'hui entièrement raffiné. Et dans la production totale, la proportion des produits raffinés passe de 31 à 47 % entre 1927-8 et 1932. C'est sous cette forme surtout, gasoline, benzine, kérosène et autres huiles de qualité, que le pétrole gagne les marchés étrangers, ainsi que sous forme de mazout (le résidu lourd laissé par la distillation), qui représentait environ 40 % des 2 millions et demi de tonnes exportées en 1928-29 de Batoum, le grand port du pétrole sur la mer Noire (1).

Jusqu'en 1930, celui-ci n'était relié à Bakou que par un pipe-line datant d'avant-guerre, et transportant seulement le kérosène. Le transport du mazout par la voie ferrée était si onéreux que même en ne comptant pour rien son prix de revient, le mazout était vendu à perte sur les marchés étrangers (2). Mais, dans l'ensemble, l'industrie soviétique réalisait quand même des bénéfices, en vendant plus cher les dérivés (3).

(1) KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 263.

(2) *Ibid.* p. 17 : Il en est de même d'ailleurs pour le blé, l'avoine et l'antracite, si l'on se base sur un prix moyen et si l'on prend le rouble au pair.

(3) *Ibid.*, p. 264.

Depuis, un pipe-line ayant 822 kilomètres de long et une capacité de transport de 1,6 million de tonnes, fonctionne entre Bakou et Batoum. Une autre voie, de 618 kilomètres, et 1,7 millions de tonnes de capacité, relie Grozny à Touapse, et une troisième transporte les dérivés du pétrole d'Armavir à Troudovaïa. La plus importante est en construction, entre Omsk et Emba sur la mer Caspienne.

On se prépare à élever à Gorki (ancienne Nijni-Novgorod), le plus grand combinat du pétrole de l'Union. Le pétrole y arrivera par la Volga, et l'outillage sera entièrement de fabrication soviétique. Mais ce nouveau « géant » appartient au second Plan Quinquennal dont la tâche essentielle est de résoudre les difficultés d'ordre technique que le premier Plan, dans sa course aux records de quantité, a négligées. A cet égard, l'industrie pétrolière qu'une évolution normale a conduite à sa prospérité actuelle, doit servir d'exemple aux industries nouvelles dont le développement brusqué et tout en surface pourrait avoir compromis la solidité.

III. — ÉLECTRIFICATION

« Prenant en considération l'importance primordiale de l'électrification... se rendant compte de sa portée dans l'industrie, l'agriculture, les transports... le Comité Central Exécutif arrête : Le Conseil Supérieur de l'Économie Nationale et le Commissaire du peuple pour l'agri-

culture sont chargés d'élaborer un plan de construction d'un réseau de centrales électriques (1). »

Cette résolution, prise en 1920, au lendemain de la victoire décisive remportée par les Bolcheviks sur Denikine, est l'origine du système de « planification » promis à une grande fortune. Une Commission pour l'électrification de l'U. R. S. S. — en abrégé, Goelro — fut créée aussitôt, sous la présidence de Krjijanovski, avec la mission d'établir un plan. Dès le mois de décembre 1920, le VIII^e Congrès des Soviets en prend connaissance, et Lénine déclare : « A mon avis, c'est le second programme de notre parti. »

On sait que, pour le chef de la Révolution russe, l'électrification était l'instrument essentiel de l'édification socialiste. Pour amener le pays tout entier à ce niveau de civilisation au-dessous duquel, de l'avis même de ses promoteurs, le communisme ne peut pas prendre racine, il fallait distribuer l'énergie électrique jusque dans les régions les plus lointaines et les plus primitives, imposer ainsi, dans les campagnes, les méthodes de grande culture, et réaliser, dans le plus bref délai, l'industrialisation du pays, son affranchissement à l'égard des autres puissances et l'amélioration des conditions d'existence à un degré inconnu des masses soumises au régime capitaliste.

Aussi, à peine les troubles causés par l'avènement de la dictature du prolétariat se sont-ils un peu apaisés, que Lénine entreprend d'appliquer sa formule célèbre : « Le

(1) *Le Dnieprostroï*, Bureau d'Éditions, Paris, 1932, p. 231.

communisme est le pouvoir des Soviets plus l'électrification du pays entier. » Tout est à faire dans ce domaine. Les quelques usines électriques héritées du régime tsariste servent depuis 20 ou 30 années dont les dernières ont été particulièrement éprouvantes. En outre, elles fonctionnent au charbon et au pétrole (1), et se trouvent groupées surtout dans les régions industrielles de Lénin-grad, de Moscou et d'Ivanovo, assez éloignées des centres d'extraction. Il n'est donc même pas possible de compter sur la puissance électrique d'avant-guerre : 1 million de kilowatts et une production annuelle de 1.945 millions de kilowatts-heure, dont 38 % seulement se trouvaient employés à des fins industrielles, le reste allant à l'éclairage (2).

En écoutant « le petit homme du Kremlin » lui exposer ses projets, Wells, paraît-il, se contenta de hocher la tête, incrédule. La réaction du pays fut la même lorsque le plan du Goelro parut. Par suite du communisme de guerre, la détresse générale était trop profonde pour que l'envergure du plan, l'optimisme dont il faisait preuve fussent accueillis sans scepticisme ; comment allait-on pouvoir construire, en dix ou quinze ans, 30 centrales électriques d'une puissance totale de 17 millions de kilowatts ?

Pourtant, dès 1921, l'année de la grande famine, on entreprend la construction d'une première usine hydro-électrique, qui sera la plus importante de ce type,

(1) LESCURE, *op. cit.*, p. 79.

(2) *Summary*, *op. cit.*, p. 85.

jusqu'à la mise en exploitation du Dnieprostroi : il s'agit du Volkhovstroï, achevé en cinq ans au prix d'extraordinaires difficultés. Puis, à mesure que la N. E. P. rend l'économie soviétique à une activité normale, d'autres centrales électriques s'élèvent dans des conditions moins héroïques et, dès la fin de 1928, le plan du Goelro est réalisé : la puissance totale des usines électriques est de 1.874.000 kilowatts et leur production annuelle de 5 milliards de kilowatts-heure (1). Dans son rapport au Comité Central du P. C. (28 mai 1930) Staline souligne l'importance de l'accroissement obtenu au cours des cinq années qui ont précédé le Plan Quinquennal, alors que pendant la même période, les États-Unis n'ont augmenté leur production que de 181 %, le Canada de 218 %, l'Allemagne de 241 %, l'Italie de 222 % (2). Mais l'auteur du rapport met lui-même en garde ses lecteurs contre la confusion entre le rythme d'accroissement qui est vraiment exceptionnel en U. R. S. S., dans tous les domaines matériels, — et le niveau atteint. En effet, si l'on veut s'expliquer l'écart entre les chiffres soviétiques et les résultats réels, autrement qu'en accusant les services de statistique officiels de confondre la propagande avec l'information, il suffit de toujours faire cette distinction : le point de départ est si bas en U. R. S. S. que, dans la plupart des cas, malgré « l'allure bolchévique du développement économique (3) », le niveau de nos pays est loin d'être atteint.

(1) *Summary*, *op. cit.*, p. 85.

(2) STALINE, *Discours sur le Plan Quinq.* Valois, Paris, 1931, p. 461.

(3) STALINE, *Deux Bilans*, Bureau d'Éditions Paris, 1933, p. 86.

Ainsi, pour l'énergie électrique, Staline note qu'un accroissement de 600 % en cinq ans, c'est-à-dire près du triple des pays capitalistes les plus avancés, n'aboutit qu'à une production de 6.465 millions de kilowatts-heure en 1929, alors qu'elle est de 126.000 millions aux États-Unis, de 33.000 millions en Allemagne, de 17.628 millions au Canada et de 10.850 millions en Italie. Donc, au seuil de la période quinquennale, parmi les 16 premiers pays producteurs d'énergie, seules la Hollande, la Belgique, la Roumanie, l'Autriche, la Pologne et la Suède ont une production inférieure à celle de l'U. R. S. S. (1).

Mais le Plan Quinquennal se montre ici plus ambitieux encore que dans les autres branches de l'industrie : en multipliant par cinq en cinq ans la production d'énergie électrique du pays, il entreprend d'avancer celui-ci du dixième au troisième rang mondial (2). Pourtant, même si en 1933, on avait pu atteindre les 25 milliards de kilowatts prévus, l'énorme population soviétique n'aurait disposé que de 165 kilowatts-heure par tête d'habitant, alors que la consommation d'énergie était en 1929 de 319 kilowatts-heure en France, de 337 en Angleterre, de 480 en Allemagne, de 942 aux États-Unis, de 1.815 au Canada et de 2.988 kilowatts-heure en Norvège. De sorte que, tout en représentant, pour chaque habitant de l'U. R. S. S. 10 fois plus d'énergie que sous le régime tsariste (1913 : 15 kilowatts-heure), le chiffre actuel eût été quand même inférieur à celui des autres 16 grands

(1) KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 204.

(2) *Ibid.*, p. 204.

producteurs, sauf la Pologne et¹ la Roumanie (1).

En fait la production totale d'énergie électrique est passée de 6.386 millions de kilowatts-heure en 1929 à 13.100 millions en 1932, ce qui représente une augmentation de 260 % pour la période quinquennale, et un taux d'accroissement annuel de 27 % (2).

L'électrification s'est faite suivant les directives du Goelro, reprises par le Plan Quinquennal, dans le sens d'une concentration de la production d'énergie électrique dans de grandes centrales régionales, et de leur approvisionnement à l'aide de combustible local.

Peut-être à cause de son implantation artificielle, l'industrie russe a toujours été extrêmement concentrée. Et il semble que l'industrie électrique se prête mieux que tout autre à la création de puissantes unités productrices pourvues des derniers perfectionnements techniques. Depuis la guerre, les usines électriques qui fournissaient autrefois 85 % de la force motrice utilisée dans l'industrie (3), ont été remplacées peu à peu par de grandes centrales régionales, excepté dans les centres industriels nouvellement créés loin de toute agglomération. Il en est ainsi notamment à Magnitogorsk, dans l'Oural, d'une centrale de 248.000 kilowatts dont 48.000 sont déjà en exploitation ; à Kouznietzk, près du bassin de charbon le plus riche du pays, d'une centrale dont la puissance sera portée de 36.000 kilowatts à 108.000 kilowatts ; de la centrale de Berezniki, dans l'Oural, de

(1) KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 205.

(2) *Summary, op. cit.*, p. 86.

(3) *Summary, op. cit.*, p. 89.

93.000 kilowatts. Malgré ces constructions récentes, la part des centrales particulières dans la production totale d'énergie électrique a diminué, passant de 51,5 % en 1928 à 31,6 % en 1932 (1).

Parmi les centrales d'utilité publique, ce sont les stations régionales, dont la création date du plan du Goelro, qui sont promises au plus grand développement. Au cours de la période quinquennale, leur puissance et leur production d'énergie électrique ont quadruplé, alors que, pour l'ensemble des centrales du pays, l'accroissement est seulement de 2,6 fois (2) :

Années.....	1913	1928	1932	1932 en pourcentage de	
				1913	1928
Puissance des centrales électriques en millions de kWh.....	1.098	1.874	4.567	415,9	243,7
dont :					
Centrales régionales	170	610	2.624	1.543,5	430,2
Production totale en millions de kW	1.945	5.003	13.100	673,5	261,8
Centrales régionales. Proportion des centrales régionales par rapport au total :					
a) Puissance	15,5	32,5	57,5		
b) Production	22,2	38,9	60,3		

La concentration préconisée par le plan initial n'a pas été faite seulement dans le sens de la création de ces centrales de district remplaçant en grande partie les

(1) *Summary, op. cit.*, p. 90.

(2) *Ibid.*, p. 86-87.

sources particulières d'énergie. L'importance même de chaque unité s'est fortement accrue. En 1928, on comptait 18 centrales régionales ayant une puissance moyenne de 34.000 kilowatts et jusqu'en 1929, il n'en existait pas une seule de plus de 75.000 kilowatts. Or, à la fin de la période quinquennale, il y en a dix, radicalement reconstruites, ou nouvellement bâties, d'au moins 100.000 kilowatts chacune (1).

Région	Nom de la centrale	Source d'énergie	Puissance en kW.		Puissance totale prévue
			1928	1932	
Moscou ...	Kachira (2)	Charbon de Moscou	12	186	186
— ...	Chatoura (2)	Tourbe	92	136	180
— ...	Moges I	Pétrole brut	75,5	107	119
Léninegrad.	«Octobre Rouge»	Tourbe	20	111	111
Donbass ..	Chtérovka	Dérivés du charbon	20	157	157
— ...	Zouevka	—		150	250
Dniéper...	Dniéprostroï	Houille blanche		310	558
Gorki.....	Gorki	Tourbe	20	158	204
Oural.....	Tchéliabinsk	Lignite		100	150
Bakou	«Étoile Rouge»	Pétrole brut	82	109	133

En 1933, un tiers de la force motrice totale provient de ces dix « géants » de l'électricité, pourvus de turbo-générateurs d'une puissance moyenne de 50.000 kilowatts. C'est le type de turbines par lequel on veut remplacer toutes celles de 10 à 20.000 kilowatts qui dominaient au début de la période quinquennale (3).

(1) *Summary, op. cit.*, p. 87.

(2) Kachira et Chatoura furent inaugurées du temps de Lénine.

(3) *Summary, op. cit.*, p. 88.

Année	Turbines de moins de 10.000 kW. (en pourcentage)	Turbines de 10 à 24.000 kW. (en pourcentage)	Turbines de 25.000 kW. et plus (en pourcentage)
1924	100		
1928	60,5	19,4	12,1
1931	27,6	42,1	30,3

Quant à l'alimentation de ces énormes usines, elle se fait de plus en plus, suivant les prescriptions du plan, à l'aide de combustible local. En évitant d'avoir recours au charbon de qualité et au naphte, on obtient le courant dans de meilleures conditions, et on n'ajoute pas à l'engorgement déjà considérable des moyens de transport.

La tourbe est utilisée surtout dans la région centrale industrielle (Moscou) où se trouvent groupées une agriculture intensive, une petite industrie paysanne et des

Sources d'énergie	En % du total		
	1913	1927	1932
Pétrole	60	34,5	17,3
Charbon apporté d'une autre région.....	40	26,5	18,7
TOTAL du combustible transporté	<u>100</u>	<u>61,0</u>	<u>36,0</u>
Tourbe		21,5	20,95
Bois		4,2	2,9
Charbon local		4,1	30,75
Divers.....			1
TOTAL du combustible local		<u>29,8</u>	<u>55,6</u>
Houille blanche		1,2	8,4 (1)
	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>

(1) Le *Dnieprostroï*, n'étant entré en fonction qu'à la fin de 1932, ne figure pas dans ces chiffres. *Summary, op. cit.*, p. 93.

entreprises considérables pour le façonnage des métaux, la construction mécanique et le textile (1). La force motrice distribuée par un réseau circulaire d'une puissance totale d'un million de kilowatts, est fournie pour les deux-tiers par les tourbières qui alimentent notamment l'importante centrale de Chatoura, près de Moscou, dont la puissance va être portée de 136.000 à 180.000 kilowatts. Les usines électriques de Kachira (186.000 kilowatts) et de Bobriki (100.000 kilowatts) utilisent le charbon du bassin moscovite (2).

A l'Est de la Russie d'Europe, les Centrales de Gorki (158.000 kilowatts), d'Ivanovo (71.000 kilowatts) et de Iaroslavl (36.000 kilowatts), formant un puissant réseau circulaire, brûlent de la tourbe.

Dans la région de Léninegrad, si pauvre en combustibles c'est encore la tourbe qui est venue remplacer le charbon du Donetz ou d'importation anglaise ; elle alimente la centrale « Octobre Rouge » de 110.000 kilowatts, et, depuis 1933, celle de Doubrovski, de 100.000 kilowatts. On vient d'achever aussi la grande usine hydro-électrique de Svir, dont la puissance est de 150.000 kilowatts (3).

Dans l'Oural, la nouvelle centrale électro-thermique de Beresniki (93.000 kilowatts), reliée par des câbles de haute tension à celle de Kizel d'une puissance projetée de 100.000 kilowatts, et déjà réalisée de 26.000 kilowatts,

(1) GRINKO, *Le Plan Quinquennal*, op. cit., p. 91.

(2) *Summary*, op. cit., p. 90.

(3) Avec l'assistance technique de la J. G. White Engineering Company, *Europe Nouvelle*, op. cit., p. 655.

alimente une vaste région s'étendant jusqu'à Perm et Upper Toura (1).

Dans la région du Centre et du Sud de l'Oural, c'est la nouvelle centrale de Tchéliabinsk, d'une puissance provisoire de 100.000 kilowatts, brûlant du charbon local, qui fournit le courant jusqu'à Sverdlovsk, à plus de 200 kilomètres.

Quant au bassin du Donetz, il a longtemps été le point critique de la distribution de force motrice dans le pays. Le développement considérable des mines et des entreprises métallurgiques multipliait les inconvénients des petites usines électriques usant du meilleur charbon pour produire un courant insuffisant et coûteux. Aussi le Plan Quinquennal les a-t-il remplacées par les deux puissantes centrales de Zouïevka (première tranche 150.000 kilowatts) et de Chtérovka (157.000 kilowatts), utilisant les dérivés de l'anthracite, et la centrale électrothermique de Donsoda (70.000 kilowatts). Un très grand réseau en voie d'installation relie ces centrales entre elles et aux usagers les plus éloignés (2). A l'heure actuelle au lieu des 180.000 kilowatts de 1928, le bassin du Donetz dispose d'une puissance motrice de 630.000 kilowatts, à laquelle s'ajoutera bientôt le courant fourni par la plus grande usine hydro-électrique du monde, le Dniéprostroï.

La réalisation de ce projet favori de Staline indique, mieux que tout autre, l'absence d'une véritable solution de continuité entre la politique soviétique et celle des

(1) *Summary, op. cit.*, p. 91.

(2) *Summary, op. cit.*, p. 91-92.

tsars. Peut-être une Révolution qui s'installe ne peut-elle que reprendre le fil de la tradition, celle-ci étant faite non pas de la volonté des dirigeants successifs, mais des forces naturelles qui régissent le développement d'un pays. Et on peut attribuer l'échec, au moins partiel ou temporaire, des réformes soviétiques en matière agricole, au fait qu'elles sont allées à l'encontre des lois de l'agriculture russe, et peut-être de l'agriculture en général. Il n'en est pas de même pour l'industrie. En la développant aussi rapidement que possible, Lénine puis Staline ont poursuivi un but formulé deux cents ans avant eux par Pierre le Grand, et repris par les quelques ministres de valeur des tsars suivants, notamment par le comte Witte.

Pour ce qui est, en particulier, de la création d'une usine hydro-électrique sur le Dniéper, elle avait été envisagée sous le règne de Nicolas II. Mais la nécessité d'exproprier les riverains avait découragé le capital étranger.

Cet obstacle qui rendait inutilisables les 200 millions de kilowatts contenus dans les 500.000 kilomètres de rivières du pays (1), les dirigeants soviétiques l'ont simplement supprimé. On a donc commencé par construire, sur le Dniéper, un barrage grandiose qui a souvent été décrit, aucun enquêteur étranger ne s'étant soustrait à ce pèlerinage industriel. Mais rien n'est aussi expressif que ses dimensions mêmes : le barrage à 760 mètres de long, 40 mètres de largeur à la base, 60,50 mètres de

(1) *Monthly Review* (U. R. S. S.), *op. cit.*, mars 1933.

hauteur. Il a fallu pour le bâtir, avec les superstructures et les écluses, 1.200.000 m³ de ciment. La hausse de 37 mètres du niveau d'eau se fait sentir jusqu'à 150 kilomètres en amont, et à certains endroits, le lit du fleuve s'est élargi jusqu'à 6 kilomètres (1). Comparable seulement au barrage du Nil à Assaouan qui, lui, s'appuie sur la fameuse île de Philae (2), celui du Dniéper est construit au centre même de rapides qu'il a fallu noyer de Kitchkass à Dniepropetrovsk, sur 70 kilomètres, afin de rendre le fleuve accessible aux plus grands navires. Comme le souhaitait la grande Catherine, Odessa se trouve ainsi relié à Kiev, les plaines à blé du Sud aux zones forestières du Nord (3). Et le Dniéper va bientôt unir cinq mers, par un réseau de canaux et de fleuves aménagés : la mer Noire, la Caspienne, la mer d'Azov, la Baltique et la mer Blanche (4).

Pour utiliser la force motrice captée par le barrage, on a construit une centrale de 250 mètres de long, où le fleuve surélevé, tombant de 37 mètres de haut, actionnera une batterie de neuf turbines de 85.000 CV chacune, dont la production totale sera de 2 milliards et demi de kilowatts-heure. Cette production d'énergie dépasse même celle des chutes du Niagara, dont la plus grande, Muscle Shoals, produit 620.000 CV. Les turbines sont les plus grandes du monde, celles qui sont employées au

(1) Henri MEMBRÉ, *Un Occidental en U. R. S. S.*, Denoël & Steele, Paris, 1934, p. 81.

(2) Joseph DUBOIS, *Vers une nouvelle humanité*, Valois, Paris, 1932, p. 183.

(3) P. DOMINIQUE, *Oui, mais Moscou...*, *op. cit.*, p. 237.

(4) M. PERCHERON, *op. cit.*, p. 29.

Niagara venant immédiatement après, avec 75.000 CV (1). Le barrage a d'ailleurs été construit avec l'aide d'ingénieurs américains (Hugh L. Cooper and Company, New York City) et le succès de cette collaboration a encouragé les dirigeants soviétiques à y avoir recours le plus souvent possible (2). Les travaux du Dnieprostroï ont été commencés en mai 1927 ; dès le mois de septembre 1932, les deux premières turbines fonctionnaient, et le 1^{er} janvier 1933, 310.000 kilowatts, sur une puissance totale de 558.000 kilowatts étaient déjà exploités. Une fois achevée, la centrale produira 2 milliards et demi de kilowatts-heure, destinés à être distribués à une population industrielle de 8 millions d'habitants (3). Elle alimentera les usines du combinat qui occupe une superficie de 400 km², et comprend : une usine métallurgique construite par des ingénieurs américains en vue d'une production de 1.150.000 tonnes de fonte par an ; une

(1) KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 199.

(2) Rien que pour l'industrie électrique, on s'est assuré le concours des compagnies américaines suivantes, par des contrats dits d'« assistance technique » :

Electric auto-lite Company, Toledo, O. — Assistance technique aux industries électriques unies pour la production de l'équipement électrique des automobiles et tracteurs.

John H. Higgins. — Assistance technique à la G. E. T. (Compagnie Électro-technique d'État).

International General Electric Company, N. Y. City. — Assistance technique à l'industrie électrique soviétique et échange de modèles avec la G. E. T.

Newport News Shipbuilding and Drydock Company, Newport News, Va. — Assistance technique pour la construction de turbines.

Radio Corporation of America. — Échange de modèles et d'informations techniques avec le Trust soviétique des courants à basse fréquence. — *Europe Nouvelle, op. cit.*, p. 654-5.

(3) KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 196.

usine de ferro-alliage pouvant produire 260.000 tonnes par an, et la plus grande usine d'aluminium du monde — 40.000 tonnes par an — construite par des ingénieurs français. A la place du petit village de Kitchkass, au centre du territoire des anciens Zaporagues, s'édifie une ville nouvelle qui portera le nom d'Électropolis (1). Où il y avait au plus 50 habitants avant la construction du Dnieprostroï, on en compte maintenant plus de 100.000.

La force motrice qui ne sera pas employée sur place (350.000 CV sur un total de 850.000) ira aux aciéries de Dniépropétrovsk (ancienne Ekaterinoslav) à 70 kilomètres (2), et lorsque les lignes électriques seront achevées, jusqu'au bassin du Donetz qui est éloigné de 300 kilomètres. Enfin le surplus saisonnier servira à l'irrigation des steppes voisines desséchées par un terrible vent chaud : 1 million et demi d'hectares environ (3).

On espère que le courant du Dnieprostroï reviendra à 1,2 kopek par kilowatt, au lieu de 7 kopeks dans les autres centrales. Même si la différence n'était pas aussi importante, l'énergie produite coûtera quand même, de l'avis des ingénieurs américains, sensiblement moins que celle de n'importe quelle centrale thermo-électrique. Et elle représentera annuellement l'équivalent de 3 millions de tonnes de charbon, c'est-à-dire presque un dixième de la production de charbon de l'U. R. S. S. en 1928 (4).

(1) MEMBRÉ, *op. cit.*, p. 81.

(2) KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 203.

(3) MEMBRÉ, *op. cit.*, p. 82.

(4) KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 203.

Le Dniéprostroï ayant été achevé 2 ans plus tôt que ne prévoyaient les ingénieurs-conseils étrangers, plusieurs projets analogues vont être mis en exécution : un barrage d'un million de CV à Samara sur la Volga, et deux autres sur la rivière Angara près du lac Baïkal, et sur la Kama (Perm), d'une capacité fantastique (1).

D'autres centrales hydro-électriques de proportions plus modestes fonctionnent déjà : celle de Dzoraget en Transcaucasie (22.000 kilowatts), celle du Rion près de Koutaïs (48.000 kilowatts) permettant l'électrification du tronçon du col de Souram sur la ligne Tiflis-Batoum, et la centrale de Kadir, en Asie Centrale (2).

A mesure que la main-d'œuvre se familiarise avec le maniement des puissantes machines dont toutes les nouvelles centrales sont pourvues, l'exploitation se fait dans des conditions plus satisfaisantes. Ainsi, au cours de la période quinquennale, la consommation moyenne de combustible par kilowatt-heure a pu être diminuée de 0 kg. 82 (1 kilo : 700 calories) à 0 kg. 715. Et la dépense est plus réduite encore dans certaines entreprises : elle est de 0 kg. 68 par kilowatt à Kachira, de 0 kg. 63 à Ivanovo. Même la comparaison avec les pays capitalistes est ici favorable à l'U. R. S. S. : en 1929, les centrales d'utilité publique ont consommé 0 kg. 78 par kilowatt-heure aux États-Unis, et 0,92 en Angleterre.

En même temps, l'exploitation des entreprises électriques est devenue plus intensive (3).

(1) *Ibid.*, *op. cit.*, p. 205.

(2) *Summary*, *op. cit.*, p. 92.

(3) *Summary*, *op. cit.*, p. 95. La baisse de 1932 provient de ce que

	1927	1928	1929	1930	1931	1932
Nombre d'heures d'utilisation de la puissance moyenne des centrales ré- gionales.....	—	—	—	—	—	—
	3.900	3.610	3.750	3.750	3.920	3.570

L'exploitation est d'une fois et demie à deux fois plus poussée que dans les pays capitalistes avancés où, un certain équilibre s'étant établi entre les ressources et les besoins de force motrice, la marge entre la puissance des usines électriques et leur production peut être plus importante. En effet l'utilisation de la puissance moyenne des centrales d'utilité publique n'était que de 1.800 heures, en 1931, en Angleterre, de 1.643 heures en 1928, en Allemagne, et aux États-Unis, elle a baissé de 3.047 à 2.286 heures entre 1929 et 1932, par suite de la crise économique (1).

En U. R. S. S., l'accroissement considérable de la force motrice a profité surtout à l'industrie. Les entreprises pétrolières ont été électrifiées à près de 100 %. Dans les entreprises de construction mécanique, presque toutes les machines fonctionnent à l'électricité. Les nouvelles usines de Stalingrad, de Kharkov, Amo et « Roulements à billes » de Moscou, l'usine d'automobiles de Gorki sont, pour ce qui touche à la transmission, au niveau des pays capitalistes les plus avancés. Enfin la soudure électrique, presque inconnue avant la période

certaines centrales de construction récente ne donnent pas encore leur plein rendement. En excluant seulement le Dniéprostroï, le chiffre d'utilisation est de 3.720 au lieu de 3.570 heures.

(1) *Die Energiewirtschaft der Welt, Sonderheft, Institut für Konjunkturforschung, Berlin, Electrical World, 1932-33. Wirtschaft und Statistik, 1933, n° 1. — Cité par Summary, op. cit., p. 95.*

quinquennale, a fait de grands progrès. En l'appliquant à la fabrication des chaudières, leur prix de revient a diminué de 39 %. Un tiers du métal employé dans la construction des machines agricoles est, aujourd'hui, soudé à l'électricité (1).

Les industries, ou tout au moins les opérations industrielles qui absorbaient une trop grande quantité de travail manuel, ont été mécanisées, en particulier l'extraction du charbon et la métallurgie. On a introduit les convoyeurs dans la construction des machines, et perfectionné la fabrication des ferro-alliages, des aciers de haute qualité et de l'aluminium (2).

En échange, les chemins de fer ont une fois de plus été sacrifiés à l'industrie : leur plan d'électrification pour l'année 1931 n'aurait été réalisé que dans une proportion de 17,8 %. Cette situation s'est retournée, en fin de compte, contre l'industrie dont l'engorgement des moyens de transport a beaucoup gêné le développement.

IV. — CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES

On serait tenté de faire de la construction des machines, la dernière étape dans la voie de l'industrialisation d'un pays. Les dirigeants soviétiques n'en ont pas jugé ainsi : dès 1926, au XIV^e Congrès du Parti Communiste, ils ont résolu de transformer l'Union Soviétique

(1) KOUIBYCHEV, *op. cit.*, p. 128-9.

(2) *Summary*, *op. cit.*, p. 97.

de pays importateur d'outillage en pays producteur (1).

Aussi bien n'avaient-ils pas le choix, car la quantité de machines qu'il leur aurait fallu importer pour outiller le millier de grandes entreprises nées du Plan Quinquennal aurait dépassé de beaucoup les réserves de devises et les maigres crédits accordés par l'étranger.

L'expérience s'est chargée d'apprendre, à ceux qui ont dirigé ce secteur du « front industriel », que la maîtrise ne se laisse pas importer comme des ingénieurs étrangers ou des procédés techniques, et qu'une poignée de spécialistes ne peut pas, du jour au lendemain, tirer les automates méticuleux qu'exige le travail à la chaîne, d'une masse de paysans ignorants et maladroits. La quantité de machines produites n'a dépassé de 57 % les prévisions du plan, qu'aux dépens de leur qualité.

Ce résultat n'en est pas moins considéré en U. R. S. S. comme « le plus important et le plus éclatant à la fois du premier Plan Quinquennal (2) ». Les facteurs qualitatifs, rendement, perfection du travail, prix de revient, c'est au second Plan qu'il appartiendra de les améliorer. Le rythme d'accroissement de la production sera ramené de 22 à 13-14 %, et les ouvriers comme les ingénieurs pourront s'assimiler les perfectionnements techniques (3).

Rien n'est aussi révélateur que ce ralentissement dont un gouvernement obsédé par la possibilité d'une inter-

(1) *Summary, op. cit.*, p. 65.

(2) KOUIBYCHEV, *op. cit.*, p. 142.

(3) STALINE, *Le Bilan du Premier Plan Quinquennal*, Bureau d'Éditions; Paris, 1933, p. 23.

vention capitaliste n'aurait pas pris l'initiative, si, à la fin de la première période quinquennale, l'U. R. S. S. n'avait été capable de fabriquer non seulement tous les engins de guerre, mais aussi — pour le cas d'un nouveau blocus — toutes les machines nécessaires à son industrialisation, et toutes les pièces détachées pour les machines importées (1). N'a-t-on pas annoncé qu'en 1938, le dernier frein américain aurait disparu du pays (2) ?

En 1932, la production des entreprises de construction mécanique représente 4,4 fois celle de 1927-28, et 10 fois celle d'avant-guerre, l'U. R. S. S. gagnant le second rang, dans l'économie mondiale, après les États-Unis (3).

Année	U. R. S. S. %	Allemagne %	Angleterre %	France %	États-Unis %
—	—	—	—	—	—
1928	4	13,7	10,8	2,2	56,9
1931	21,4	13,9	15	3,8	36,9

Il faut dire que la contraction de la production capitaliste par suite de la crise, accroît l'importance relative des progrès réalisés dans l'Union Soviétique qui produisait en 1928, 7 % de la production des États-Unis. 29,2 % de celle de l'Allemagne et 37 % de celle de l'Angleterre, et en 1931, respectivement 56,9 %, 151,1 % et 140 % (4).

Plus d'un milliard de roubles a été investi dans la

(1) *Summary*, op. cit., p. 14.

(2) P. FRÉDÉRIX, op. cit., p. 115.

(3) *Wochenbericht*, Institut für Konjunkturforschung, Berlin, cité par *Summary*, op. cit., p. 65.

(4) *Wochenbericht*, Institut für Konjunkturforschung, Berlin, août 1932. Cité par *Summary*, op. cit., p. 14.

construction mécanique (1) ; il n'est donc pas étonnant si 67,2 % du capital fondamental de cette industrie et 69,3 % du capital de la fabrication d'outillage électrique datent de la période quinquennale. Les 2/3 de machines-outils fonctionnent seulement depuis la Révolution et 44,2 % depuis 1929. Au cours du premier trimestre 1932, on en a installé davantage que pendant l'année 1929 tout entière, comme l'indique ce tableau de l'accroissement annuel du nombre des machines-outils en pourcentage du nombre total (2) :

Avant 1917	1918-22	1923-27	1928	1929	1930	1931	1 ^{er} trimestre de 1932
33,4	3,7	13,8	4,9	6	12,4	19,7	6,1

La concentration des entreprises a suivi le même mouvement que dans les autres branches d'industrie (3) :

	Entreprises ayant un nombre d'ouvriers de					
	51 à 200	201 à 500	501 à 1.000	1.001 à 2.000	2.000 à 5.000	Plus de 5.000
U. R. S. S. au 1 ^{er} janvier 1929						
Entreprises	35,7	30,6	14,6	9,1	6,7	3,3
Ouvriers et employés.....	4,6	10,9	11,8	14,2	23,5	35
Janvier 1932						
Entreprises	25	21,6	19,1	15,5	11,1	7,7
Ouvriers et employés.....	1,7	4,1	8	12,5	20,4	53,3
Allemagne en 1925						
Entreprises	69,9	18,3	6,4	3,4	1,5	0,5
Ouvriers et employés.....	22	18,3	14,5	15	15,4	14,8
(En pourcentage du nombre total)						

(1) GRINKO, *Le Plan Quinquennal*, op. cit., p. 124.

(2) *Summary*, op. cit., p. 66.

(3) *Ibid.*, p. 67.

Donc, au début de 1932, en U. R. S. S., plus de la moitié des ouvriers et employés travaillaient dans des entreprises de plus de 5.000 ouvriers, la proportion en Allemagne étant seulement de 14,8 %. Et encore les chiffres russes ne comprennent-ils pas les nouveaux « géants » entrés en exploitation depuis 1932 : fabriques d'automobiles, de tracteurs, de machines-outils, etc.

Donc, les entreprises sont de plus en plus concentrées et aussi, à mesure que la fabrication en grande série prend de l'importance (74,4 % de la production en 1932), plus spécialisées (1). On en construit d'immenses en vue d'une seule fabrication, comme celle de roulements à billes de Moscou, installée par des techniciens italiens pour une production de 100.000 pièces par jour, alors que toutes les usines d'Europe n'en produisent ensemble qu'environ 125.000 (2).

Il arrive que dans ces nouvelles branches de la construction mécanique, la proportion des machines automatiques soit plus élevée que dans les usines américaines correspondantes (3). Elles sont presque entièrement électrifiées, plus de 80 % des machines bénéficiant de la transmission individuelle qui a remplacé les moteurs destinés à un groupe de machines ou à un atelier entier (4).

L'emploi de la soudure électrique s'étend. Des

(1) *Summary, op. cit.*, p. 68.

(2) MEMBRÉ, *op. cit.*, p. 64.

(3) *Summary, op. cit.*, p. 69.

(4) KOUBICHEV, *op. cit.*, p. 128.

machines à souder actuellement installées, 89,3 % l'ont été au cours des deux dernières années de la période quinquennale, et 26 % seulement sont importées (1). Dans un chantier spécial, des paquebots et des remorqueurs sont entièrement soudés à l'électricité, et il semble qu'il en sera bientôt de même pour les avions. Ce procédé appliqué à la fabrication des chaudières, à l'usine Mastiadjart de Moscou, a augmenté huit fois la production et réduit de 39 % le prix de revient (2).

Force motrice

L'application du Plan ne pouvait qu'augmenter la consommation de force motrice. Or, au début de la période quinquennale, plus de la moitié des chaudières (environ 800.000 m³ de surface de chauffe) et la moitié des moteurs industriels (700.000 CV) étaient hors d'usage (3). Mais, dès 1931, la puissance de l'ensemble des moteurs du pays atteignait 1,3 millions de CV et 95 % de la puissance de toutes les centrales électriques — industrielles et municipales — d'avant-guerre. Et la production soviétique de turbines à vapeur et de moteurs à essence représentait 45 % de celle des États-Unis, suivant de près l'Allemagne. L'année suivante,

(1) *Summary, op. cit.*, p. 70.

(2) KOUBICHEV, *op. cit.*, p. 129.

(3) G. GRINKO, *op. cit.*, p. 124.

l'accroissement par rapport au début de la période quinquennale devient considérable (1) :

	1928	1932
Turbines à vapeur (1.000 kW.).....	34 ^a	702 ^b
— hydrauliques (1.000 CV).....		79,6
Moteurs Diesel (1.000 CV)	40 ^a	147 ^b
Turbo-générateurs (1.000 kW.)	99,6	707
Hydro-générateurs —		254,6
Autres générateurs —	10,6	79,4
Moteurs à courant direct et alternatif	410,3	2.105,2 ^b
Transformateurs (1.000 kW.)	433,4	3.426

^a Chiffres pour 1927 ; ^b Chiffres pour 1931.

Pour chaque type de fabrication, le progrès se manifeste surtout dans les dimensions, que l'on veut colossales : l'usine Staline produit des turbines de 50.000 kilowatts dont chacune est d'une fois et demie plus puissante que l'ensemble des turbines fabriquées en 1928 (34.000 kilowatts) ; les moteurs Diesel vont être portés de 3.250 chevaux à 10.000 chevaux. En 1924, les sept premiers turbo-générateurs soviétiques étaient d'une puissance moyenne de 1.300 kilowatts. En 1931, ils ont 50.000 kilowatts, et l'année suivante, l'usine Électrosila fabrique une turbine de 62.000 kilowatts, la plus puissante du monde, pour le Dniéprostroï. Enfin, l'usine de turbines de Kharkov qui commence à fonctionner en 1933 est outillée en vue de la production de turbines dont la puissance ira jusqu'à 160.000 kilowatts (2).

(1) *Summary, op. cit.*, p. 72.

(2) *Summary, op. cit.*, p. 73.

Les principales usines spécialisées dans ces fabrications sont : pour les chaudières, l'usine mécanique de Léningrad, l'usine Porostroi près de Moscou, et l'usine de Taganrog qui, à elles trois, fournissent 70 % de la production totale. Pour les moteurs Diesel, il y a notamment l'usine de Kolomna, le « Diesel russe » à Léningrad, et l'usine de Sormovo.

Machines-outils

Les plus grandes usines de machines-outils du monde, celle de Moscou pour les machines-outils-revolvers, celle de Gorki pour les fraiseuses (1), datent du Plan Quinquennal qui a insisté sur l'importance déterminante de cette fabrication pour l'industrie des constructions mécaniques (2). Pendant la période quinquennale, l'outillage nécessaire a augmenté de 70 % par rapport à 1929, et de 83 % par rapport à 1913. La part des importations diminue à mesure (3) :

	Machines-outils	
	produites	Machines
	en U. R. S. S.	importées
	%	%
	—	—
Avant la Révolution..	24	76
1928	34	66
1932 (1 ^{er} trimestre)...	46	54

(1) KOUIBYCHEV, *op. cit.*, p. 143.

(2) *Le Plan Quinquennal*, vol. II, partie I, p. 156.

(3) *Summary*, *op. cit.*, p. 74-5.

D'anciennes usines ont été reconstruites et agrandies : ainsi Krasny Proletary à Moscou, qui produit en série de nouveaux modèles de tours, les usines Sverdlov, « Pneumatik » et Voskov à Léninegrad, l'usine de Zlatoust. Et deux gigantesques entreprises dont l'une seulement figure dans le Plan Quinquennal, viennent d'être inaugurées à Moscou : « Kalibr » et « Freser ». Enfin chacune des nouvelles usines de tracteurs et d'automobiles comprend un atelier parfaitement outillé, spécialisé dans la fabrication des machines-outils (1).

Outillage pour les mines et l'industrie chimique

Par suite de la mécanisation des mines et de l'exploitation de nouveaux gisements dans l'Oural, la Sibérie, la Transcaucasie, la production d'outillage spécial avait, en 1932, presque quadruplé.

Depuis, deux nouvelles usines ont été achevées : à Kramatorsk, en Ukraine, et à Sverdlovsk, dans l'Oural, avec une capacité de production qui est de 150.000 tonnes de machines pour la première, et de 100.000 tonnes pour la seconde (2).

Celle-ci, l'Ouralmachinstroï, construite par des ingénieurs étrangers surtout allemands et autrichiens, passe pour la plus grande usine de l'U. R. S. S. : elle a 10 kilo-

(1) *Summary, op. cit.*, p. 75.

(2) *Summary, op. cit.*, p. 76.

mètres de long. A quelque distance, on a trouvé des mines de fer, plus loin des mines d'or, de l'argent, du cuivre. Avant ces grands travaux il n'y avait là que la forêt, et il reste une petite mare où « il y a deux ans les biches venaient boire (1) ». En 1932, la ville neuve comptait déjà 82.000 habitants, dont 32.000 travaillant à l'usine (2).

Machines agricoles

C'est peut-être la branche la plus développée de l'industrie mécanique, mais non sans dommage pour l'économie générale du plan. La collectivisation des campagnes s'est faite si rapidement qu'il a fallu multiplier le nombre des tracteurs, quitte à priver de fonte et d'acier les fabriques de locomotives et de wagons. Et les crédits sur lesquels on comptait pour réduire la crise des transports ont été consacrés à la construction d'énormes usines de machines agricoles (3).

Il faut dire qu'au début de la période quinquennale, il n'existait, pour le pays entier, que 26.700 tracteurs. Mais l'accroissement prévu par le Plan aurait suffi si la collectivisation ne s'était brusquement étendue à 60 % des campagnes. Aussi le Comité Central du Parti communiste, s'autorisant d'un texte où Lénine se prononçait contre la rigidité du plan général de l'économie, fixa-t-il à

(1) VAILLANT-COUTURIER, *Les Géants Industriels*, Bureau d'Éditions, Paris, 1933, p. 14.

(2) P. DOMINIQUE, *Sibérie Rouge*, *op. cit.*, p. 70.

(3) C. B. HOOVER, *op. cit.*, p. 340.

17 millions de tonnes au lieu de 10 millions, la production de fonte, pour porter de 55.000 à 170.000 le nombre des tracteurs, et ajouter une fabrication entièrement nouvelle : celle des « combynes » (machines qui moissonnent, battent et vannent le blé) (1).

En fait, jusqu'en 1932, on n'avait produit qu'une dizaine de mille de ces « combynes » à Rostov-sur-le-Don, en Ukraine, où le Selmachstroï est une des rares entreprises soviétiques réalisées avec du matériel américain sans doute, mais sans la moindre aide étrangère (2).

A peine construite, en 1930, elle employait déjà 17.000 ouvriers dont 25 % de femmes, consommait 600 tonnes de fer, 600 tonnes de bois et produisait 300 chariots par jour (3). Quand l'usine aura atteint son plein rendement, sa production de charrues, de « combynes », de faucheuses, de botteleuses à foin, de semeuses, représentera l'équivalent des machines agricoles achetées jusque-là aux États-Unis (4).

Pour ce qui est des tracteurs, la production annuelle est passée de 874 en 1927 à 50.000 en 1932, la capacité annuelle des entreprises existantes étant de 100.000 tracteurs et 1,5 million de CV. Lorsque l'usine de Tchéliabinsk, achevée en 1933, pourra donner le maximum, elle produira 40.000 tracteurs par an, soit 2 millions CV en plus (5). Cet immense Tractorstroï de Tchéliabinsk spé-

(1) STALINE, *Discours sur le Plan Quinquennal*, op. cit., p. 132.

(2) KNICKERBOCKER, op. cit., p. 146.

(3) P. DOMINIQUE, *Où, mais Moscou...*, op. cit., p. 109.

(4) KNICKERBOCKER, op. cit., p. 146.

(5) *Summary*, op. cit., p. 82.

cialisé dans la fabrication de tracteurs à chenilles de 10 tonnes et 60 CV, dits « tank-type », est l'usine la plus facile à adapter en cas de guerre (1). Les plans et gabarits qui permettront la transformation de ses gros *Stalinets* 60 en chars blindés de transport pour les compagnies d'assaut, y sont déjà entreposés (2). D'ailleurs toutes les usines de mécanique ont un rôle bien défini dans la mobilisation industrielle ; les journaux — et notamment les *Izvestia* — ne cessent de leur rappeler qu'elles « doivent pouvoir garantir la production de la totalité des armes et des munitions nécessaires ». Pour sa part, le Tractorstroï qui a coûté 170 millions de roubles (3) et occupe une superficie de plus de 10 hectares, a d'abord péniblement travaillé, faute de main-d'œuvre et faute d'acier, malgré la proximité de Magnitogorsk. Pendant qu'on le construisait, une petite fabrique d'essai qui devait produire 250 tracteurs, par an, n'en a donné que 25, en deux ans, avec 1.200 ouvriers (4). Depuis, la situation s'est améliorée : la production du Tractorstroï est passée de 12 tracteurs par mois en 1933 à 25 l'année suivante. Par contre, la proportion de tracteurs mise au rebut est toujours aussi forte : 42, 53 et même 67 %, écrit le journal de l'industrie lourde, *Za Indoustrilizatsiou*, et encore ne s'agit-il que du rebut enregistré (5).

(1) KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 96.

(2) M. PERCHERON, *U. R. S. S., puissance d'Asie*, Denoël & Steele, Paris, 1934, p. 25.

(3) KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 96.

(4) P. DOMINIQUE, *Sibérie Rouge*, p. 66.

(5) *Le Temps*, du 4 juin 1934.

Toujours des entreprises trop grandes et trop coûteusement équipées livrées à des ouvriers qui n'ont, pour la plupart, jamais approché une machine de leur vie. Dans cette économie soviétique dont le Plan devait bannir le désordre inhérent au capitalisme, rien ne frappe comme le manque de coordination entre les divers éléments de la production : la main-d'œuvre afflue où manquent les matières premières, les transports sont toujours insuffisants et irréguliers, dans tel grand chantier le ciment est attendu depuis 6 mois, ailleurs c'est la verrerie, ou bien, on n'a pas prévu l'eau potable pour les 30.000 ouvriers embauchés (1).

Ainsi la fameuse usine de tracteurs de Stalingrad (ancienne Tsaritsine) a commencé par battre le record mondial de la vitesse de construction. L'immense bâtiment principal, de 400 mètres sur 100, a été construit en 3 mois, la forge en 3 semaines, la fonderie en 3 mois, en chauffant le béton qui gelait, car tout devait être achevé en décembre (1929), pour la réception des machines. Or, celles-ci ne sont arrivées que 4 mois plus tard (2). Il n'est pas sans danger quand on compte seulement sur l'enthousiasme des masses, de laisser se perdre un pareil effort, cet héroïsme dont les Russes sont moins avares que de précision.

Pour le XVI^e Congrès des Soviets, l'usine sortait son premier tracteur, et en 1933, elle en produisait

(1) M. PERCHERON, *op. cit.*, p. 34.

(2) KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 116.

40.000, soit plus de la moitié de la production totale du pays, qui est de 73.370 tracteurs (1).

L'« International Harvester » de Milwaukee a une capacité de production de 128 tracteurs en 8 heures. Celle de l'usine soviétique est de 88 en 8 heures, et de 50.000 tracteurs par an ; on compte atteindre ce chiffre sans peine, Stalingrad, situé sur la Volga, non loin du charbon du Donetz, du pétrole de Bakou et du fer de l'Oural (2), bénéficiant du meilleur ravitaillement en matières premières.

L'usine de Stalingrad a sa réplique exacte à Kharkov, en Ukraine, où la production journalière est passée de 50 tracteurs en 1931 à 125 en 1933 (3). Les deux usines ont signé un « contrat d'émulation socialiste » pour réaliser une diminution du prix de revient qui était, en 1933, de 3.160 roubles par tracteur pour la première et de 3.189 pour la seconde (4).

Ces quelques entreprises, auxquelles il faut ajouter l'usine Poutilovets de Léninegrad qui produit, depuis longtemps et très régulièrement 80 tracteurs par jour, ont porté le nombre total des tracteurs de 72.000 en 1930, à 148.500 en 1932 et à 204.000 l'année d'après (5). Et Calvin Hoover en conclut que « l'expérience des usines de tracteurs de Stalingrad, Kharkov et Poutilovets semble démontrer qu'il faut répondre par l'affirmative à la

(1) *Monthly Review* (U. R. S. S.), *op. cit.*, mars 1934.

(2) P. DOMINIQUE, *Oui, mais Moscou...*, *op. cit.*, p. 115.

(3) L. MOUSSINAC, *op. cit.*, p. 21.

(4) *Le Temps*, du 4 juin 1934.

(5) *Revue Économique de l'U. R. S. S.*, juin 1934.

question de savoir si l'industrie soviétique peut assurer la production en masse des machines (1) ».

Moyens de transport

Étant donné l'état du matériel des *chemins de fer* dont une grande partie date d'avant-guerre, l'accroissement de la fabrication pendant la période quinquennale est peu important (2) :

	1927-28	1932
	—	—
Locomotives (grandes lignes)	479	827
Wagons de marchandises	9.130	21.612
Wagons de voyageurs (y compris les trains électriques)	275	1.074
Tramways	468	974

En 1933, l'usine de locomotives de Lougansk dans le Donetz, dont la capacité de production est de 1.080 locomotives par an, a commencé à travailler, ainsi que celle de Novo-Cherchak pour les locomotives destinées aux transports industriels, l'usine de locomotives à vapeur et Diesel de Orsk, et celle de Kolomna.

On a également adjoint à l'usine Dynamo un atelier pour la fabrication de 100 locomotives par an, en attendant l'achèvement de l'immense usine de Kachira qui leur est consacrée (3).

(1) P. 342.

(2) *Summary, op. cit.*, p. 78.

(3) *Ibid.*, p. 79.

Les nouveaux wagons sortent des usines de Nijni-Taguil et de Kazan.

Les *constructions navales* se sont accrues de trois fois et demie au cours de la période quinquennale. Un grand effort est fait en faveur de la construction de bateaux fluviaux destinés à suppléer à l'insuffisance des voies ferrées : le capital fondamental des entreprises du Combinat est passé de 18,9 millions de roubles en janvier 1931 à 48,3 millions 2 ans après (1).

Mais le moyen de transport idéal pour la Russie où les distances sont énormes et les routes impraticables, c'est *l'avion*. Encore une industrie créée de toutes pièces par le Plan Quinquennal, et la seule au sujet de laquelle les avis soient unanimement favorables. La proportion des techniciens y est très importante : près de 100.000 spécialistes pour une dizaine d'usines dont la plus importante, « 22 octobre », près de Moscou, emploie 20.000 ouvriers (2). Les avions, où le métal a complètement remplacé le bois, sont de conception et de fabrication soviétiques, comme ces monoplans de 18 tonnes à 4 ou 5 moteurs, auxquels viendront se joindre, au cours du deuxième Quinquennal, les super-bombardiers actionnés par 7.200 CV, et les avions de 120.000, et même de 200.000 tonnes, qui sont actuellement à l'étude.

A peine moins puissant, le *Maxime-Gorki*, géant de l'aviation civile, à 8 moteurs et 64.000 CV, peut transporter 75 passagers, une imprimerie, un laboratoire de

(1) *Summary, op. cit.*, p. 80.

(2) En France, l'usine d'avions la plus importante emploie 2.000 personnes, bureaucrates compris. M. PERCHERON, *op. cit.*, p. 25.

photographie. On imagine sans peine que la propagande politique n'a pas de meilleur instrument (1) auprès des populations arriérées, Karakalpaks, Jakoutes et autres, auxquelles on veut « épargner » deux ou trois siècles d'évolution.

Mais l'aviation ne sert pas que de symbole : 2.000 avions sillonnent déjà, avec une régularité remarquable, 32 routes aériennes dont les 46.000 kilomètres ne sont pas loin de représenter la longueur totale du réseau britannique sur le monde. Si l'on compte aussi les 1.900 avions militaires et les 300 hydravions de la marine, on ne met plus en doute que, « dans un demain immédiat, l'aviation russe sera la plus forte du monde en nombre, en puissance offensive des appareils, en compréhension de leur utilisation (2) ».

L'*industrie automobile* a donné des résultats moins éclatants.

En 1930, Ford a vendu au Trust automobile soviétique, pour 30 millions de dollars, le droit de se servir de ses modèles et de profiter de toutes ses inventions durant cinq ans. Il s'engageait à fournir non seulement les plans des autos, mais aussi 74.000 séries complètes de pièces détachées, et des ingénieurs pour surveiller la construction de l'usine. Tout était prévu, par conséquent, pour permettre aux techniciens soviétiques de se familiariser avec cette fabrication : pendant deux ans leur rôle se bornait à monter les 74.000 voitures livrées par Ford en pièces détachées, et, en outre, ils étaient auto-

³(1) Henri DE KÉRILLIS, *Paris-Moscou en avion*, Denoël & Steele, Paris, 1934.

(2) M. PERCHERON, *op. cit.*, p. 25-6.

risés à faire un stage à Dearborn pour se perfectionner (1).

C'est à Gorki, ancienne Nijni-Novgorod où la foire plus que centenaire a été remplacée par une « ville communiste modèle » bâtie par la Austin Company de New-York et Ohio, que l'usine d'automobiles a été construite. Ford s'était engagé à la faire achever en deux ans, puis, selon les méthodes soviétiques, le délai a été ramené à quinze mois, « toujours un peu au delà des possibilités de l'homme (2) ». Pourtant les difficultés ne manquaient pas : pénurie de main-d'œuvre et de matériaux de construction, carence des transports, cent mètres cubes de sable par jour, au lieu de mille, etc. (3).

La capacité de production de l'usine a été portée, en cours de construction, de 100.000 à 140.000 voitures, ce qui est considérable pour un pays où il y en avait seulement 30.000 au début de la période quinquennale (4). Il faut dire que l'U. R. S. S. manque de routes carrossables à un degré au moins égal ; et si même les premières voitures de Gorki avaient été sans défaut, elles ne leur auraient pas résisté.

Les résultats ont été beaucoup plus satisfaisants à l'ancienne usine Amo, aujourd'hui « Staline », de Moscou, reconstruite depuis 1931, dont la production a passé de 75 à 2.106 voitures et autobus, en deux ans. En même temps, le prix de revient a baissé de 602 à 267 roubles par véhicule, et le temps de fabrication de 479 à 284 heures (5).

(1) KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 46.

(2) *Ibid.*, p. 47.

(3) *Ibid.*, p. 50.

(4) Il y en avait, à la même époque, 26,5 millions, aux États-Unis. *Ibid.*, p. 45.

(5) *Monthly Review* (U. R. S. S.), *op. cit.*, décembre 1933.

Outillage de l'industrie légère

Les progrès réalisés apparaissent dans le tableau suivant (1) :

	1927-28	1932	Pourcentage de l'accroissement
Machines pour l'industrie textile . . .	26.066	71.403	273,9
Machines pour l'industrie des chaus- sures	1.950	10.665	546,9
Machines pour l'industrie alimentaire	16.678	60.770	364,4

Devant l'immensité des besoins du pays, cet accroissement qui paraît considérable, n'a que la valeur d'une indication : au cours de la seconde période quinquennale, la production des objets de consommation semble ne plus devoir être sacrifiée, systématiquement, à l'industrie lourde.

V. — L'INDUSTRIE CHIMIQUE

Pour fournir au pays les quantités croissantes de produits chimiques requises par la modernisation de l'agriculture, la rationalisation de l'exploitation forestière et, éventuellement, par la défense nationale, il a fallu créer presque de toutes pièces une industrie chimique.

L'héritage tsariste était insignifiant : des quelque 55 entreprises de 1913, il en subsistait 38, en bien mauvais état. A la fin de la guerre, la production d'acide sulfurique, qui est le meilleur indice du niveau de l'indus-

(1) *Summary, op. cit.*, p. 83.

trie chimique, n'était que d'environ 110.000 tonnes, dont 10.000 produites par une seule entreprise et le reste provenant de 32 usines différentes (1).

Il ne s'agissait donc pas seulement, comme pour le pétrole, par exemple, de rendre à son activité normale une industrie paralysée par la révolution et la guerre civile. En ce qui concerne l'industrie chimique, rien n'était fait au début de la période quinquennale (2), et, lors de la ratification du plan, la XVI^e Conférence du Parti et le V^e Congrès des Soviets n'ont pas manqué de souligner l'ampleur et l'importance de la tâche prévue.

A un capital fondamental d'environ 400 millions de roubles, vinrent s'ajouter des investissements d'un milliard et demi, dépassant de près du tiers les estimations du Plan (3). Sans compter l'industrie du savon, de la parfumerie, des allumettes et du traitement des os, 38 nouvelles grandes usines furent construites, dont certaines spécialisées dans des fabrications entièrement nouvelles comme l'azote synthétique, les dérivés du coke, les couleurs d'aniline, plusieurs produits pharmaceutiques, le caoutchouc synthétique, les sels de potasse, l'apatite, etc. (4).

La production des trois principales branches comparée à celle de 1913 montre bien le développement de l'industrie chimique au cours des cinq dernières années.

(1) *Summary, op. cit.*, p. 123.

(2) J. LESCURE, *op. cit.*, p. 80.

(3) G. GRINKO, *op. cit.*, p. 132.

(4) *Summary*, p. 124.

	1913		1928		1932	
	1.000 tonnes	%	1.000 tonnes	%	1.000 tonnes	%
Acide sulfurique	110	100	242	220	495	450
Superphosphate	62	100	182	293,6	612	987,1
Soude	154	100	230	149,4	288,1	187

La crise ayant obligé les pays capitalistes à restreindre l'activité de leurs entreprises pendant que l'U. R. S. S. stimulait les siennes, la contribution soviétique à la production chimique mondiale s'est considérablement accrue : de 6 fois et demie à 7 fois (1).

Ce progrès ne deviendra que plus sensible à mesure de l'entrée en fonction des nouvelles usines géantes dont la construction s'est poursuivie au cours du premier Plan Quinquennal : Voskresensk, Névsky, Aktioubinsk, Bobriki, Gorlovka, Beresniki, etc. (2). En outre, l'importance des gisements de matières premières découverts récemment est telle que l'indépendance de l'U. R. S. S. à l'égard des pays qui lui en fournissaient est déjà assurée. Ainsi le nouveau combinat de potasse de Solikamsk est construit près de mines contenant environ 16 milliards de tonnes d'oxyde de potassium, soit 5 à 6 fois les réserves mondiales connues. Le minerai se trouve à une profondeur variant entre 100 et 350 mètres, alors qu'elle atteint 400 à 900 mètres en France et en Allemagne. Et la transformation chimique est grandement facilitée par l'absence totale de sulfates, et par une teneur en chlo-

(1) *Summary, op. cit.*, p. 124.

(2) *Ibid.*, p. 125.

rure qui est non pas de 85 %, comme on croyait d'abord, mais de 92 et même 98 %. L'extraction se fait à l'aide de ces foreuses mécaniques dont l'Alsace commence aussi à faire usage, car elles permettent une grande économie de matière explosive (1).

Malgré les avantages de la proximité des sources de matières premières, la plupart des nouvelles usines chimiques, grandes consommatrices d'énergie, ont été construites près d'autres entreprises dont elles peuvent utiliser les résidus de combustible. Aussi leur distribution dans le pays suit-elle celle de l'ensemble de l'industrie, groupée en Ukraine, autour du bassin du Donetz et de la centrale hydro-électrique du Dniéper ; dans la région centrale industrielle autour de Moscou ; dans la région du Nord-Ouest autour de Léninegrad, et enfin dans les immenses territoires de la Sibérie et de l'Oural (2).

Parmi les plus importantes de ces nouvelles constructions il faut citer, outre le combinat de Solikamsk, celui de Bobriki aux portes de Moscou, un des rares groupes d'entreprises dont l'outillage soit entièrement de fabrication soviétique. Il a été construit en trois ans, sur une superficie totale de 10.000 hectares, autour d'une puissante centrale électrique. Depuis le mois de décembre 1932, fonctionnent : les fabriques d'ammoniaque, d'engrais nitriques et d'acide sulfurique, ainsi que des entreprises de céramique (3).

La première usine d'ammoniaque, à Tchérnoriét-

(1) *Revue Économique de l'U. R. S. S.*, op. cit., juin 1934.

(2) G. GRINKO, op. cit., p. 132.

(3) *Revue Économique de l'U. R. S. S.*, décembre 1933, avril 1934.

chensk, date de 1928. Depuis, on en a construit une autre bien plus importante à Berezniki, dans l'Oural, dont l'outillage, le montage et la mise en marche ont été presque uniquement l'œuvre de firmes étrangères (1).

Enfin, depuis 1933, des usines d'ammoniaque, usant du gaz de coke, fonctionnent à Kouznietzk, à Gorlovka, et à Magnitogorsk.

Sous l'ancien régime, tous les dérivés du goudron de houille étaient importés et il n'y avait que 300 fours à coke permettant la récupération des sous-produits. De sorte qu'à la fin de la période quinquennale, 80 % de la production provenait de nouveaux fours, et 92 % du goudron utilisé dans l'industrie était distillé dans des usines de construction récente (2). A Magnitogorsk on compte employer les résidus de la fabrication du coke à celle des engrais nitriques de haute teneur destinés aux plantations de coton de l'Asie Centrale.

La production des engrais s'est prodigieusement accrue par suite de la découverte à Khibine, dans la péninsule de Kola, d'apatites qu'on dit aussi riches que celles du Maroc (3). En 1932, l'industrie des superphosphates avait dépassé 25 fois le niveau d'avant-guerre.

La fabrication des *matières colorantes*, affranchie de sa dépendance à l'égard de l'aniline allemande, se développe depuis 1927-1928, ainsi que la fabrication selon des procédés nouveaux des colorants à base d'azote. La production des couleurs et vernis a doublé depuis 1928

(1) *Revue Économique de l'U. R. S. S.*, *op. cit.*, avril 1934.

(2) *Summary*, *op. cit.*, p. 126.

(3) *Ibid.*, p. 125.

et quadruplé depuis 1913. En 1932, elle atteint 120 millions de roubles (1).

Comme le métal est rare, on a intensifié la production des *matières plastiques*, en investissant une quarantaine de millions de roubles dans la construction de nouveaux combinats. Il faut citer celui d'Orékhovo et surtout l'énorme combinat de Vladimir, destinés à tripler en peu d'années la production de 1932 (2).

La technique de la soie artificielle n'étant pas des plus simples, c'est à l'actif du deuxième Plan Quinquennal seulement qu'on pourra inscrire la production des trois nouvelles usines de Léningrad, Mohilev et Kline, et de celle de Mytichtichy, près de Moscou, entièrement reconstruite (3).

Enfin le régime soviétique s'énorgueillit d'avoir réussi là où Edison, sur la demande de Ford aurait échoué : dans la découverte d'un procédé de fabrication industrielle du *caoutchouc synthétique*, à base d'alcool et d'éthylène tiré du gaz de coke. Une usine spécialement construite à Efremovo, près de Moscou, a donné des résultats qu'on peut qualifier de satisfaisants seulement si l'on ne tient pas compte du prix de revient infiniment plus élevé que celui du caoutchouc importé (4). Ici encore, la question de prestige a prévalu sur les considérations économiques : le caoutchouc étant la seule matière première totalement inexistante en U. R. S. S.

(1) *Summary, op. cit.*, p. 127.

(2) *Ibid.*, p. 128.

(3) KOUIBYCHEV, *op. cit.*, p. 133.

(4) *Ibid.*, p. 133.

« la science devait combler cette lacune de la nature ».

Plus utile est la création d'une industrie pharmaceutique fournissant enfin au pays, en quantité suffisante, des réactifs chimiques purs ; ainsi que la construction d'une vingtaine d'entreprises pour le traitement chimique du bois, la recherche de nouveaux procédés de fabrication de l'acide sulfurique, dans des fours mécanisés où les pyrites importées sont remplacées par les résidus de flottation et le gypse, etc. (1).

Encore que le Plan Quinquennal n'ait pas été entièrement réalisé, on peut donc conclure au succès de l'industrie chimique soviétique, puisque bientôt le pays n'aura plus recours à ses fournisseurs étrangers. C'est un succès seulement si les années qui viennent permettent de résoudre le problème du prix de revient, dont l'importance est encore sous-estimée en U. R. S. S. Ainsi, en 1931, l'industrie chimique devait laisser un bénéfice d'une dizaine de millions de roubles ; en fait, le coût de production ayant augmenté de 10,8 %, l'année s'est soldée par un déficit de 6.369.000 roubles (2). Ce n'est un cas exceptionnel ni pour l'industrie chimique, ni pour l'économie soviétique dans son ensemble. Est-ce le fait de l'industrialisation hâtive, de la gestion collective des entreprises, d'une tradition profondément ancrée de gaspillage et d'inefficience ? Nous reviendrons sur cette question.

(1) KOUIBYCHEV, *op. cit.*, p. 132.

(2) *Journal de l'Industrie chimique*, n° 2 de 1932, p. 15, cité par BERLINE, *op. cit.*, p. 247.

VI. — INDUSTRIE FORESTIÈRE

On connaît l'extraordinaire étendue des forêts russes. Selon une évaluation de 1928, leur superficie atteindrait 877 millions d'hectares dont 18 % seulement sont exploités à l'heure actuelle (1). Cette proportion est destinée à augmenter rapidement, le bois ayant supplanté le pétrole à la tête des exportations du pays (2). Sur le marché mondial, l'U. R. S. S. occupait, dès 1930, la première place, avec une exportation de planches double, et bientôt triple, de celle des États-Unis (3).

Les forêts étant nationalisées, l'État ne paie pas de redevances, et guère de salaires, car il emploie surtout le travail forcé des Koulaks et autres prisonniers politiques (4). Mais il arrive que le prix de vente soit totalement absorbé par le prix du transport.

La production globale de l'U. R. S. S. a marqué un formidable accroissement au cours de la période quinquennale : 256 % pour le bois industriel (100 : 1927-28), 218 % pour le bois de chauffage, 198 % pour le bois ouvré, et 247 % pour le bois de placage (5). Ce progrès n'aurait pas été possible sans les importants perfectionnements techniques que la concentration croissante des entreprises a facilités. Les scieries isolées ont été rempla-

(1) GRINKO, *op. cit.*, p. 139.

(2) Suivent dans l'ordre de leur importance : le pétrole, le lin, les fourrures, le beurre, les œufs, la volaille et le poisson. A. JUGOV, *op. cit.*, p. 115.

(3) KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 120.

(4) *Pravda*, du 9 mars 1930, cité par C. HOOVER, *op. cit.*, p. 149-50.

(5) KOUIBYCHEV, *op. cit.*, p. 140.

cées par des combinats d'ateliers spécialisés, réalisant la transformation complète du bois, et aussi, l'utilisation des déchets. De nouvelles fabrications ont été entreprises : celles des silos, des maisons standardisées, des tuyaux de bois. Quant aux matériaux de construction, leur production a vingtplé au cours de la période quinquennale (1).

Pour le bois, comme pour la plupart des autres industries, l'effort des dirigeants a porté surtout sur l'Est du pays. L'Extrême-Orient, l'Extrême-Nord et la Sibérie sont appelés à devenir le centre de l'industrie forestière, lorsque leur équipement aura atteint le niveau des régions exploitées depuis plus longtemps. Parmi celles-ci, la plus importante pour l'exportation est le district d'Arkhangel favorisé par la proximité de la mer Blanche. Mais l'entreprise la mieux outillée appartient au combinat « Volga-Caspienne » de Stalingrad (l'ancienne Tsaritsine). Avec ses 104 séries de scies, c'est la plus grande usine du pays et du monde ; la production s'y est accrue dans la proportion suivante :

1927-28..	601.000 m ³ de bois ;	254 millions de pieds carrés de planches
1928-29..	877.000 —	360 — —
1929-30..	1.140.000 —	482 — —

Soit un accroissement, par rapport à 1927-1928, de 40 % en 1928-29, de 90 % en 1929-30, et comme la production de 1931-32 a été fixée à 2.172.000 m³ de bois et 918 millions de pieds carrés de planches, l'accroissement est de 262 % pour la dernière année du plan (2).

(1) KOUIBYCHEV, *op. cit.*, p. 141.

(2) KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 121.

Pour le pays entier, le nombre des nouvelles séries de scies installées pendant la période quinquennale est d'environ un millier, groupées à raison de 6, 8 ou 12 par usine, alors qu'en 1927 le type courant de scieries n'en comportait qu'une ou deux (1).

Comme la Russie des tsars était elle-même une grande exportatrice de bois, la population est moins étrangère à tout ce qui touche l'industrie forestière et paraît s'assimiler assez facilement les raffinements techniques que le Plan Quinquennal y a introduits, non sans excès. Un enquêteur français a été frappé de trouver chez les ouvriers des scieries et des menuiseries de l'Ouralmachinstroï de Sverdlovsk « l'amour et la connaissance du métier », dont la main-d'œuvre soviétique fait preuve trop rarement (2). Pourtant les usines mécanisées pour les différents produits du bois (Doubrovski, Pionier, Misenski, Neyski) souffrent du même défaut que la plupart des entreprises de l'Union : elles travaillent très cher, à un prix de revient qui dépasse, semble-t-il, celui des anciennes manufactures artisanales.

Il en est de même pour les nouvelles fabriques de papier de Balakhna (près de Gorki) et de Kondopojesk qui livrent leurs produits à 70 % plus cher que le prix prévu par le plan (3). Cela est d'autant plus grave que, par suite de la liquidation de l'analphabétisme, la demande de papier n'a cessé de croître. Le tirage total de la presse soviétique est passé de 2 milliards d'exem-

(1) KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 141.

(2) P. DOMINIQUE, *Sibérie Rouge, op. cit.*, p. 75.

(3) A. JUGOV, *op. cit.*, p. 37.

plaires en 1929, à 5,7 milliards en 1932, et la production de livres, de 2,1 milliards de feuilles imprimées à 3,5 milliards.

On comprend que pour une publication totale dépassant de beaucoup celle de l'Angleterre, de l'Allemagne et des États-Unis réunis, la production de papier qui s'est accrue seulement de deux fois et demie entre 1913 et 1932, soit nettement insuffisante (1).

Matériaux de construction

Il semblerait que les auteurs du Plan Quinquennal ne se soient rendus compte du caractère primitif, artisanal, de l'industrie du bâtiment qu'au moment où leurs projets gigantesques furent mis sur le chantier. Les constructions les plus urgentes s'arrêtèrent faute de matériaux. Les fabricants se hâtaient-ils, la carence des moyens de transports venait rendre leur effort inutile. Ainsi à Gorki, à peine un dixième du sable nécessaire à la construction de l'usine d'automobiles, arrivait chaque jour (2).

Il fallut donc entreprendre, en y consacrant plus d'un milliard de roubles, la création d'une véritable industrie du bâtiment, sur le modèle des pays capitalistes les plus avancés, et surtout des États-Unis (3). Les entreprises de ciment bénéficièrent à elles seules de 325 millions de roubles, ce qui leur permit de doubler leur production pendant la période quinquennale. L'augmentation est plus sensible encore pour le ciment de qualité

(1) *Revue Économique de l'U. R. S. S.*, op. cit., mai 1934.

(2) KNICKERBOCKER, op. cit., p. 50.

(3) GRINKO, *Le Plan Quinquennal*, op. cit., p. 141.

servant aux constructions hydrauliques et hydro-électriques, dont la proportion dans la production totale atteint 65 % en 1932. La même année, les briqueteries fournissent 4,8 milliards de briques, contre 1,78 milliard en 1927-28 (1). Une nouvelle fabrique, destinée à produire 28 millions de briques par an, vient d'être construite dans le combinat chimique de Bobriki ainsi qu'une fabrique d'argile réfractaire d'une capacité de production de 51.000 tonnes (2).

Alors qu'une grande quantité de matériaux ininflammables était encore importée au début du Plan Quinquennal, il semble que dès 1932, l'U. R. S. S. ait pu suffire à ses besoins pourtant considérablement accrus par le développement de la métallurgie, de l'industrie du coke et de ses dérivés, et de l'industrie chimique. Les anciennes usines ont été reconstruites sur des bases plus larges (Borovitchi, Tchasovari), et d'autres, immenses, ont été bâties à Magnitogorsk et à Kouznetzk (3).

L'industrie du verre était la plus arriérée de toutes : la fabrication ne se faisait par des moyens mécaniques que dans la proportion de 9,4 %. Celle-ci atteint 30 % à la fin du Plan Quinquennal, et la production du verre de qualité réservé aux usages techniques passe de 1.200 à 10.000 tonnes (4).

(1) *Summary, op. cit.*, p. 132.

(2) *Revue Économique de l'U. R. S. S., op. cit.*, décembre 1933.

(3) *Summary, op. cit.*, p. 134.

(4) *Ibid.*, p. 135.

CHAPITRE III

INDUSTRIES DU GROUPE B

INDUSTRIE LÉGÈRE ET ALIMENTAIRE

Tout le Plan Quinquennal étant établi de façon à sacrifier le présent à l'avenir, les différentes branches d'industrie que nous venons de passer en revue sont favorisées par rapport à l'industrie légère, car d'elles dépend l'aspect futur de l'U. R. S. S. L'index du développement de l'économie nationale, tel qu'il est prévu par le Plan pour la période quinquennale, est très instructif à cet égard : l'accroissement doit être de 255 % pour l'industrie lourde et de 144 % seulement pour l'industrie légère (151 % pour l'agriculture) (1). Or, c'est du niveau de la production destinée directement à la consommation que dépend le bien-être de la population.

Le bien-être est une notion totalement étrangère au régime soviétique actuel. Il a été remplacé par la mystique du Plan Quinquennal. L'espoir de *rattraper et dépasser* les pays capitalistes, dans un temps record, doit tenir lieu de toute satisfaction plus directe, pour

(1) FARBMAN, *op. cit.*, p. 65.

les ouvriers de l'édification socialiste. Si leur élan vient à faiblir, la menace bourgeoise aussitôt se ranime et l'instinct de conservation vient faire l'appoint ; ou bien c'est le désir d'achever « le Plan Quinquennal en 4 ans », pour gagner quelques mois sur les privations quinquennales, qui ranime l'élan, car les restrictions sont essentiellement temporaires, le Plan l'affirme. Il y est dit notamment (1) : « L'accomplissement de l'industrialisation exigera des sacrifices de la part des ouvriers ; cependant, nous pouvons assurer au prolétariat une consommation croissante. » Cette promesse indéterminée quant à l'étendue ne l'est pas moins en ce qui concerne le terme d'exécution : « Obtenir dans les années les plus rapprochées la réduction puis la disparition de la pénurie de marchandises (2). »

En fait, à en juger par l'accroissement de la consommation individuelle de produits manufacturés, que le Plan a prévu, la fin des restrictions ne paraît pas devoir

Marchandises	Unités	1927-28	1932-33	1932-33 en %
				1927-28
Cotonnades	mètres	15,2	21,30	140
Lainages	—	0,48	1,17	244
Chaussures	paires	0,40	0,74	186
Galoches	—	0,22	0,38	173
Savon	kilos	0,94	2,60	255
Pétrole	—	6,20	10,70	172

(1) *Plan Quinquennal*, vol. II, partie II, p. 39, cité par A. Jugov, *op. cit.*, p. 22.

(2) *Ibid.*, vol. I, p. 103. Cité par A. Jugov, *op. cit.*, p. 69.

coïncider avec celle de la période quinquennale (1).

Aussi modeste qu'elle soit par rapport aux besoins de la population et aux entreprises démesurées qui caractérisent le régime soviétique, la tâche assignée à l'industrie légère n'a été remplie que dans une proportion de 73,5 % (2). Ce retard est dû, en premier lieu, au fait que, sur un total d'investissements industriels estimés à 13,5 milliards, 3 milliards seulement ont été consacrés à l'industrie légère (3). Sans compter que, tributaire de l'étranger pour une bonne partie des matières premières, ses demandes d'importation ont toujours été prises en considération après les besoins d'outillage de l'industrie lourde. Ainsi, en 1930, la production de cotonnades baisse de 16 % par suite des restrictions apportées à l'importation du coton brut (4), et à la fin de la période quinquennale, elle n'atteint que 2.500 millions de mètres au lieu de 4.700 (5).

Cette véritable famine de produits manufacturés est à l'origine du système de rationnement de la population, destiné à mettre fin aux fameuses « queues » aux portes des coopératives. En 1930, chaque famille perdait au moins deux heures par jour à obtenir les produits auxquels lui donnait droit sa carte de ravitaillement. Comme il y a environ 30 millions de familles en U. R. S. S., elles perdaient, chaque jour, 60 millions d'heures de

(1) A. JUGOV, *op. cit.*, p. 70.

(2) *Summary, op. cit.*, p. 273.

(3) GRINKO, *op. cit.*, p. 142.

(4) MÉQUET, *op. cit.*, p. 77.

(5) P. BERLINE, *op. cit.*, p. 256.

travail, soit, d'après les estimations de Staline lui-même, l'équivalent du travail de 8 millions et demi d'adultes, pendant les 6 ou 8 heures de leur tâche quotidienne (1).

Il faut dire que cette deuxième année d'application du Plan a été la plus mauvaise de toute la période quinquennale. Une récolte nettement déficitaire étant venue s'ajouter à la disette de produits fabriqués, la consommation est retombée au misérable niveau des années du communisme de guerre. Depuis, la détresse de la population s'est beaucoup atténuée. Mais il subsiste encore un écart considérable entre les conditions d'existence et le degré d'industrialisation du pays. Et cela suffit, dit A. Jugow (2), pour vicier tous les résultats qui pourraient être inscrits à l'actif du Plan et compromettre jusqu'à la possibilité de mener de front la création rapide d'une grande industrie soviétique et l'accroissement du bien-être. Il conclut qu'« il n'y a, non pas la réalisation du Plan Quinquennal comme plan de relèvement économique et culturel du pays, mais une hypertrophie de l'industrialisation au prix de la dégradation des conditions sociales et culturelles de la vie populaire (3) ».

Au début de 1932, la tension était devenue si grande qu'avec cette rapidité de décision qui le caractérise, le Gouvernement Soviétique s'est un peu départi de sa rigueur, surtout en faveur des paysans qui menaçaient

(1) KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 18.

(2) P. 222.

(3) *Ibid.*, *op. cit.*, p. 223.

de mal ensemençer leurs terres, devenues collectives. Les membres des Kolkhozes se virent accorder non seulement une diminution de l'impôt agricole, mais le droit de vendre librement la part de récolte que leur laissait l'exploitation en commun. Pour les inciter à s'en défaire, il fallut augmenter la quantité de marchandises disponible. Aussi la production des articles de large consommation (désignés en U. R. S. S. sous l'abréviation de *Chirpotreb*), fut-elle stimulée par les moyens réservés jusque-là à l'industrie lourde. Les journaux lui consacrèrent une rubrique spéciale. Les entreprises métallurgiques durent utiliser les déchets de leur production à fabriquer de la quincaillerie, et cela dans des proportions croissantes ; les 175 millions de chirpotreb fournis pendant le premier semestre de 1932 furent portés à 810 millions pour le second. Mais seules les campagnes bénéficièrent de cette augmentation : elles reçurent un supplément de 23 % de produits manufacturés par rapport à l'année précédente, alors que, dans les villes, la quantité demeurait à peu près stationnaire (1).

Voici le total de la production du « groupe B » pour la période quinquennale (2).

	Prévu par le Plan Quinquennal			1932 en %	
	1928	1932	Pour 1932-33	Des prévisions du Pl. Q.	De 1928
Industrie légère..	5.408	8.997,1	12.233	73,5	166,4
Ind. alimentaire.	1.544,5	3.485,3	3.325,9	103,3	225,6

(En millions de roubles aux cours de 1926-27.)

(1) MÉQUET, *op. cit.*, p. 134.

(2) *Summary, op. cit.*, p. 273.

La production des objets de grande consommation a donc augmenté de 270 % par rapport à 1913, et de 87,3 % par rapport à 1928, ce qui représente un taux d'accroissement annuel de 17 % (1).

Les rapports soviétiques ne manquent pas de souligner combien il est supérieur à celui des pays capitalistes, même pendant leur plus grande prospérité. Aux États-Unis, entre 1925 et 1929, l'augmentation moyenne est de 1,4 % par an, en Allemagne, de 3,1 % et en Angleterre, on constate une diminution annuelle de 1,9 % (2). Sans compter la difficulté de comparer ces chiffres qui ne se rapportent probablement pas aux mêmes articles, il convient de rappeler qu'en U. R. S. S. le point de départ est d'une demi-paire de chaussures par habitant et par an, et de moins d'un kilo de savon.

Pourtant, les réalisations dans ce domaine n'ont pas manqué. On doit faire état en premier lieu de l'affranchissement progressif de l'économie soviétique, par rapport aux pays qui lui fournissaient des matières premières. En 1928, les importations s'élevaient encore à 150 millions de roubles-or pour le coton, à 70 millions pour la laine, et à environ 40 millions pour les cuirs bruts (3).

Seulement, l'U. R. S. S. n'ayant pas obtenu de crédits étrangers pour financer le Plan Quinquennal, les devises

(1) *Ibid.*, p. 139.

(2) *Institut für Konjunkturforschung*, Berlin Sonderheft, n° 19, 1933, pour les chiffres capitalistes. *Summary*, *op. cit.*, p. 140.

(3) MOLOTOV, *Les Tâches de la Première année du Second Plan Quinquennal*, dans *Du Premier au Deuxième Plan Quinquennal*, *op. cit.*, p. 58.

dont elle disposait allaient surtout aux commandes d'outillage destinées à l'industrie lourde.

Il a donc fallu, d'une part, augmenter la culture des plantes dites industrielles, dont les emblavures passent effectivement de 8,62 millions d'hectares en 1928 à 14,88 millions en 1932 et en particulier pour le coton de 97.000 hectares à 2,17 millions (1) ; et d'autre part, mettre à la disposition des fabriques de chaussures et de textiles des quantités croissantes de succédanés des matières premières essentielles : 80.000 tonnes de simili-cuir, 15.000 tonnes de cotonine, sans compter la soie et la laine artificielle, etc. En même temps, la technique de la production se modernise. La transformation du lin se faisait dans 18 fabriques au début de la période quinquennale, et dans 350 au 1^{er} janvier 1933, 300 autres étant en cours de construction. Pour le traitement du chanvre, 63 nouvelles fabriques sont venues s'ajouter aux deux qui fonctionnaient en 1928. Le nombre des égréneuses de coton passe de 3 à 14, et celui des broches pour le tissage atteint un million (2).

Malgré le développement du textile, sa part dans la valeur globale de la production de l'industrie légère, qui était de plus de 50 % en 1929, diminue à mesure que d'autres fabrications perdent leur caractère artisanal (3).

Deux grandes manufactures de tricotage ont été construites à Vitebsk et à Léninegrad (4). En 1932, les

(1) *Summary, op. cit.*, p. 283.

(2) *Ibid.*, *op. cit.*, p. 140-41.

(3) *Revue Économique de l'U. R. S. S.*, *op. cit.*, juin 1934.

(4) KOUBICHEV, *op. cit.*, p. 135.

usines nouvelles ou reconstruites produisent 57 % de la confection et 64 % de la fabrication de chaussures. Comme, avant la guerre, le travail du cuir était concentré en Pologne, il n'y avait que peu d'installations sur le territoire actuel de l'Union soviétique : on aurait pu fabriquer au plus 10 millions de paires de chaussures. La guerre, la révolution aidant, la production tombe à 3 millions de paires en 1921-22 et n'atteint 23 millions qu'au seuil de la période quinquennale. Puis, en reconstruisant les usines sur des bases plus larges, en renouvelant leur outillage, on réussit à tripler la production, au cours des cinq années qui suivent : elle est de 76 millions de paires en 1932. On en fabrique 3 millions de paires par an à Kiev, 3,5 millions à Kharkov, 4 et 6 millions dans les usines Skorokhod de Léninegrad, « Commune de Paris » et « Annonceur de la Révolte » de Moscou ; et la nouvelle entreprise de Rostov-sur-le-Don a été construite en vue d'une production de 8 millions de paires par an (1).

Comme l'immensité du pays rend le problème de la distribution des marchandises extrêmement ardu, on encourage aussi la création de manufactures régionales dans les provinces éloignées, en voie d'industrialisation. La Sibérie occidentale est promise à un grand développement car le travail du cuir y est traditionnel. Avant la Révolution, elle possédait 90 tanneries et 25 fabriques de chaussures produisant environ 180.000 paires. En 1932,

(1) *Revue Économique de l'U. R. S. S.*, juin 1934.

loin de se suffire, car la production a seulement doublé, elle importe 2,5 millions de paires contre du cuir brut, en attendant la construction d'une grande usine qui coûtera environ 10 millions de roubles et devra fournir 6 millions et demi de paires de chaussures par an (1).

Celle-ci, comme toutes les entreprises de construction récente, y compris deux « géants » du textile, les combinats de Tachkent et de Barnaul, sera équipée de matériel soviétique. L'industrie textile, à elle seule, a reçu, en 1933, pour 110 millions de roubles de machines, contre 17-18 millions en 1927-28, ce qui représente une augmentation de 6 fois et demi.

Peut-on parler également de résultats qualitatifs ? Il semble que peu à peu les fabrications les plus minutieuses sont abordées avec succès ; l'industrie des instruments de musique, des appareils photographiques, des phonographes, des disques, l'industrie cinématographique datent en fait du Plan Quinquennal (2).

En ce qui concerne l'*industrie alimentaire*, le Plan a été largement exécuté, mais les prévisions doivent avoir sous-estimé les conséquences de la croissance extrêmement rapide des centres industriels, car le ravitaillement ne s'est pas fait sans difficulté.

Des fabrications entièrement nouvelles pour la Russie sont venues s'ajouter à celles dont on a seulement modernisé les conditions de production. Industrie des conserves

(1) *Monthly Review* (U. R. S. S.), *op. cit.*, mars 1933.

(2) KOUIBYCHEV, *op. cit.*, p. 136-137.

alimentaires, de la margarine, du traitement des volailles, etc..., leur valeur atteint, en 1932, 38 % de la valeur globale de la production dépendant du Commissariat du Ravitaillement (1). Elles se développent dans le sens d'une concentration croissante. Ainsi, dans l'industrie des conserves, la moyenne annuelle de production était de moins d'un million de boîtes par entreprise en 1913, de 5,8 millions en 1929 et de 17,4 millions en 1932 (2).

Dans l'industrie de la viande, qui aux États-Unis occupe la première place parmi les productions de large consommation, les abattoirs primitifs disparaissent. Et, à partir de 1933, la mise en exploitation des nouveaux combinats de Moscou, Léningrad, Semipalatinsk et Bakou (3), accentuent une orientation déjà très nette dans le tableau suivant (4) :

	Dans toute l'industrie de la viande		Par entreprise	
	1928-29	1932 (début)	1928-29	1932 (début)
Nombre d'entreprises.	10.358	521		
Nombre d'ouvriers....	35.160	35.428	3,4	68
Capitaux investis (millions de roubles) ...	70.000	167.000	6.7	321

La concentration est aussi forte dans les branches d'industrie dont la production était déjà importante bien avant le Plan Quinquennal : en 1903, 109 entreprises fabriquaient 50 millions de cigarettes ; en 1932, 21 en

(1) *Summary, op. cit.*, p. 142.

(2) *Revue Économique de l'U. R. S. S.*, juin 1934.

(3) KOUBYSHEV, *op. cit.*, p. 139.

(4) *Revue, op. cit.*

produisaient 67 millions. La capacité moyenne des sucreries est portée de 74.000 quintaux en 1928, à 99.000 en 1932 (1).

D'importantes entreprises se prêtent mieux à la mécanisation : l'ensemble de l'industrie soviétique obéit, nous l'avons vu, à ce principe qui est appliqué avec la même rigueur à la production alimentaire. Dans les pêcheries, toutes les phases du travail, le nettoyage, le salage, la préparation du poisson sont aujourd'hui mécanisées (2). Il en est de même pour la panification (3) :

	1929		1932	
	1.000 tonnes	%	1.000 tonnes	%
Usines de panification.....	845	39	4.160	63
Boulangeries mécanisées	425	20	400	15
— artisanales	896	41	1.500	22
	2.166	100	6.000	100

(1) *Revue Économique de l'U. R. S. S.*, juin 1934.

(2) *Summary*, *op. cit.*, p. 143.

(3) *Revue*, *op. cit.*

TROISIÈME PARTIE

PROBLÈMES GÉNÉRAUX

CHAPITRE PREMIER

NOUVELLE RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES FORCES PRODUCTIVES

Au cours de ces dernières années, le centre de gravité de la politique soviétique s'est déplacé vers l'Est, et l'U. R. S. S. est devenue une « puissance d'Asie » (1). La plupart de ses dirigeants actuels, en commençant par Staline, et Kaganovitch, son meilleur adjoint, ne connaissent l'Europe que par ouï-dire, et soustraient, peu à peu, l'empire à l'influence occidentale que les tsars avaient tellement favorisée.

Jusqu'à la Révolution, la chaîne de l'Oural représentait la frontière entre la métropole et des colonies dont le rude climat, l'éloignement accru par la rareté des moyens de communication et l'état arriéré des populations, rendaient l'exploitation très malaisée. On n'était pas sans connaître, du moins en partie, la richesse de ces régions lointaines dont on faisait venir quelques matières premières : le pétrole de Transcaucasie, le coton d'Asie Centrale, des produits exotiques, le vin, le raisin, des provinces méridionales. Mais les rares entreprises travaillant pour le compte de la Russie d'Europe se

(1) M. PERCHERON.

superposaient seulement à une vie économique locale qui ne dépassait pas, au début du ^{xx}e siècle, le stade patriarcal (1).

En 1912, 67 % de la population industrielle et 68 % des ouvriers étaient groupés dans les quatre districts de Pétrograd, de Moscou, d'Ivanovo et de l'Ukraine. Le fer et l'acier provenaient en grande partie du Donbass et de la région du Dniéper, l'Oural n'étant pourvu que d'entreprises rudimentaires brûlant du charbon de bois. Quant au combustible, le bassin du Donetz fournissait 87 % de la consommation totale. Les quelques usines de construction mécanique se trouvaient groupées à Pétrograd, à Moscou, et en Ukraine. Les tissages de lin provenaient pour moitié du seul district d'Ivanovo, qui produisait également une proportion importante des tissus de coton. Quant à l'industrie du sucre, elle n'était développée qu'en Ukraine et dans la région centrale de la terre noire.

Les moyens de transport correspondaient, bien entendu, à cette distribution des forces productives. La Russie d'Europe était comparativement bien pourvue de voies ferrées : elle possédait 11,3 kilomètres par 1.000 km² ; mais la Sibérie, le Kazakhstan et les autres régions éloignées n'avaient que 0,6 kilomètre pour 1.000 (2).

Or, 90 % des gisements houillers et 95 % des réserves hydro-énergiques du pays se trouvent au delà de l'Oural. Le régime soviétique en a entrepris l'exploitation dans le double but de tirer parti de ces ressources fabuleuses, et

(1) *Summary, op. cit.*, p. 239.

(2) *Ibid.*, p. 240.

de supprimer l'inégalité entre les diverses parties du pays, en les amenant peu à peu à un même degré de développement économique (1).

Dès sa création, en 1921, la Commission du Plan d'État fut chargée d'établir la division de l'U. R. S. S. en régions économiques, pour permettre une distribution plus rationnelle des centrales électriques prévues dans le plan du *Goelro* qu'un récent congrès du Parti venait de ratifier. La division administrative de l'ancien régime devait être abandonnée dans la mesure où elle se heurtait aux exigences économiques dont le *Gosplan* allait tenir compte : chaque nouvelle région devait disposer dans la proportion la plus favorable à une bonne exploitation, de matières premières, de main-d'œuvre et de sources d'énergie.

Cette esquisse du plan actuel de l'U. R. S. S. est longtemps demeurée théorique, la N. E. P. ayant été, dans tous les domaines, une période d'initiative réduite.

Mais en 1928, les auteurs du Plan Quinquennal font de la division proposée par le *Gosplan* sept ans auparavant, la base du développement économique. Quelques retouches interviennent, inspirées par des considérations politiques : puisque le régime entreprenait de réduire l'inégalité économique des différentes parties du pays, il devait distribuer les tâches industrielles aussi équitablement que possible entre les Républiques, pour permettre aux

(1) Le X^e Congrès du Parti communiste déclarait, en 1921 : « L'abolition de l'inégalité nationale est pratiquement liée à l'abolition de l'inégalité économique. » GRINKO, *op. cit.*, p. 406.

plus arriérées d'entre elles d'accéder à la civilisation mécanique (1).

Au souci de réparer la longue injustice des tsars à l'égard des minorités nationales se joignit également la nécessité de faire face à une éventuelle agression capitaliste. C'est ce qui explique l'importance accordée, dans le Plan Quinquennal, à la Sibérie dont les richesses minérales compensent mal le terrible climat, l'absence de voies de communication, la population arriérée. Mais pour un pays menacé à la fois de l'Occident et de l'Extrême-Orient, la région de l'Est de l'Oural a l'avantage d'être en même temps inaccessible et plus rapprochée du théâtre futur des événements (2).

Cette orientation vers l'Est a été consacrée par la résolution suivante qui décida de la fondation du combinat Oural-Kouznetsk : « Approuvant la résolution du Comité Central, du 15 mai 1930... le XVI^e Congrès du Parti Communiste reconnaît... que l'industrialisation accélérée du pays dépend essentiellement de la création dans l'Est d'un second centre houiller et métallurgique utilisant les très riches dépôts de charbon et de minerai de fer de l'Oural et de la Sibérie (3). » Tous les efforts du pays ont convergé vers ce double groupe d'entreprises : Magnitogorsk, Tchéliabinsk et Sverdlovsk dans l'Oural, — Kouznetsk et Novo-Sibirsk dans la Sibérie Centrale. En 1932, plus de 30 % de l'ensemble des inves-

(1) GRINKO, *op. cit.*, p. 391.

(2) A. PIERRE, *Le Second Plan Quinquennal*, dans *Le Temps* du 3 février 1934.

(3) *Summary*, *op. cit.*, p. 242.

tissements lui sont consacrés, et la part des régions orientales dans l'ensemble de la production de *fer* s'accroît dans la proportion suivante, au détriment de l'Ukraine (1) :

	1930	1931	1932
	—	—	—
	%	%	%
Ukraine	74,3	73,9	61
Région du Centre	6,5	7,5	6,6
Oural	19	18,4	25,3
Sibérie	0,2	0,2	7,1
	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>

Si on ajoute aux 635 millions de tonnes de minerai de fer de Magnitogorsk, les gisements de *charbon* du Koubass, le total des ressources géologiques dont le combinat Oural-Kouznetsk dispose, atteint 450 milliards de tonnes (2). En effet 60 % des gisements houillers de l'U. R. S. S. sont au Koubass, et 10 % dans les charbonnages exploités depuis la Révolution, à l'Est de l'Oural : le plus important est le bassin de Karaganda dans le Kazakhstan. L'ancien régime avait également négligé le bassin de la région de Moscou dont le charbon n'est pas de première qualité. Mais comme il a l'immense avantage de se trouver à proximité des nombreuses entreprises réunies autour de la capitale, on en extrait 2.700.000 tonnes dès 1931, contre 500.000 tonnes en 1913 (3).

(1) *Monthly Review* (U. R. S. S.), *op. cit.*, mars 1933

(2) *Summary*, *op. cit.*, p. 243.

(3) *Monthly Review*, *op. cit.*, mars 1933.

La part du Donbass dans l'extraction totale a donc relativement diminué malgré le développement considérable de son activité au cours de la période quinquennale. Actuellement la production de charbon est répartie comme suit :

	1925-26	1932
	—	—
	%	%
Ukraine.....	80,4	62,2
Sibérie Occidentale.....	3,1	12,2
Oural.....	3,5	6,6
Extrême-Orient russe	1,9	4,1
Kazakstan	Production nulle	3,2
Asie Centrale	0,3	1,6

L'industrie du *pétrole* n'est plus concentrée comme autrefois le long de la côte occidentale de la mer Caspienne. Les districts de Bakou et de Grozny gardent bien l'importance qu'ils doivent à leur ancienneté et à la richesse de réserves encore accrues par de récentes prospections. Mais des sondes jalonnet à présent toute la partie méridionale de l'empire : depuis le Turkmenistan à l'Est de la Caspienne, en passant par l'Oural-Emba, où les nappes de pétrole couvrent des centaines de milles — jusqu'à l'île Sakhaline, dans la mer d'Okhotzk. Ces nouvelles exploitations ont donné 12 % de la production totale de pétrole en 1932. Leurs réserves représentent plus du tiers des réserves soviétiques (1), les plus importantes du monde, estimées à 3.000 millions de tonnes.

(1) *Summary, op. cit.*, p. 246.

La *force motrice*, dont le plan du Goelro a organisé et intensifié la production, est un facteur essentiel de l'industrialisation des régions éloignées, et de la reconstruction technique des anciens centres économiques. Pour les régions de Moscou, Léninegrad, Ivanovo, et le territoire de Gorki, la capacité totale des centrales électriques a passé, au cours de la période quinquennale de 819.000 kilowatts à 1.555.100 kilowatts (1).

Comme l'Ukraine possède deux des centres industriels les plus importants du pays, le bassin de charbon du Donetz et les hauts fourneaux de Krivoï-Rog, son réseau électrique est loin de lui suffire malgré l'augmentation de la puissance des centrales de la région de 465.200 à 1.428.900 kilowatts (2). L'appoint doit être fourni par le Dniéprostroï dont la mise en service partielle (310.000 sur 558.000 kilowatts) date de 1932.

Enfin, dans l'Oural, la puissance électrique a plus que triplé, mais le niveau de 1928 était si bas que les immenses entreprises nouvellement construites ne disposent encore que de 434.000 kilowatts (3).

Les *constructions mécaniques* ne sont plus groupées dans la Russie d'Europe, exception faite de la fabrication des avions dont les usines se trouvent toutes à l'Ouest de l'Oural ; les plus importantes sont à Kalinine (ancienne Tver), Gorki (ancienne Nijni-Novgorod), Léninegrad, Taganrog, Kharkov, Moscou, Odessa (4). Mais les autres

(1) *Summary, op. cit.*, p. 248.

(2) *Ibid.*, p. 249.

(3) *Ibid.*, p. 246.

(4) PERCHERON, *op. cit.*, p. 25.

machines proviennent dans une proportion de plus en plus importante de la région de la Volga, de la Sibérie, et, en particulier, de l'Oural, dont la production a quadruplé au cours de la période quinquennale. Quant aux anciens centres industriels, ils sont destinés à se spécialiser dans les fabrications les plus délicates, qui exigent une habileté technique dont la Russie d'Europe est encore, par rapport au reste du pays, la mieux pourvue.

L'industrie chimique date en fait du Plan Quinquennal, malgré les ressources minérales considérables dont le pays dispose : gisements d'apatite à Khibiny, au delà du cercle polaire ; phosphorites dans le Kazakstan, dans la région de la moyenne Volga, au centre de la Russie d'Europe et en Ukraine ; sulfures de l'Asie Centrale, etc. Mais comme l'industrie chimique est tributaire des cokeries, de la métallurgie ferreuse et non-ferreuse, dont elle utilise les sous-produits et surtout les résidus de combustible, les usines de produits chimiques ont été construites plutôt près des centres industriels que des matières premières. L'application trop stricte de cette règle n'a pas été sans causer quelques mécomptes. Ainsi pour fournir chaque jour les 100 tonnes d'acide nécessaires à l'usine de Constantinovka en Ukraine, on a construit une usine de zinc dont l'emplacement s'explique seulement par la proximité des carrières d'argile dont on fait les retortes pour les fours. Car, en attendant le résultat des prospections effectuées dans le Donbass, le minerai de zinc doit arriver de Vladicaucase, l'ancienne ville frontière entre la Russie et la Géorgie, et de l'île

Sakhaline, au Nord de la Mandchourie. Aussi l'usine est-elle le plus souvent fermée (1).

Si une meilleure répartition de l'industrie lourde dans le pays doit introduire le progrès technique dans les régions les plus arriérées, l'extension de *l'industrie légère et alimentaire* a un intérêt plus pratique, et immédiat. On sait combien la distribution des marchandises est défectueuse en U. R. S. S. par la faute des transports, et sans doute aussi, des coopératives de consommation. Il y a donc tout avantage à doter chaque région de quelques entreprises d'importance moyenne, capables de fournir les objets de grande consommation. Pour ne citer que les sucreries, il y en a dans le Kazakstan, en Sibérie Occidentale et jusqu'au Kamtchatka.

La meilleure preuve de la réalité de ce déplacement vers l'Est du centre de gravité de l'industrie soviétique, réside dans l'accroissement du trafic ferroviaire qui, étant de 65 % pour l'ensemble du pays entre 1928 et 32, atteint 80 % sur les lignes orientales, et une proportion plus élevée encore dans certaines régions, en particulier, 103 % pour la Sibérie Occidentale et 196 % pour le Kazakstan (2).

Quatorze mille kilomètres de nouvelles voies ferrées et 6.500 kilomètres de voies élargies ou complétées sont entrées en exploitation au cours de la période quinquennale (3). Cela représente, par rapport au réseau existant, un accroissement moyen de 18 %, auquel les régions

(1) MOUSSINAG, *op. cit.*, p. 93.

(2) MÉQUET, *op. cit.*, p. 184.

(3) *Summary, op. cit.*, p. 251.

retardataires participent dans une mesure bien plus élevée (1) :

	°/°
Kazakstan.....	70
Transcaucasie	41
Oural	27
Asie Centrale	24
Région Centrale Industrielle.....	4,5

Quand un pays de l'étendue de l'U. R. S. S. ne possède que 84.000 kilomètres de voies ferrées, l'importance de la navigation fluviale est considérable. Les trois fleuves qui traversent la Sibérie du Sud au Nord — Ob, Iénisséï et Léna — peuvent rendre les plus grands services pendant les mois où ils ne sont pas bloqués par les glaces. On a vu que par le Dniéper et des canaux, cinq mers ont été amenées à communiquer. En outre, le « Canal Oguépéou », un des plus grands qui soient, long de 225 kilomètres, joint la mer Blanche à la Néva par les lacs Vyg, Onéga et Ladoga. Ainsi le trajet d'Arkangel'sk à Léninegrad est raccourci de 2.000 milles, et les immenses gisements de la péninsule de Kola (cuivre, fer, zinc, et les apatites de Khibiny) deviennent plus accessibles. Ce canal a été construit en 21 mois par les prisonniers politiques et les Koulaks astreints aux « travaux forcés utilitaires ». Il en est de même du *Turksib*, le nouveau chemin de fer qui relie la Sibérie Occidentale au Turkestan (2).

L'équipement des régions sans passé industriel a

(1) GRINKO, *op. cit.*, p. 410.

(2) PERCHERON, *op. cit.*, p. 31.

naturellement absorbé une part considérable des investissements. En 1928, les centres de production de la Russie d'Europe possédaient 65 % de l'ensemble des capitaux fondamentaux. Le Plan Quinquennal a été établi de façon à réduire cette proportion à 55 %, la part de Léninegrad devant diminuer de 10 à 7,3 %, celle de Moscou de 31 à 21 %, la part de l'Ukraine étant seule à augmenter de 24,5 à 26,2 % des capitaux fondamentaux du pays (1). L'accroissement de ceux-ci entre 1928 et 1932 étant de 189 %, il reste très au-dessous de la moyenne pour les anciennes régions industrielles : 90 % pour Moscou, 111 % pour Léninegrad (2). En échange, dans les provinces éloignées, le peu de capitaux fondamentaux qui existaient en 1928 ont été, en quatre ans, plusieurs fois multipliés (3) :

	Accroissement prévu par le Plan Quinquennal pour 1928-32 : (en %)	Capitaux fondamentaux existants en 1928 :	Capitaux fondamentaux investis jusqu'en 1932 (en millions de roubles)
Ukraine	208	1.700	4.200
Moyenne Volga....	240	68	187
Région Centrale de la terre noire ...	302	122	420
Russie Blanche ...	342	70	260
Basse Volga.....	388	110	470
Asie Centrale	394	104	470
Kazakstan.....	449	67	340
Oural	600	300	1.900
Sibérie	720	90	610

(1) GRINKO, *op. cit.*, p. 407-8.

(2) *Ibid.*, p. 400.

(3) *Ibid.*, p. 408-9.

La distribution de la main-d'œuvre dans les différentes régions industrielles a subi, depuis la guerre, une transformation également significative. Le tableau suivant compare la répartition du total de 2 millions d'ouvriers travaillant en 1912 dans l'industrie, et celle des 2,9 millions d'ouvriers du bâtiment, en 1932 (1) :

	Proportion en 1912 dans l'industrie %	Proportion en 1932 dans le bâtiment %
Nord.....	1,1	1,1
Léninegrad et Carélie.	8,7	8
Centre industriel (Moscou) .	39,3	19,9
Ouest	1,8	1,8
Oural-Bachkirie	8,5	12,4
Sibérie.....	2	7,5
Volga moyenne	3,2	5,6
Région centrale de la terre noire	3	3,2
Crimée	0,7	0,8
Caucase Nord et Daghestan..	5,3	4,7
Extrême-Orient et Bouriatie.	2,6	1,5
Russie Blanche	1,1	2
Ukraine	19,3	19,9
Transcaucasie	2,7	4
Turkestan.....	0,7	7,6
	<u>100</u>	<u>100</u>

La proportion de la main-d'œuvre a donc considérablement diminué dans une région comme celle de *Moscou*,

(1) MÉQUET, *op. cit.*, p. 162.

qui n'a bénéficié que d'une part relativement peu importante des investissements effectués au cours de la période quinquennale. Mais son importance s'est plutôt accrue. L'outillage destiné à équiper la nouvelle industrie — dans la mesure où les importations ont pu être évitées — ne pouvait provenir que de la Russie d'Europe. Aussi la région de Moscou a-t-elle abandonné une partie de sa production textile aux provinces productrices de coton (Asie Centrale, Transcaucasie) et à certaines régions de surpopulation agraire comme la région centrale de la terre noire — pour se consacrer aux constructions mécaniques, et à la fabrication de produits chimiques (le combinat de Bobriki est aux portes de Moscou). La part de la capitale dans la fabrication des machines passe de 9,8 % au début, à 20,3 % à la fin de la période quinquennale, ce qui représente un accroissement de 558 % par rapport à sa production de machines en 1928. Quant à la production industrielle totale de la région, son accroissement est de 181 % (1).

La région de Léninegrad assure, pour moitié, les constructions navales soviétiques, et se réserve l'équipement industriel des régions du Nord, notamment celui de la péninsule de Kola. Mais le combustible lui fait défaut. Malgré la construction de la station hydro-électrique de Svir, malgré l'utilisation croissante de la tourbe et du charbon du bassin de Moscou, Léninegrad dépend du bassin du Donetz comme elle dépendait autrefois de la houille anglaise, et cela sera toujours un frein à son développement industriel.

(1) *Monthly Review* (U. R. S. S.), mars 1934.

Ce n'est pas le cas de l'*Ukraine* qui dispose de toutes les ressources naturelles en quantité prodigieuse. Elle est le premier centre métallurgique et houiller du pays, grâce aux gisements de Krivoï-Rog et du Donbass, et dispose, depuis 1932, de la force motrice du Dniéprostroï. Quoiqu'exploitée depuis de très longues années, l'*Ukraine* a atteint au cours de la période quinquennale, un essor comparable à celui des régions neuves. La production globale de ses industries s'est accrue de 2,5 fois par rapport à celle de 1928, de 3,8 fois par rapport à 1913. Et la puissance de ses centrales électriques a, en 1932, doublé depuis 5 ans, et triplé depuis 10 ans.

A mesure que l'Oural se développe, réduisant la part proportionnelle de l'*Ukraine* de 75 à 60 % pour la production de fer, de 87 à 78 % pour le charbon, elle se spécialise dans des fabrications plus complexes : transformation des métaux, constructions mécaniques, produits finis de valeur, produits chimiques, dont la fabrication était réservée aux régions de Moscou et Léninegrad (1).

Le grand concurrent de l'*Ukraine* est donc l'*Oural* auquel le Plan Quinquennal a fait une place énorme dans l'économie soviétique. Cette place s'accorde d'ailleurs avec l'ampleur des ressources minérales d'une région dont l'étendue égale celle de la France, de l'Espagne, de l'Allemagne, de l'Angleterre et de l'Irlande réunies (2). Quand le combinat Magnitogorsk-Kouznetsk aura atteint

(1) GRINKO, *op. cit.*, p. 397.

(2) VAILLANT-COUTURIER, *op. cit.*, p. 8.

son plein rendement, ainsi que les entreprises moins considérables de Nijni-Taguil et Bakal, l'Oural fournira la moitié de la production houillère et métallurgique du pays. Il retrouvera ainsi une importance dont l'invention du coke en 1910 (1) l'avait dépossédé, car ce « doyen de l'industrie russe » fournit de la fonte depuis 1720 — première exploitation à Ekaterinenbourg, aujourd'hui Sverdlovsk — et en 1825, il en a produit huit fois plus que les États-Unis. Les entreprises au charbon de bois qui existent encore n'ont pas été transformées : elles doivent produire les aciers extra-durs destinés à certaines constructions mécaniques.

Les obstacles naturels et notamment le terrible climat, qui pourraient désavantager l'Oural par rapport à l'Ukraine sont compensés aux yeux des dirigeants soviétiques par la parfaite sécurité que présente cette région qui occupe à peu près le centre d'un pays deux fois plus étendu que les États-Unis. Aussi de nombreuses entreprises ont-elles été construites au cours de la période quinquennale, à l'abri des montagnes et des forêts : la plus grande usine de machines lourdes d'U. R. S. S. : l'Ouralmachinstroï de Sverdlovsk, l'usine de tracteurs à chenilles de Tchéliabinsk, les combinats chimiques de Berezniki, Saldinsk et Solikamsk, l'usine d'aluminium d'Alapawsk, les fonderies de cuivre de Bogomolov, sans compter la gigantesque entreprise métallurgique de Magnitogorsk.

Le charbon provient du bassin de Kouznetzk en

(1) GRINKO, *op. cit.*, p. 399.

Sibérie, autour duquel se développe rapidement l'industrie de cette région, qui dispose de réserves de houille blanche de plusieurs millions de chevaux-vapeur. Une puissante métallurgie non-ferreuse est en voie de construction.

Pour le *Caucase* il ne s'agissait plus de créer de toutes pièces une économie régionale, mais de donner à ce pays de « grandes exploitations de Koulaks et de Cosaques réactionnaires (1) » le caractère industriel-agraire que le nouveau régime a essayé de développer sur toute l'étendue du pays. Aux simples ateliers du chemin de fer et aux petites fabriques qui existaient à Rostov-sur-le-Don, chef-lieu de la province, ont été substituées de puissantes entreprises de machines agricoles, et six centrales électriques d'une puissance totale de 200.000 kilowatts qui doivent alimenter l'industrie d'engrais chimiques en voie de développement.

Les *régions subtropicales* ont subi la même évolution. La Transcaucasie n'était autrefois qu'un « fournisseur de matières premières pour l'industrie textile grand-russienne, et de produits exotiques (vins et raisins) pour la société bourgeoise (2) ». Actuellement, la culture du coton et surtout du thé y a pris une telle extension, que l'U. R. S. S. pourra se passer bientôt du coton américain et du thé de la Chine, dont elle craignait de manquer si l'affaire de Moukden, en 1929, s'était envenimée. La Transcaucasie est également le pays du pétrole. De nou-

(1) GRINKO, *op. cit.*, p. 402.

(2) *Ibid.*, p. 402.

veaux pipe-lines relient les centres d'extraction, Bakou, Grozny, Maïkop, aux ports de la mer Noire, notamment Batoum et Touapse, où ont été construites les nouvelles raffineries. La puissance motrice a suivi l'essor de l'industrie du pétrole, la plus florissante du pays. La centrale de Zémo-Avchali à Tiflis fonctionne depuis des années, la station de Kazakis, celle du Rion sont entrées en service à la fin de la période quinquennale. On exploite du charbon à Tvarkchéli près de Soukhoun, du manganèse à Tchiatouri où le ferro-manganèse sera produit directement. L'industrie légère est particulièrement bien représentée en Transcaucasie, qui possède d'importants tissages de coton à Léninakan en Arménie, à Gandja en Azerbeïdjan (1), une série de manufactures de thé et de tabac, et la plus grande filature de soie du monde, à Noukha.

Malgré les richesses minérales de l'*Asie Centrale*, l'activité industrielle des « régions autonomes et des républiques de minorités nationales de la R. S. F. S. R. (2) ne date que du Plan Quinquennal. Le Kazakstan possède d'énormes gisements de houille, à Karaganda, dont l'emplacement à mi-chemin entre Magnitogorsk et Kouznetzk accroît l'utilité. Les ressources de métaux non-ferreux ne sont pas moins considérables : les mines de Ridder, au sein de l'Altaï, contiennent du plomb, du cuivre, de l'argent, de l'or ; le plomb abonde également dans la région de Tourlan, et le cuivre près du lac Balkhatch.

(1) GRINKO, *op. cit.*, p. 403.

(2) *Summary, op. cit.*, p. 258.

En outre, la grande usine d'engrais chimiques d'Aktyoubinsk, est destinée à fournir d'engrais les plantations de coton de l'Asie Centrale. Récemment, on a encore découvert des nappes de pétrole à Sterlitamak dans la République Bachkire et d'importants gisements de minerai de fer à Komarovo-Zigazinsk (1).

L'*Extrême-Nord* de l'Union dispose maintenant de routes fluviales aménagées qui favorisent son industrialisation. La république *Yakoute* que traverse la Léna, possède également une ligne aérienne reliant Yakoutsk à Irkoutsk, près du lac Baïkal. C'est un pays de mines d'or. Plus à l'Ouest, Igarka, sur le fleuve Iénisseï, est un centre d'industrie forestière, comme la péninsule de Kola où on a exploité également les fameuses apatites de Khibiny (2).

Les Romains commençaient par construire des routes. Les Russes, eux, fondent de nouvelles villes, même dans le désert. On y accède comme on peut, et les vivres, les matériaux de construction, les matières premières ont encore plus de peine à y arriver que les hommes.

Au cours de la période quinquennale, 57 villes entièrement nouvelles ont surgi entre Bakou et Mourmansk, entre Irkoutsk et Kiev. Elles comptent dans l'ensemble 2 millions d'habitants, et ne cessent de s'accroître. Le plus souvent, elles sont construites autour d'une usine, comme autrefois les agglomérations se formaient autour

(1) *Summary, op. cit.*, p. 260.

(2) *Ibid.*, p. 261-2.

du château. La plus prodigieuse est certainement *Khibi-nogorsk* au centre de la péninsule de Kola, au 68^e degré de latitude Nord, qui n'avait en 1930 que 200 habitants, et en comptait 37.000, trois ans après, attirés par les gisements d'apatite, et par les mines de produits rares comme l'astraphilite, la lamprophilite, la molybdénite, l'endialite (1), etc.

Dans le groupe métallurgique de l'Oural, *Magnitogorsk*, une ville de 200.000 habitants pourvue déjà d'organes scolaires, sanitaires et administratifs, s'élève sur l'emplacement d'un bourg cosaque, au pied de la Montagne aimantée dont les machines se sont emparées en 1931. Un an après, il y avait 90.000 ouvriers, construisant en même temps la ville et les usines.

A 80 kilomètres de là, *Tchéliabinsk* est construite autour de trois usines, et possède un quartier qui date seulement de 1929, comme l'immense Tractorstroï. Enfin, plus au Nord, appartenant à ce même groupe de l'Oural, *Sverdlovsk*, où la ville neuve compte déjà 82.000 habitants dont 32.000 ouvriers. La construction de l'Oural-machinstroï qui produira 150.000 tonnes de machines à fabriquer le papier et de machines d'imprimerie par an, a coûté des efforts inouïs. On reconnaît en U. R. S. S. qu'elle est « un monument aux morts (2) ».

A ce groupe de l'Oural correspond, en Sibérie, le centre houiller de Kouznetsk, où une ville nouvelle qui forme le pendant de Magnitogorsk a pris le nom de

(1) *Revue Économique*, op. cit., janvier 1934.

(2) DOMINIQUE, *Sibérie Rouge*, op. cit., p. 68.

Stalinsk. Non loin se trouve *Novo-Sibirsk*, l'ancienne Novo-Nicolaïevsk, qui, depuis 1926, remplace Omsk comme capitale de la Sibérie. Elle est située à 3.500 kilomètres de Moscou, à 70 lieues de la frontière mongole, sur l'Ob que remonte, chaque été, la flotte marchande venant de la mer Blanche ou Baltique, pour charger des marchandises et repartir vers l'Europe en doublant le cap Nord (1). Pour la construction de la ville qui compte aujourd'hui plus de 500.000 habitants, il n'y avait sur place que le bois. Et les travaux ont été faits dans de si mauvaises conditions que tout s'effrite déjà. Le palais du Léninisme recommencé onze fois menace toujours ruine, de sorte qu'on doit détourner les véhicules les plus lourds pour éviter qu'ils ne l'ébranlent (2).

Le style Le Corbusier domine. Il conviendrait parfaitement à ces villes abritant une société nouvelle, si partout la construction n'était abandonnée à partir du moment où elle constitue un abri suffisant. Et quand l'architecture moderne n'est pas aussi nette d'aspect que de lignes, elle paraît misérable.

Malgré la hâte avec laquelle on a voulu pourvoir la population des villes de logements à peu près satisfaisants, le rythme des nouvelles constructions n'a pu suivre l'accroissement de la population urbaine qui atteint 6 à 7 % par an (3). Dans un pays en voie d'industrialisation, on observe toujours ce mouvement des individus des campagnes vers la ville. La seule originalité du mou-

(1) FRÉDÉRIX, *op. cit.*, p. 54.

(2) DOMINIQUE, *op. cit.*, p. 56.

(3) JUGOV, *op. cit.*, p. 103.

vement soviétique, c'est son ampleur. En Allemagne, en Angleterre, aux États-Unis, entre 1900 et 1905, l'accroissement annuel de la population urbaine n'a jamais dépassé 3,3 %. Or, dès 1925, le taux est de 5,5 % (1) en U. R. S. S. et en cinq ans, la population de Moscou s'est accrue de 36 %, celle de Léninegrad de 38 %, celle de Novo-Sibirsk de 65 % (2), de Stalingrad 67 %, de Dniépropétrovsk 70 %.

Le même recensement de juillet 1931 comptait 148 villes de plus de 20.000 habitants, 66 villes de 40.000 à 100.000 habitants, et 46 villes de plus de 100.000 habitants (3). Depuis, le nombre de ces dernières surtout doit s'être accru, la plupart des villes industrielles, Gorki, Stalingrad, etc., s'étant vu adjoindre un nouveau quartier avec pour centre, une des vastes entreprises du Plan Quinquennal.

Le problème de l'industrialisation de l'U. R. S. S. déborde singulièrement le cadre des réalités économiques, la mise en valeur des ressources du pays n'ayant pas été sans entraîner un immense brassage de races, de passions et de cultures dont il est encore impossible, à l'heure actuelle, de prévoir les conséquences.

Du jour au lendemain, les populations du Kazakstan, du Turkestan, qui menaient depuis des siècles la même existence rudimentaire, se sont vues engager,

(1) GRINKO, *op. cit.*, p. 149.

(2) JUGOV, *op. cit.*, p. 103.

(3) MÉQUET, *op. cit.*, p. 149.

à grand renfort de banderoles rouges et de pouvoirs dictatoriaux, dans l' « édification du socialisme ». Mais faute d'une tradition capitaliste dont le régime soviétique sait admirablement se servir comme repoussoir, il a fallu éveiller l'esprit de nationalité, donner à chaque « territoire autonome », à chaque « république fédérée », le sens de ses intérêts économiques propres et, en accusant ainsi les rivalités locales, renforcer la puissance de la métropole (1).

Cette politique plus russe que socialiste (2) a aggravé l'antagonisme entre Moscou et des régions qui sont peut-être les plus évoluées et certainement les plus prospères du pays : l'Ukraine et la Transcaucasie. Le fer, le charbon, le blé de la région du Dniéper, le pétrole de la Géorgie et de l'Azerbedjan suffiraient à assurer l'indépendance de ces populations ou, tout au moins, leur bien-être, et elles s'irritent de se voir déposséder de leurs ressources qui servent à la construction de hauts fourneaux dans l'Oural et la Sibérie.

Encore que les 3/4 de ses capitaux fondamentaux datent de 1925, qu'elle doive malgré tout à Staline ses fabriques de machines et de produits chimiques et le gigantesque Dniéprostroï, l'Ukraine n'oublie pas qu'entre 1918 et 1921, elle a été une République démocratique libre, reconnue par l'Angleterre, la France, l'Allemagne et neuf autres pays.

En Transcaucasie, au plébiscite de 1918, près des 4/5 de la population s'étant prononcés pour la rupture avec

(1) PERCHERON, *op. cit.*, p. 81.

(2) *Ibid.*, p. 84.

la Russie, celle-ci reconnut la souveraineté de la Géorgie, de l'Azerbedjan et du Caucase. Depuis, toute velléité d'indépendance a été réprimée avec une sévérité qui a ancré ce peuple dans sa résistance malgré l'immense effort économique dont il a bénéficié.

Ainsi, les quelque 110 millions d'habitants de la Russie Blanche et de la Grande Russie, qui jouent le rôle de colonisateurs, se trouvent pris entre la sourde animosité des régions du Sud de Moscou, et l'Asie énigmatique dont le régime tsariste s'était bien gardé de secouer la torpeur.

Mais en Russie, l'enjeu comme le risque sont toujours démesurés. Si l'audace dont Staline a fait preuve en répandant le ferment du progrès technique, de la mer Noire jusqu'à la Chine, lui vaut la victoire, quelle ne sera pas la puissance des « États-Unis d'Asie » (1).

(1) PERCHERON, *op. cit.*, p. 79-80.

CHAPITRE II

ORGANISATION DE L'INDUSTRIE

L'économie soviétique s'est approprié un grand nombre de formes d'organisation capitalistes (1). « Car le socialisme n'est pas une invention, c'est l'assimilation et la mise en pratique par l'avant-garde prolétarienne, maîtresse du pouvoir, de ce qui a été créé par les trusts. » (Lénine.)

Mais les formes empruntées se sont étroitement adaptées à leur nouvelle fonction, tout en conservant souvent leur nom d'origine. Il en est ainsi, par exemple, des sociétés par actions qui ont perdu leurs caractères distinctifs, les décisions prises à la majorité — des actions ou des votes, peu importe — étant contraires au régime soviétique.

En échange, le contrôle ouvrier dans la direction des entreprises, quoique conforme aux principes marxistes, a dû être abandonné au profit de la direction unique, tellement les résultats étaient décevants. C'est que, plus on se rapproche de l'usine qui est la cellule de tout sys-

(1) La matière de ce chapitre est empruntée, pour une grande part, au remarquable ouvrage de Calvin B. HOOVER, *La Vie économique de la Russie Soviétique*, op. cit., chap. I et II.

tème industriel, plus les exigences économiques, qui sont sensiblement pareilles d'un pays à l'autre pour une même fabrication, l'emportent sur les considérations politiques.

En remontant vers les échelons supérieurs de l'organisation, la ressemblance avec les pays capitalistes s'atténue dans la mesure où l'ingérence de l'État dans le fonctionnement de l'industrie augmente et pose des problèmes dont l'économie soviétique est la première à devoir trouver la solution.

Les industries soviétiques se divisent, selon leur importance, en trois catégories : au bas de l'échelle, les industries locales, puis les industries de république relevant du Conseil économique de chacune des sept républiques de l'U. R. S. S. (1). Enfin, « les industries dont l'importance intéresse toute l'Union » qui représentent environ les 2/3 de l'ensemble de l'industrie et dépendent directement du *Conseil Supérieur de l'Économie Nationale* (ou V. S. N. Kha).

Au moment de sa création, pendant la période du communisme de guerre, ce Conseil Supérieur s'était vu attribuer la direction de tout le système économique ; mais, ses fonctions générales lui ayant été retirées, au

(1) L'U. R. S. S. se compose de sept Républiques dont la plus importante et la plus ancienne (elle date du 10 juillet 1918) est la R. S. F. S. R. (République Socialiste Fédérative des Soviets de Russie), qui comprend la Grande Russie, la Sibérie et un certain nombre de Républiques autonomes.

Les autres sont : la République Socialiste d'Ukraine, la R. S. S. de Russie Blanche, de l'Ouzbékistan, du Turkménistan, du Tadjikistan, et la R. S. F. S. de Transcaucasie, formée elle-même des trois Républiques d'Arménie, d'Azerbedjan et de Géorgie, autrefois indépendantes.

La Constitution fédérale soviétique date du 11 mai 1925.

début de la N. E. P. au profit du Conseil du Travail et de la Défense (ou S. T. O.), le Conseil Supérieur n'est plus actuellement qu'une sorte de commissariat pour l'ensemble de l'industrie.

Les entreprises industrielles n'en dépendent pas directement. Elles sont groupées en trusts qui, à leur tour, se réunissent à plusieurs, et forment un *combinat*. Celui-ci, placé sous l'autorité immédiate du Conseil Supérieur qui désigne ses organes de direction, nomme les directeurs du trust, dont le Conseil d'administration nomme les directeurs d'usine. A tous les degrés, c'est le Conseil Supérieur qui juge en dernier ressort de ces nominations. Il est aussi l'agent de liaison entre les diverses industries ; il contrôle l'établissement des prix de vente, surtout si l'acheteur est un organisme dépendant de lui ; il vérifie la répartition des profits et pertes de ses subordonnés, et dirige la reconstruction technique de l'industrie.

Mais la fonction essentielle du Conseil économique est celle d'organe supérieur du contrôle de l'État sur l'industrie, particulièrement en ce qui concerne l'exécution des directives gouvernementales.

Le Conseil assure également la direction générale de la formation du personnel technique industriel, et contrôle la répartition de ce personnel entre les entreprises. Une section spéciale, le *département de la direction technique de l'économie*, résout les problèmes concernant la technique de la production, comme la rationalisation et la standardisation industrielles, l'adoption des meilleures techniques étrangères, l'élaboration des plans d'ensemble pour l'industrie.

Au début, le Conseil Supérieur était divisé en sections correspondant chacune à une branche d'industrie déterminée, et contrôlant les entreprises, soit par l'intermédiaire des syndicats et des trusts, soit, en l'absence de ceux-ci, directement. Mais ce dernier cas a bientôt disparu, la tendance des entreprises à se grouper, pour échapper au souci de se procurer des matières premières et des crédits, ayant été encouragée par les dirigeants désireux d'appliquer le principe communiste selon lequel la production industrielle doit être assurée par des unités et des groupes d'unités toujours plus considérables. En 1929, le textile était syndiqué à 100 %, suivi de près par la plupart des autres branches d'industrie.

Ce *syndicat* régissant toutes les entreprises consacrées à la même fabrication, faisait donc double emploi avec la section spéciale du Conseil Supérieur, qui disparut, en transmettant au syndicat ses fonctions de contrôle. Pour consacrer cette évolution, le syndicat prit le nom de *combinat* (obiedinienie).

En effet, à l'origine, la raison d'être du syndicat avait été commerciale. Pendant les premières années de la N. E. P. l'État, ne sachant comment écouler les produits de ses usines, l'avait chargé d'en assurer la vente. Mais il perdit ces attributions à mesure que les coopératives de consommation se développèrent jusqu'à devenir « les seuls organismes de vente en gros et en détail des marchandises destinées aux masses consommatrices » (1).

Le *combinat* a pour fonction, en premier lieu, d'assu-

(1) C. HOOVER, *op. cit.*, p. 23.

rer la liaison entre les trusts et les usines qui dépendent de lui, et le reste de l'économie : industrie, commerce et banque. Il veille à la satisfaction des besoins de matières premières dont la rareté risquerait de compromettre le fonctionnement régulier des usines. Il établit le prix de revient de la production pour une quantité, une qualité et un délai de fabrication déterminés. C'est du combinat que dépend également la répartition des ressources financières entre les entreprises qui lui sont subordonnées : les actifs des trusts et des usines, le crédit bancaire, source importante du capital d'exploitation ; et enfin, les subventions budgétaires, s'il s'agit d'une industrie d'État.

Le combinat rassemble les observations faites par ses trusts et usines pendant l'application du plan de production pour l'exercice en cours et les transmet, par l'intermédiaire du Conseil Supérieur de l'Économie nationale, au Conseil du Travail et de la Défense, dont le Gosplan dépend. Celui-ci coordonne les renseignements fournis par tous les organismes économiques de l'Union et établit le plan de production pour l'année suivante en s'inspirant de la ligne générale définie par le Plan Quinquennal. Ce plan annuel est remis au Conseil Supérieur qui doit en contrôler l'application par ses subordonnés, les combinats, auxquels il appartient d'établir le programme de production pour chaque trust, celui-ci faisant de même pour chaque usine. A tous les degrés, l'organisme proposant le plan est responsable de son exécution, et le combinat répond devant le Conseil Supérieur de l'ensemble des résultats obtenus dans son ressort.

Cette grande responsabilité et les pouvoirs très éten-

des dont elle résulte, sont réservés aux combinats régissant une industrie « dont l'importance intéresse toute l'Union ». Un simple combinat de république, n'exerce que les fonctions primitives du syndicat, à savoir la fourniture des matières premières et la vente du produit.

Les combinats intéressant toute l'Union étaient au nombre de 26 en février 1930 (1). Il y en eut bientôt 45, nombre encore insuffisant, cette centralisation excessive imposant au combinat une charge de direction trop lourde pour être exercée dans des conditions satisfaisantes. A la suite du fameux discours prononcé par Staline le 23 juin 1931, les combinats « trop lourds par en haut » se dédoublèrent. En même temps le Conseil Supérieur fut divisé en Conseils distincts correspondant aux trois commissariats pour l'industrie lourde, pour l'industrie légère, et pour le bois, et les industries alimentaires furent rattachées à un nouveau commissariat : pour l'approvisionnement intérieur.

Entre les combinats et les usines, il y a un groupement intermédiaire dont le nom seul a été emprunté à une formation spécifiquement capitaliste : ce sont les *trusts*. Créés presque au lendemain de la Révolution, et régis par un décret d'avril 1923, leur statut ne différait pas beaucoup, à l'origine, de celui d'une de nos sociétés

(1) C'étaient les suivants : sidérurgie (usines anciennes), sidérurgie (usines nouvelles), houille, pétrole, outillage industriel, machines agricoles, automobiles, électro-technique, énérgo-centre (construction et administration de centrales électriques), textiles, cuir, métaux non ferreux, bâtiment, produits chimiques, constructions navales, tourbe, sucre, caoutchouc, minéraux non métalliques, allumettes, silicates (verre, porcelaine), papier, bois, tabac, corps gras, sel.

par actions, avec cette différence que l'organe essentiel était, non pas l'assemblée des actionnaires, mais l'État, propriétaire de l'entreprise, représenté par le Conseil Supérieur. Les dirigeants le reconnaissaient eux-mêmes : « Nous ne nions pas la nécessité d'emprunter au capital tout ce qui nous paraît bien venu, techniquement parfait, et ce qui a subi l'épreuve de l'expérience avec succès (1). »

Ces premiers trusts avaient pour principale fonction, la vente. Ils écoulaient leurs produits soit en gros, soit dans une série de magasins de détail comme ceux qui vendent encore à Moscou la bière, le tabac, la confiserie, la pâtisserie, fabriqués par un trust local, le Mosselprom.

Mais bientôt les trusts les plus importants se sont déchargés de cette activité commerciale au profit des syndicats qui en ont été dépossédés à leur tour, comme nous l'avons vu, par les coopératives de consommation. D'autre part, les rapports des trusts avec le monde extérieur, l'approvisionnement en matières premières, l'obtention de crédits sont, actuellement, du ressort des combinats.

Ainsi, le trust n'a plus qu'un rôle peu important en apparence, mais très nécessaire : celui d'intermédiaire entre le combinat et les usines. Celles-ci lui transmettent les données d'ordre économique, technique et financier qui servent à l'élaboration, par le Gosplan, du plan annuel ; et quand celui-ci entre en vigueur, le trust veille

(1) J. LESCURE, *La Révolution russe. Le Bolchévisme*. Gamber, Paris, 1929, p. 228.

à son exécution, par les quatre ou cinq usines dont il se compose. Il organise entre elles l'émulation socialiste, effectue les travaux de recherche et les expériences scientifiques dont une seule entreprise ne pourrait assumer les frais. C'est donc un poste de commandement subalterne et aussi, du point de vue financier, l'unité industrielle soumise à l'impôt sur les bénéfices et éventuellement subventionnée par le budget de l'État.

Pendant la période du communisme de guerre, l'industrie était tout entière inscrite au budget : elle livrait sa production à l'État et recevait de lui les matières premières, le combustible, et l'argent dont elle avait besoin. C'était pour le budget une charge extrêmement lourde, dont la N. E. P. le délivre, du moins en partie, en réorganisant l'industrie d'après les principes commerciaux et en l'obligeant à verser une partie de ses bénéfices au Trésor.

Actuellement, le montant de ce versement est fixé par la loi de juin 1927 modifiée en décembre 1929. Un premier prélèvement de 6,5 % en moyenne est destiné à une provision pour la dépréciation du matériel, provision dont les maxima ont été établis par des lois spéciales, selon les catégories : bâtiments en pierre, en bois, outillage, etc.

Le reste, constituant le bénéfice proprement dit, est réparti comme suit : 11,25 % sont versés au fonds pour l'amélioration des conditions d'existence des ouvriers du trust ; 25 % des bénéfices sont destinés à un fonds d'État spécial constitué à la « Banque des crédits à long terme pour l'industrie et l'électrification » ou *Prombank* ; 12,5 % des bénéfices sont conservés par le trust pour le dévelop-

pement de son capital, et obligatoirement déposés pour moitié à la Prombank ; 3,5 % des bénéfices sont réservés à l'orientation professionnelle et technique ; 1/4 % des bénéfices vont à un fonds d'encouragement destiné à être distribué entre les membres du personnel dirigeant du trust. Le reste, soit 47,5 %, est versé au Trésor.

En fait, cette taxation des bénéfices pour le compte de l'État n'est qu'un procédé de transfert des ressources d'une industrie à une autre. Les prix des produits de consommation, notamment, sont maintenus à un niveau assez élevé pour laisser aux entreprises qui les mettent sur le marché une marge importante de bénéfices. Ceux-ci vont ainsi pour moitié, sous forme de subventions budgétaires, à l'industrie lourde dont les produits sont vendus à bas prix afin de hâter la mécanisation du pays. Mais ce système a l'inconvénient de ne pas encourager les entreprises à réduire leur prix de revient : les unes n'y ont pas d'intérêt parce que, grands ou petits, les bénéfices ne leur profitent pas ; et les industries subventionnées s'habituent à compter sur la Banque d'État pour leur capital d'exploitation. Aussi, depuis 1931, les industries réalisant des bénéfices sont autorisées à en conserver une proportion plus forte qui s'ajoute à leur capital industriel. Et la diminution des recettes budgétaires, qui en résulte, est compensée par l'établissement d'un nouveau type de magasins de détail vendant à des prix beaucoup plus élevés.

Le trust garde donc à sa disposition au moins le huitième de ses bénéfices. Il arrive souvent qu'il reçoive aussi des subventions budgétaires plus élevées que le ver-

sement qu'il a fait à l'État sous forme d'impôt. Cela arrive surtout lorsque le trust est obligé de vendre ses produits au-dessous du prix de revient parce que l'État veut en faire profiter l'économie nationale. Ou bien, il est contraint d'exporter à un prix couvrant à peine le coût de production, des marchandises qui, sur le marché intérieur, lui auraient procuré d'importants bénéfices.

Le montant des bénéfices réalisés n'est donc pas un indice de la prospérité d'une industrie, ou de telle entreprise en particulier. Ce qui importe, c'est que le prix de revient par unité ne dépasse pas le prix spécifié dans le plan industriel et financier (*promfinplan*) et que la production remplisse les conditions de quantité et de qualité demandées, dans les délais prévus.

Le trust, comme le combinat, est directement administré par le Conseil Supérieur. Depuis la disparition du syndicat qui revêtait la forme d'une société par actions, celle-ci tend à disparaître de l'économie soviétique. On constitue encore une société par actions lorsqu'on veut obtenir des capitaux de toutes les usines intéressées pour éviter à une entreprise d'avoir à fournir à elle seule les capitaux nécessaires, ou à demander une subvention du Gouvernement, toujours longue à venir. Mais le vote de la majorité des actions n'est déterminant que s'il convient à l'entreprise dont les intérêts prédominent dans la société.

Une société par actions soviétique paie rarement des dividendes ; comme elle n'existe que pour servir d'autres industries, celles-ci préféreront acheter ses produits à bas prix pour diminuer leur propre coût de production. Si

malgré tout les bénéfices sont assez élevés, il peut être procédé à une augmentation de capital.

Les *usines* forment le premier degré de cette échelle administrative qui aboutit au Conseil Supérieur de l'économie nationale en passant par le trust et le combinat.

Au lendemain de la Révolution, le système du comité de direction avait prévalu : l'autorité et la responsabilité se trouvaient morcelées entre un président ouvrier désigné par le trust et révocable par lui, les représentants des ouvriers, et les délégués du Conseil d'administration du trust (1). Il en résultait d'interminables séances de discussion, et pratiquement l'absence de toute direction. Dans son discours de 1931 aux dirigeants de l'industrie, Staline rapporte les doléances des ouvriers qui ne peuvent travailler « s'il n'y a pas de patron à l'usine » — et il demande aux organisations du parti et aux *Profsoïouzs* (unions professionnelles) de comprendre enfin que « sans direction personnelle et sans fixations sévères de responsabilité assurant la bonne marche du travail, nous ne pouvons résoudre le problème de la reconstruction de l'industrie (2) ».

Actuellement, à la tête de chaque entreprise, il y a un directeur nommé par le trust avec l'approbation du Conseil Supérieur. Le syndicat ouvrier a le droit de protester, mais il n'en use guère car on le consulte avant de rendre la décision définitive. En fait, c'est l'avis de la cellule communiste qui est déterminant, le directeur étant dans l'usine le représentant du Parti. Par conséquent, il y

(1) MONZIE, *op. cit.*, p. 221.

(2) STALINE, *Discours sur le Plan Quinquennal*, *op. cit.*, p. 114.

a bien, dans chaque usine, les trois autorités constituant ce qu'on a appelé le *triangle de contrôle* de l'usine soviétique : le directeur, la cellule communiste composée de tous les membres du parti travaillant dans l'entreprise, et le comité d'usine ou *Fabkom*. Mais celui-ci, chargé de sauvegarder les intérêts ouvriers et de veiller à l'application des règles d'hygiène, n'est qu'une émanation du Parti qui surveille l'élection de ses membres. Il ne peut donc y avoir de conflit qu'entre le secrétaire de la cellule communiste, s'appuyant sur le Fabkom, et le directeur de l'usine, et ce ne sont jamais que des conflits de personnes, le directeur étant lui-même un membre du Parti, choisi par des autorités supérieures à la cellule d'usine. Le Gouvernement tend même à renforcer la position de la direction à l'égard de la cellule communiste, comme l'indique « l'ordre général sur le contrôle unique de la production » donné en 1929 non pas par un commissaire du peuple ou quelque autre organisme gouvernemental, mais par le Parti lui-même. La discipline, à l'intérieur du Parti Communiste étant irréprochable, les cellules d'usine ont accepté l'accroissement de l'autorité du directeur qui n'est plus, leur a-t-on dit, un ancien bourgeois dont on puisse suspecter le loyalisme : sorti des rangs ouvriers, il est, autant qu'un dirigeant syndical, pénétré de la foi communiste et de son devoir prolétarien. Un code très complet de protection du travail défend l'ouvrier contre toute mesure arbitraire : il ne peut être renvoyé qu'après trois avertissements officiellement enregistrés, la cellule ou le Fabkom ayant toute latitude de saisir la commission des conflits. Tant qu'elle a pour but l'augmentation ou l'amé-

lioration de la production, l'activité du directeur ne doit donc se heurter à aucune obstruction, celle-ci ne pouvant être que préjudiciable aux intérêts collectifs.

Mais le directeur d'une entreprise soviétique est-il porté à produire dans les meilleures conditions possibles ? La question de savoir si l'intérêt social est parvenu à remplacer l'intérêt personnel ne se pose en réalité que pour lui. La grande masse des ouvriers travaille, comme dans les pays capitalistes, pour le salaire. Car la nouvelle organisation des entreprises ne s'est pas faite au profit des ouvriers employés dans chacune d'elles, mais au profit de la collectivité entière ; l'industrie est *socialisée*, non pas *syndicalisée* (1). Et la différence entre un patron ordinaire et l'État n'apparaît donc qu'à la longue, lorsque la plus-value du travail de chaque ouvrier lui est restituée sous la forme d'une amélioration du sort collectif.

En échange, la situation du directeur d'entreprise est nettement différente de celle d'un administrateur de société capitaliste. La recherche du profit n'intervient plus qu'à titre accessoire. Le directeur ne participe pas aux bénéfices, et ceux-ci ne profitent qu'en partie à l'entreprise qui les a réalisés, le reste étant distribué à une autre usine ou à une branche d'industrie moins prospère. Il arrive aussi que le prix du produit soit diminué par le Gouvernement dont l'intervention directe remplace ainsi l'action progressive des « lois naturelles » qui, dans les pays capitalistes, finirait également par niveler des bénéfices trop élevés.

(1) J. LESCURE, *op. cit.*, p. 84.

En tout cas, le mérite du directeur soviétique ne se mesure aucunement au chiffre des bénéfices qu'il réalise. On lui demande d'exécuter le plan de production de l'entreprise, dans les conditions de quantité, de qualité, de délais, et de prix de revient prévus. Si le directeur parvient à produire à moindre frais, il lui en est tenu compte. Mais comme il peut à peine toucher aux salaires, il n'a que la ressource d'augmenter la productivité des ouvriers et des machines, et d'économiser le combustible, les matières premières.

Les questions d'ordre commercial, prix, achat et vente ne sont pas de son ressort. Les prix sont fixés par le Gouvernement, le ravitaillement de l'usine est fait par le trust, et les produits sont aussitôt absorbés par le marché où la demande est toujours insatisfaite et très peu variée.

Ce n'est donc pas en participant, avec le reste du personnel dirigeant, au fonds constitué par 1 / 4 % des bénéfices de son entreprise qu'un directeur soviétique se trouve récompensé de ses efforts. S'il est membre du Parti Communiste, son salaire ne peut dépasser 225 roubles par mois, limitation fortement atténuée d'ailleurs par le système du rationnement qui donne à l'argent une valeur différente selon la *fonction* de l'acheteur.

Il ne peut être question de détournements au détriment de l'État. Le contrôleur des dépenses et de la comptabilité financière est responsable non seulement devant le directeur du trust dont l'usine fait partie, mais aussi devant l'État. En outre, les mesures de répression sont terribles. Le tribunal qui juge selon une procédure sommaire, sans trop tenir compte de la loi, n'hésite pas à

punir les détournements d'une longue détention, et même de la peine de mort. S'il est communiste, le directeur peut être accusé par n'importe qui et sans la moindre formalité, au cours de l'opération d'épuration ou « tchistka » à laquelle le Parti se soumet périodiquement, et dénoncé au Guépéou.

Car le Parti Communiste contrôle l'industrie par l'intermédiaire du Gouvernement et des syndicats, mais aussi directement. Dans chaque unité de la vie économique soviétique il y a une cellule des membres du Parti, dont les autorités peuvent renvoyer par une mesure des plus sommaires, un directeur d'entreprise ne donnant pas satisfaction. L'exemple suivant montre combien le lien est étroit entre les questions économiques et l'activité du Parti : au début de l'année 1930, le directeur de l'usine Nadiejdinski, du trust métallurgique de l'Oural, ayant été jugé coupable d'inexécution systématique du programme de production, son renvoi a entraîné celui du secrétaire du Comité du Parti dans le rayon duquel se trouvait l'usine (1).

Il ne suffit donc pas que le directeur d'une entreprise soviétique remplisse convenablement son programme de production : il doit s'acquitter également de la tâche que lui octroie le parti. A ce prix, il aura accès au pouvoir qui « semble avoir remplacé dans la poitrine du bolchévik la lutte pour l'argent, la situation sociale et les agréments de la vie ». Les chances d'avancement sont considérables, et, à chaque degré, l'autorité et la responsabilité s'accrois-

(1) *Pravda*, 2 mars 1930. Cité par C. HOOVER, *op. cit.*, p. 16.



sent beaucoup plus vite que partout ailleurs. Ce pays, dont le développement n'est encore qu'ébauché offre des perspectives illimitées à un nombre encore restreint d'individus qualifiés.

Le zèle des chefs d'entreprise est constamment stimulé par le pouvoir central qui leur enjoint de faire appel à l'initiative des ouvriers, à l'émulation socialiste, pour venir à bout de toutes les difficultés auxquelles se heurte la production soviétique : l'insuffisance des matières premières, des ouvriers qualifiés, des moyens de transport.

Mais, de l'avis même du Comité Central du Parti (1), « l'esprit et la méthode bureaucratique des organes de direction » paralysent le développement de l'économie. Il n'y a pas d'exemple au monde d'un pareil épanouissement de la bureaucratie. Tout l'appareil de production, jusque dans ses ramifications les plus lointaines, est doublé d'un réseau parasitaire qui étouffe les initiatives et absorbe les profits. Pour trois ou quatre hommes qui agissent, il y en a un qui enregistre, et cet écrit fait l'objet d'un contrôle avant de servir à l'établissement d'une statistique. Dans les campagnes, la tyrannie des comptables ignorants et inutiles n'a pas été sans augmenter la méfiance des paysans à l'égard du régime (2).

Et le commerce, comment fonctionnerait-il convenablement quand une marchandise est arrêtée dix fois, et chaque fois examinée, évaluée, inscrite, avant d'atteindre le consommateur ?

(1) Appel adressé le 3 septembre 1930 aux membres du Parti, aux Syndicats et à tous les jeunes gens. M. FARBMAN, *op. cit.*, p. 105-6.

(2) M. PERCHERON, *op. cit.*, p. 45.

Mais où l'emprise bureaucratique prend toute son ampleur, c'est dans l'industrie — dont l'organisation compliquée, la comptabilité établie par degrés pour qu'une erreur ou un détournement puissent être immédiatement localisés, favorisent l'accroissement du nombre des employés.

L'industrie manque de techniciens, mais il arrive souvent, écrit le journal *Za Indoustrialisatsiou* du 28 avril 1933, que « les ingénieurs se trouvent concentrés dans les trusts, les directions d'usines, et qu'ils s'occupent de paperasserie au lieu d'activité productrice ». Ainsi, au trust charbonnier « Stalinoougol », sur 343 ingénieurs, 212 sont employés à l'administration (1). (*Pravda*, 8 juin 1932.)

Dans les usines métallurgiques il y a, en 1932, un employé pour 7 ouvriers (*Pravda* du 19 mars 1933), et à l'usine des tracteurs de Stalingrad, 3.149 employés pour 13.305 ouvriers, soit un employé pour 4,2 ouvriers. Au combinat de Nijni-Taguil, selon *Za Indoustrialisatsiou* du 10 août 1932, « il y a 9.000 ouvriers et 3.800 employés dont 259 chefs de section et adjoints. Le directeur est entouré d'un conclave de 3 suppléants et de 14 adjoints... Toute cette foule de bureaucrates passe son temps à réorganiser, à modifier, à recommencer. Chaque réorganisation s'accompagne d'interminables débats et, chaque fois, l'appareil cesse de fonctionner pendant des mois. (1) »

Un mois après, le même journal ajoute : « L'emploi de comptable ou de statisticien est souvent donné à des gens

(1) P. BERLINE, *op. cit.*, p. 262.

sans aucune préparation spéciale, ce qui fait que, où il faudrait une seule personne capable, on en met deux ou trois.

Si le prix des grandes constructions est tellement plus élevé en U. R. S. S. que dans les autres pays, c'est, pour une grande part, à cause de l'exagération des frais d'administration. On a calculé qu'ils représentent 14,7 % du coût total des constructions ; et il n'est pas rare que le nombre des employés atteigne 15 % de l'effectif des ouvriers, alors que la proportion ne dépasse jamais 6 % en Allemagne. (*Sloïïndoustria*, n° 3 de 1930) (1).

Les dirigeants soviétiques n'ignorent pas que cet envahissement de l'industrie d'État par la bureaucratie risque de mettre en échec le développement économique du pays, comme il s'oppose à la compression des prix de revient sans laquelle l'industrie russe est condamnée à toujours produire à perte. Mais les mesures prises jusqu'ici n'ont pas donné de résultats appréciables.

Comparé à l'essor de la grande industrie, celui des *coopératives de production* (2) est considérable. Les artisans qui produisaient dans des conditions souvent très primitives, ont été poussés à entrer dans des coopératives sur lesquelles l'État, préoccupé surtout de l'industrie lourde, s'est déchargé en partie du soin de produire les objets de grande consommation. Il leur a cédé de petites usines et des ateliers payables à long terme, leur a assuré le concours de techniciens, d'ingénieurs, et le mouvement s'est rapidement développé. Au cours de la période quin-

(1) P. BERLINE, *op. cit.*, p. 261.

(2) *Monthly Review*, décembre 1933.

quennale, le nombre des membres s'est accru dans la proportion suivante :

	Nombre des membres	Pourcentage par usines et ateliers
1928.....	792.800	35,5
1929.....	1.182.700	40,9
1930.....	1.566.000	55,1
1931.....	1.628.400	71
1932.....	1.609.300	72

A l'heure actuelle, il y a environ 15.000 coopératives de production dont le capital atteint 14.075 millions de roubles. Les moyens techniques s'étant beaucoup améliorés, la production a presque sextuplé, en valeur, entre 1928 et 1932 : elle a passé de 895 millions de roubles à 5.507 millions.

Environ les 2/3 des produits sont vendus aux coopératives de consommation, et le reste est distribué par les magasins de l'État ou ceux des coopératives de production. Au cas où l'État a fourni les matières premières, tous les produits fabriqués doivent lui être réservés.

Chaque coopérative est dirigée par un bureau élu par l'assemblée générale des membres, et contrôlée par un Comité de Contrôle également élu. Les représentants des districts et des régions élisent le bureau de la Fédération qui groupe toutes les coopératives de production de l'Union.

Sans la pléthore de fonctionnaires qui coûte à l'écono-

mie soviétique une somme d'argent et d'énergie bien supérieure aux résultats obtenus, l'organisation industrielle pourrait-elle donner satisfaction ?

Les avis sont partagés. Selon Lucien Laurat (1), « l'oligarchie bureaucratique » ne disparaîtra qu'avec le régime de Staline, car il s'agit d'une nouvelle classe exploiteuse qui consomme, comme autrefois les capitalistes, la plus-value de la production industrielle.

Mais, pour d'autres auteurs, le mal procède surtout de la concentration excessive des organismes industriels et de la préparation encore insuffisante de la plupart des employés. Si l'organisation soviétique de la production paraît compliquée, elle ne l'est pas plus que celle de certains grands trusts d'Amérique et d'Europe (2). Et en quinze ans, elle a acquis une homogénéité remarquable en modelant à son usage les formes empruntées à l'économie capitaliste.

L'économiste américain, Calvin B. Hoover (3), n'hésite pas à conclure qu'une fois corrigé, assoupli, « le système d'organisation actuel peut permettre la production en masse dans la mesure nécessaire aux besoins fondamentaux du standard d'existence de l'ouvrier moderne ».

(1) P. 165 et suiv.

(2) P. DEVINAT, *op. cit.*, p. 218.

(3) P. 44.

CHAPITRE III

LE POINT CRITIQUE : MAIN-D'ŒUVRE ET CADRES TECHNIQUES

Pour situer à leur véritable échelle les problèmes que pose l'industrialisation de l'U. R. S. S., il n'est pas inutile de rappeler le caractère démesuré du pays.

Pour une étendue de 46 fois la France, la Russie n'a qu'une population de 4 fois supérieure : 7,6 habitants par kilomètre carré. Mais le taux d'accroissement annuel est le plus élevé du monde. Alors que 2 millions et demi d'individus s'ajoutent chaque année aux 370 millions peuplant le reste de l'Europe, l'accroissement de la population de l'U. R. S. S. est de 3 millions et demi d'habitants pour 150 millions, soit, tous les ans, l'équivalent de la population du Danemark (1).

On comprend que les dirigeants soviétiques aient hâté l'industrialisation du pays pour permettre au système économique d'absorber un supplément de main-d'œuvre aussi considérable. Le régime lui-même y trouve son compte, des prolétaires organisés étant plus directement soumis à l'influence gouvernementale.

[1] GRINKO, *op. cit.*, p. 149.

Aussi le Plan Quinquennal a-t-il prévu une augmentation très rapide des effectifs du prolétariat, qui devaient passer de 11,59 à 15,8 millions au cours de la période quinquennale (1). En fait, on comptait, en 1932, 22,8 millions d'ouvriers et d'employés, ce qui représente un excédent de 44,7 % par rapport aux prévisions du Plan (2).

Devant l'accroissement inattendu de l'offre de travail, qui a résulté de l'envergure des travaux entrepris, le chômage n'a pas tardé à céder. Le Plan estimait que le nombre des chômeurs inscrits devait baisser en 5 ans de 1,6 million à 511.000 (3). Or, dès le début de 1930, les ouvriers à peu près capables ne représentent que 10 à 12 % des chômeurs : sur un total de 725.000, il y a 231.000 paysans et 415.000 femmes et jeunes gens (4). A la fin de l'année, le chiffre prévu par le Plan pour la dernière année de la période quinquennale est atteint et le chômage solennellement abrogé (5).

Bientôt, « dans ce pays où tout manquait sauf les hommes, les hommes manquent aussi (6) ». A quoi tient ce retournement de la situation dont pâtissent les entreprises toujours à court de main-d'œuvre, et surtout le budget de l'État ?

D'une part, la collectivisation des campagnes exé-

(1) JUGOV, *op. cit.*, p. 90.

(2) *Summary, op. cit.*, p. 182.

(3) *Ibid.*, p. 187.

(4) FAREMAN, *op. cit.*, p. 71.

(5) PERCHERON, *op. cit.*, p. 36. Mais il y a encore à l'heure actuelle environ 11 millions de chômeurs, prisonniers politiques et ennemis de classe, dont la seule ressource est de travailler dans les forêts de Sibérie ou les steppes du Turkestan.

(6) FRÉDÉRIX, *op. cit.*, p. 155.

cutée à une allure bien plus rapide qu'il n'était prévu, retint ou rappela à la campagne tous ceux qui y avaient quelque lien, c'est-à-dire que non seulement les membres des familles paysannes rentrèrent au village pour aider à la culture mécanisée dans les fermes collectives et les fermes d'État, mais comme la crise alimentaire allait s'aggravant, elle chassa des villes tous ceux qui purent trouver leur subsistance ailleurs. Le système des Kol-khozes était, de ce point de vue, des plus avantageux puisque, pendant les premières années, les bénéfices furent répartis non pas entre les individus véritablement nécessaires à la culture, mais au prorata, entre « mangeurs » (1).

D'autre part, le gigantesque programme de construction industrielle a absorbé un nombre d'ouvriers croissant d'autant plus rapidement que leur rendement avait plus de peine à rejoindre le niveau prévu. Sans compter que la création du combinat Oural-Kouznetsk, décidée un an après la ratification du Plan Quinquennal, a drainé une partie de la main-d'œuvre vers la Sibérie. Ainsi à Kouznetsk (2) :

En 1929	il y avait	3.039	ouvriers
En 1930	—	14.249	—
En 1931	—	38.719	—
En 1932	—	46.886	—

A Magnitogorsk, pendant la première année, « l'Asie, l'Europe et les États-Unis ont déversé leurs équipes sur les plus vastes chantiers du monde ». Il est venu même des

(1) JUGOV, *op. cit.*, p. 167.

(2) DOMINIQUE, *Sibérie rouge, op. cit.*, p. 137.

nègres de Louisiane (1). Mais par suite des atroces conditions d'existence — pendant les longs mois d'hiver, il y a 50 degrés de froid — et aussi du développement des travaux, on ne tarde pas à manquer de troupes et, sur ce « front » essentiel, la construction perd six mois. Le Magnitostroï envoie des agents recruteurs dans toute la Russie, paie les ouvriers depuis leur point de départ, les décharge des frais de route. Il ne peut donc être question de choisir les plus aptes au travail qui leur est demandé, et en 1933, sur 90.000 ouvriers, il y a seulement 35.000 individus de plus de 23 ans et 55 % sont des Tartares n'ayant jamais manié dans leur vie que la hache (2).

C'est dans l'industrie lourde que l'accroissement de la main-d'œuvre a été le plus considérable, jusqu'à dépasser de 57 %, en 1932, les prévisions du Plan (3). Voici quelle a été, pendant la période quinquennale, la répartition de la main-d'œuvre entre les différentes branches de la production (4) :

	1928 (en milliers)	1932 (en milliers)	1932 en % de 1928	Accroisse- ment en % du total
Dans l'ensemble de l'économie nationale.....	11.599	22.804,3	196,6	100
Dans la grosse industrie..	3.726	6.311,1	201,9	28,4
Dans l'industrie du bâtiment	723	3.125,8	432,3	21,4
Dans l'agriculture et l'industrie forestière	2.007	3.905,1	194,6	17,4

(1) FRÉDÉRIX, *op. cit.*, p. 156.

(2) *Ibid.*, p. 153.

(3) MÉQUET, *op. cit.*, p. 212.

(4) *Summary, op. cit.*, p. 186.

Dans toute l'Union, les chantiers, les entreprises rivalisent pour attirer les travailleurs disponibles. On embauche même les ouvriers dont la carte de travail a été retirée par suite d'une infraction quelconque au règlement d'une usine, même les paysans dont le concours n'est que saisonnier, de sorte que le peu qu'ils apprennent aux dépens des machines et du rendement du travail est aussitôt perdu pour l'industrie.

Cet avilissement de la qualité de la main-d'œuvre n'est pas la seule conséquence de la pénurie de « matériel humain » qui tient ouvertes jour et nuit les Bourses du Travail intitulées depuis la liquidation du chômage : Organes de répartition des cadres de main-d'œuvre (1). En même temps, la participation des femmes à la production industrielle s'accroît, et c'est surtout dans les professions qui ne passaient pas pour leur convenir. Si, dans l'ensemble, la proportion de la main-d'œuvre féminine a passé du quart au tiers, dans les houillères elle passe de 9,7 % en 1926 à 14,5 % en 1931, dans la métallurgie, de 9,6 à 17,4 %, et dans les constructions mécaniques de 9,3 à 18,9 %. La place des femmes dans le travail qualifié a sensiblement augmenté, et leur proportion dans le personnel technique supérieur a plus que doublé — de 3,1 à 7,4 % ; à l'heure actuelle, plus de 100 femmes dirigent de grandes entreprises (2).

Une troisième conséquence de l'accroissement de l'offre de travail est la « fluidité » de la main-d'œuvre. Le

(1) MÉQUET, *op. cit.*, p. 94.

(2) *Ibid.*, *op. cit.*, p. 154.

nivellement des différentes catégories de salaire, le système du rationnement, et aussi l'abondance d'argent sans contre-partie de marchandises ont engagé les ouvriers à se porter de préférence aux endroits les plus favorables comme conditions d'existence et de travail (1).

Il y a peu d'entreprises où on ne change pas au moins 30 à 40 % des ouvriers en six mois ou même en trois mois (2). En 1930, dans le bassin charbonnier de Moscou, 31.000 hommes sont arrivés et 28.000 en sont partis (3). Dans l'Oural, au cours des cinq premiers mois de 1931, il y a eu 91,7 % d'ouvriers nouveaux. Mais c'est le Donetz, dont on connaît l'importance dans le système économique russe, qui a le plus souffert de cette instabilité. Pendant la première moitié de 1929-30, 178.000 hommes sur un total de 225.000 ont fui le terrible travail des mines. Comme il aurait fallu au moins 230.000 ouvriers, on a fait venir un millier de chômeurs allemands des mines de la Ruhr, à titre d'essai : au bout de quelques semaines, ils étaient repartis (4).

Au Congrès des Ouvriers des Industries Métallurgiques et charbonnières, on a rapporté qu'au Donbass, pour un ouvrier, il y a 2,3 m² de surface-logement, et au Kousbass, 0,3 m², ce logement étant constitué la plupart du temps par des huttes ou des cabanes (5). Et Tchelitchev, le remplaçant du Commissaire du peuple au Tra-

(1) C. HOOVER, *op. cit.*, p. 334.

(2) STALINE, *Discours sur le Plan Quinquennal*, *op. cit.*, p. 173.

(3) JUGOV, *op. cit.*, p. 99.

(4) KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 212.

(5) *La Vie Économique*, 1^{er} juillet 1931. Cité par JUGOV, *op. cit.*, p. 99.

vail, a reconnu que les causes de la fluidité se trouvaient dans : « La réglementation insuffisante de l'alimentation sociale, dans l'insuffisance des logements, dans l'absence de la régularisation des salaires et dans l'organisation défectueuse du travail (1). »

Mais les mesures qui ont été prises pour arrêter l'exode des ouvriers ont servi bien moins à améliorer les conditions d'existence et de travail qu'à attacher en quelque sorte le travailleur à l'usine. Depuis les deux décrets des 7 septembre et 11 octobre 1930, le changement de lieu de travail est puni d'une amende et même de la privation du droit de travail pendant quelques mois. Les ouvriers semi-agricoles recrutés par les fermes collectives pour les mines, pour l'industrie forestière qui en a employé 1,5 million en 1931, et le bâtiment qui en a employé 2,5 millions, sont liés à l'usine pour six mois, et les ingénieurs par un contrat d'un ou deux ans dont la rupture peut leur valoir la prison (2). On instaure des livrets de travail où toutes les infractions au règlement intérieur de l'usine sont inscrites (3). Et un décret du 25 décembre 1932 rétablit le passeport individuel, comme au temps des tsars (4).

Le besoin de main-d'œuvre justifie, aux yeux des dirigeants soviétiques, le rétablissement du travail des femmes dans le sous-sol et du travail de nuit des femmes et des enfants, malgré l'interdiction formelle du Code du

(1) MÉQUET, *op. cit.*, p. 148.

(2) FRÉDÉRIX, *op. cit.*, p. 156.

(3) *Rabotchaïa Moskva*, 3 janvier 1931. Cité par Jugov, p. 98.

(4) LESCURE, *op. cit.*, p. 113.

Travail (1). Et en même temps, par une contradiction fréquente dans un régime qui doit concilier les exigences économiques et les préoccupations d'ordre doctrinal, la journée de 7 heures est adoptée par un nombre croissant d'entreprises. Dès 1930, elle est appliquée à 62 % des ouvriers de la grande industrie, et en 1932, dans son rapport au XVII^e Congrès du Parti Communiste, Staline peut annoncer que toute l'industrie de la surface bénéficie de la journée de 7 heures (2).

Théoriquement, il en est ainsi. Mais par suite de la pénurie de main-d'œuvre, il aurait fallu une amélioration considérable du rendement individuel pour achever dans les délais prévus l'énorme tâche que s'est donnée l'industrie. Aussi les *brigades de choc* ont-elles travaillé 8, 9 et même 12 heures par jour (3), leur devise étant qu'« on ne travaille pas à l'heure ni à la semaine, mais comme le demande la Révolution ».

On peut se demander quel aurait été le sort du Plan Quinquennal sans la « trouvaille géniale » de *l'émulation socialiste*. Dans un article datant de 1918, Lénine avait prévu que « le socialisme non seulement n'anéantit pas l'émulation mais permet de l'employer en masse », et vers la fin du communisme de guerre, les syndicats professionnels avaient tenté de lancer un mouvement de « propagande » pour la production. Mais tant qu'elle fut

(1) JUGOV, *op. cit.*, p. 98.

(2) STALINE, *Deux mondes. Bilan capitaliste, bilan socialiste*, Paris, 1934, Bureau d'Éditions, p. 43.

(3) *Troud* du 18 septembre 1930 : *Za Indoustrialisatsiou* du 1^{er} octobre 1930 ; *Pravda* du 13 mai 1931. Cité par JUGOV, *op. cit.*, p. 97.

imposée d'en haut, l'émulation se heurta à l'indifférence et même à l'hostilité des travailleurs (1).

C'est des rangs mêmes de la classe ouvrière que jaillit l'idée d'appliquer à la production industrielle l'esprit de compétition. « Les ouvriers de Krasnyvyborjets ont été les initiateurs de l'application de l'émulation socialiste. Les ouvriers de l'usine « Prolétaire » ont eu l'idée de la « journée d'industrialisation », de la « journée d'impulsion ». Les ouvriers de l'usine Karl Marx ont été les initiateurs des « contre-plans financiers ». Les ouvriers de « Electroapparat » ont lancé l'idée de la campagne fédérale pour la qualité des produits. Les ouvriers de l'usine de la Baltique ont lancé l'idée de l'émission du troisième emprunt d'industrialisation (2). »

Si l'émulation socialiste a gagné rapidement les rangs des Jeunesses Communistes, et bientôt le Parti lui-même qui, en avril 1929, au cours du XVI^e Congrès, a enjoint à tous les travailleurs de se rallier à ce mouvement, les résultats pratiques ne datent que de la formation des brigades de choc. Composées d'*oudarniks*, ouvriers champions, elles s'astreignent à travailler d'une façon plus intense, à produire plus que la quantité prescrite, à moindres frais, avec le minimum de matières premières et de combustible (3). Dans le pays, elles jouissent de la même popularité que les équipes de football en Occident (4) ; les journaux publient les photos et les chiffres des

(1) MÉQUET, *op. cit.*, p. 221.

(2) *Bolchevik*, 1930, n° 5. Cité par MÉQUET, *op. cit.*, p. 222.

(3) FARBMAN, *op. cit.*, p. 38.

(4) Marc CHADOURNE, *Vu*, 18 novembre 1931.

records des oudarniks qui, à l'intérieur de l'usine ne semblent pas beaucoup plus populaires que les « entraîneurs » de l'usine capitaliste dont ils ont pris la place (1).

Les plus enthousiastes des oudarniks sont les Komsomols, ou Jeunes Communistes. Comme ils n'ont jamais connu d'autre régime que celui-ci qui fait appel à l'ardeur et au mépris du confort inhérents à leur âge, en leur offrant des occasions illimitées de se distinguer, le dévouement des quelque 100 millions d'individus nés depuis 1906, c'est-à-dire ne possédant aucune expérience personnelle de l'avant-guerre, est absolu (2). C'est grâce à ces jeunes gens que le Donetz a pu remplir à peu près son programme quinquennal. Lorsque Molotov, inspectant les mines en 1930, constate que la production a augmenté seulement de 39.658.000 à 46.651.000 tonnes depuis l'année précédente, c'est aux Jeunesses Communistes d'Ukraine qu'il enjoint d'envoyer leurs meilleures brigades (3).

Dans le bassin charbonnier de Moscou, la situation n'est pas meilleure : les ouvriers demandent de l'aide aux Komsomols de la capitale, qui envoient 300 travailleurs

(1) C. HOOVER, *op. cit.*, p. 246.

(2) K. MEHNERT, *La Jeunesse en Russie Soviétique*, Grasset, Paris, 1933, p. 3.

(3) Par le même décret « tous les directeurs du trust du charbon de l'Union sont congédiés : les troupes du G. P. U., sont chargées de l'épuration : la moitié des étudiants de troisième et quatrième année à l'École des mines doivent passer un an dans le bassin du Donetz ; le Gouvernement Soviétique, le Conseil des commissaires du peuple doivent préparer de nouveaux plans en cinq jours et donner des instructions pour que les salaires fussent augmentés ainsi que les primes, et l'approvisionnement en vivres amélioré ». KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 213.

de choc, grâce auxquels la production de charbon augmente chaque jour de 7 % (1).

Au meilleur oudarnik, « on décerne un diplôme ou des primes, ou un costume neuf, ou une balalaïka ou un voyage à Léninegrad, ou un séjour dans le Caucase (2) ». Mais le plus souvent les récompenses sont attribuées par équipe, ou encore à l'usine dont les résultats ont été supérieurs aux prévisions. Ainsi dans les *Izvestia* du 1^{er} octobre 1930, on peut lire que l'usine Amo de Moscou, ayant dépassé le plan de 3 %, reçoit 750.000 roubles pour la construction de maisons ouvrières. L'usine Karl-Marx de Léninegrad qui a achevé sa tâche en onze mois reçoit 750.000 roubles pour bâtir un réfectoire et une salle de réunion. Les usines métallurgiques Ilytch à Kharkov, ayant achevé leur plan annuel le 23 septembre et « donné au pays une production valant 58 millions de roubles », quatre de leurs ouvriers champions et deux ingénieurs sont envoyés à l'étranger en voyage d'études (3).

Ce que la contrainte n'aurait pu faire, l'intense propagande en faveur du Plan l'a obtenu du peuple le plus indolent, le plus incapable d'un effort suivi. Si on exclut la première année de la période quinquennale, pendant laquelle le mouvement d'émulation s'est répandu et organisé, et la dernière année déjà empreinte d'une certaine lassitude, on peut assurer que le peuple russe a vécu pendant plus de deux années sous le signe de l'enthousiasme et de l'abnégation. Que sont, en effet, les récompenses déri-

(1) K. MEHNERT, *op. cit.*, p. 75.

(2) VAILLANT-COUTURIER, *op. cit.*, p. 33.

(3) Cité par FARBMAN, *op. cit.*, p. 39-40.

soires accordées à quelques ouvriers de chaque usine, en comparaison des sacrifices consentis par les masses ? Sans la mystique du Piatiletka, jamais elles n'auraient supporté les pires restrictions alimentaires, les habitations de fortune, le terrible hiver sibérien, et la tension, la fièvre que la propagande gouvernementale a entretenues dans le pays entier. Même les auteurs les plus opposés au régime soviétique ont reconnu la « force créatrice (1) » de l'élan, non pas spontané mais certainement conscient, qui a abouti à l'exécution du Plan Quinquennal.

Il est rassurant de penser qu'au pays du matérialisme absolu la partie dans laquelle se trouvaient engagés la prospérité et le sort même du régime ait été gagnée par l'ardeur mystique de la population.

Mais aussi habilement entretenu qu'il soit, l'enthousiasme ne peut pas indéfiniment « remplacer la technique (2) » ni suppléer à l'insuffisance des cadres de spécialistes. La gravité de ce problème semble avoir échappé au Gosplan. Il évaluait le nombre d'ingénieurs nécessaires à la réalisation du Plan Quinquennal au double du nombre de 1928, soit à 41.500, le nombre des techniciens à former pendant 5 ans à 20.000, des mécaniciens à 50.000, des agronomes à 23.000 et des ouvriers qualifiés à 2 millions (3).

Et comme, pendant la première année, l'activité industrielle est demeurée limitée aux anciens centres de production, la poignée de techniciens dont on disposait a

(1) H. ROLLIN, *Revue Pol. et Parl.*, *op. cit.*, p. 35.

(2) FRÉDÉRIX, *op. cit.*, p. 210.

(3) JUGOV, *op. cit.*, p. 94.

paru suffire. Mais au fur et à mesure de l'exécution du Plan, cette illusion s'est dissipée. Les nouvelles entreprises étant pourvues de l'outillage le plus perfectionné, de ces machines automatiques exigeant de l'ouvrier une culture mécanique générale, leur mise en service a été des plus laborieuses et le problème des cadres techniques est devenu, de l'aveu même de Staline, « un problème de vie ou de mort (1) ». Il est apparu nettement que la réalisation du Plan allait être impossible sans 1.200.000 ingénieurs, techniciens, mécaniciens et agronomes, et plus de 3 millions d'ouvriers qualifiés (2).

Voici quelle était la situation au début de la période quinquennale : l'industrie, abstraction faite des cadres administratifs, comptait 24.200 ingénieurs et techniciens, ce qui représentait 0,92 % du nombre total des ouvriers. Mais il n'y avait que 13.700 ingénieurs proprement dits, soit 0,52 pour 100 ouvriers, alors qu'en Allemagne, en 1925, on en comptait 1,38 %. Dans les constructions mécaniques, l'U. R. S. S. avait 1,48 % de spécialistes, et l'Allemagne 3,77 — et dans l'industrie chimique, 1 % contre 3,14 %.

Pour les chemins de fer la situation n'était pas moins inquiétante : en 1926, on comptait 16.300 spécialistes de formation supérieure ou moyenne, soit 1,56 % des ouvriers. Le nombre des ingénieurs atteignait seulement 4.200, soit 0,43 pour cent ouvriers, la proportion étant au Japon de 0,7 %, et aux États-Unis (1927) de 1,6 % (3).

(1) *Discours sur le Plan Quinquennal, op. cit.*, p. 109.

(2) *JUGOV, op. cit.*, p. 95.

(3) *Summary, op. cit.*, p. 229.

Il fallait donc, par tous les moyens possibles et dans le plus court délai, suppléer à la carence d'ingénieurs, de contremaîtres et d'ouvriers spécialisés. Comme la plus expéditive des mesures intérieures ne pouvait donner de résultats avant un ou deux ans, on commença par faire venir des spécialistes étrangers. Le Japon avait déjà devancé l'U. R. S. S. dans cette voie comme dans celle de l'industrialisation précipitée : quelque 5.000 techniciens étrangers dont 1.200 Américains étaient venus, sans grand succès d'ailleurs, apprendre aux ouvriers nippons le maniement des machines importées (1). En Russie, par contre, la collaboration est rapidement devenue fructueuse, et les premiers résultats du Dniéprostroï, construit sous la direction de la *Hugh. L. Cooper Company*, de New-York, a encouragé les dirigeants soviétiques à multiplier les contrats dits d'assistance technique. Jusqu'à la fin de la période quinquennale, ils s'étaient assuré le concours d'une quarantaine d'entreprises américaines, principalement pour la métallurgie, les constructions mécaniques et l'électrification (2). Les Français ont construit seulement le combinat d'aluminium du Dniéprostroï. Quant aux techniciens allemands, ils sont venus en grand nombre, le plus souvent à titre individuel : sur les 6.500 spécialistes étrangers employés au cours de la période quinquennale, 4.500 étaient Allemands et 1.800 Américains (3).

La nouvelle industrie russe n'aurait pas aujourd'hui

(1) FRÉDÉRIX, *op. cit.*, p. 211.

(2) Cf. *Europe nouvelle*, du 9 mai 1931; p. 654-5.

(3) FRÉDÉRIX, *op. cit.*, p. 211.

l'envergure que nous lui connaissons sans le concours des ingénieurs étrangers (1). Les dirigeants n'en ont pas douté, si l'on en juge par les avantages qu'ils ont accordé aux techniciens capitalistes. Le fait que tout en contribuant à l'édification socialiste ceux-ci n'en profiteront pas, doit justifier, aux yeux de la population russe, les salaires très élevés (le plus souvent payables en devises étrangères) et les conditions d'existence exceptionnelles qui leur ont été consenties (2).

Même sans tenir compte des sacrifices financiers que représente ce traitement de faveur pour un pays momentanément pauvre, le recours aux spécialistes étrangers doit demeurer une mesure temporaire, pour ne pas compromettre l'indépendance économique de l'U. R. S. S. En 1929-30, au moment où l'insuffisance des cadres techniques est devenue aiguë, des mesures ont été prises pour la *formation accélérée de spécialistes russes* : on a d'abord ramené les études techniques, devenues uniquement pratiques et utilitaires, de 3 et 4 ans à 2 ans. Les nouveaux ingénieurs en savaient moins que les vieux ouvriers. Aussi a-t-il fallu revenir sur cette mesure simpliste et ramener la durée des études à un minimum de 3 ans (mai 1931). Toutes les écoles techniques ont été rattachées à une usine pour faciliter les travaux pratiques, et dans chaque usine, un atelier d'études a été réservé à la formation de spécialistes selon les méthodes de l'Institut Central du Travail de Moscou. Ainsi, parallèlement, des jeunes ingénieurs sortaient des écoles, à peu près comme

(1) LESCURE, *op. cit.*, p. 87.

(2) DELBOS, *op. cit.*, p. 76.

dans les autres pays, et, dans les grandes usines, un tiers ou la moitié des ouvriers, choisis parmi les meilleurs, recevaient un supplément de qualification (1).

Il en est résulté un accroissement considérable des contingents de l'enseignement technique de tous les degrés (2) :

Institutions	1928		1932		1932-33	
	Nombre des institutions	Nombre des étudiants	Nombre des institutions	Nombre des étudiants	Nombre des étudiants selon le Plan Quinquennal	Pourcentage de 1932 par rapport à 1928
Académies.....	1	200	23	9.000	}	313,3
Institutions supérieures d'enseignement technique et général.	129	159.800	645	492.300		
Écoles techniques....	1.650	253.600	3.096	949.200	327.000	374,3
Facultés ouvrières...	147	49.200	1.150	444.400	72.000	903,3
Écoles d'apprentissage	1.814	178.300	3.000	1.177.300	430.000	660,4

Voici, en ce qui concerne l'ensemble des spécialistes (ingénieurs et contremaîtres pour l'industrie et les chemins de fer, agronomes), les résultats numériques de cette formation précipitée (3) :

Formation supérieure		Formation moyenne		Total	
Fin 1928	Fin 1932	Fin 1928	Fin 1932	Fin 1928	Fin 1932
90.000	184.000	50.000	190.500	146.000	375.000

Si l'on compte uniquement les spécialistes travaillant

(1) *Summary, op. cit.*, p. 189.

(2) *Summary, op. cit.*, p. 231.

(3) *Ibid.*, p. 230.

dans l'industrie, y compris ceux qui n'ont qu'une formation pratique, leur nombre a plus que triplé au cours de la période quinquennale, passant de 100.000 à 332.100. En 1932, il y a donc 6,9 spécialistes pour 100 ouvriers, au lieu de 3,8 en 1928, la proportion des spécialistes diplômés étant de 2,5 au lieu de 0,92 %. Et le rapport entre ingénieurs et contremaîtres qui était de 2 : 1,6 atteint 2 : 2,8, ce qui permet une surveillance plus étroite de la main-d'œuvre (1).

Pendant la même période, le nombre des ouvriers qualifiés de l'industrie (sans les apprentis) a passé de 2,6 à 4,6 millions. Pour l'industrie lourde en particulier, il a doublé, et triplé pour les constructions mécaniques (2). Comme c'est encore très insuffisant, étant donné le rythme de l'industrialisation soviétique, on a multiplié les écoles d'apprentissage, ou de fabrique (*Fabsawulchi*). En 1922, elles comptaient 45.000 élèves, en 1928, 178.300 et en 1932, plus d'un million (3). Si l'on tient compte également de l'enseignement complémentaire (cours du soir et par correspondance), du nombre croissant d'instructeurs envoyés en province, et des divers Instituts de Moscou, Léninegrad, Kharkov, Sverdlovsk qui formaient dès 1930 une centaine de mille ouvriers par an, l'U. R. S. S. pourra disposer dans dix ans de 10 à 20 millions d'ouvriers qualifiés (4).

La nécessité vitale de pousser les travailleurs à aug-

(1) *Summary*, *op. cit.*, p. 233.

(2) MÉQUET, *op. cit.*, p. 155.

(3) K. MEHNERT, *op. cit.*, p. 61.

(4) DOMINIQUE, *Oui, mais Moscou...*, *op. cit.*, p. 114.

menter leur valeur technique a ébranlé une des positions les plus solides du communisme en rétablissant l'intérêt personnel. En effet, si le Plan Quinquennal avait été strictement appliqué, le manœuvre n'aurait eu aucune raison égoïste, donc déterminante, de se qualifier : les salaires devaient augmenter davantage pour les ouvriers les moins payés, pour qu'en 1933, les conditions d'existence du prolétariat soient à peu près uniformes. En fait, dès 1930, le système du rationnement, institué par suite de la rareté des produits de consommation et de la dépréciation du rouble, avait nivelé les salaires réels. Davantage encore, la pratique des « communes ouvrières » dans lesquelles les ouvriers mettaient leur paie en commun et en profitaient par parties égales, équivalait à une prime au moindre effort.

Staline n'a pas hésité à interdire ces formes de communauté. Et le 23 juin 1931, dans son fameux discours devant la conférence des dirigeants de l'industrie (1), il a fait le procès du « système erroné de « tarifs » et d'égalisation à tendance de gauche dans le domaine des salaires » qui a fini par supprimer la différence « entre le travail qualifié et celui qui ne l'est pas, entre le travail pénible et le travail facile (2) ». Il n'est donc pas étonnant que les ouvriers qualifiés cherchent d'usine en usine le bénéfice de leur valeur technique, et que les manœuvres ne s'attachent pas davantage à un travail dont ils n'attendent aucun avancement.

(1) *Les six tâches nouvelles de l'économie soviétique*, dans *Discours sur le Plan Quinquennal*, op. cit., p. 167 et suiv.

(2) STALINE, *Discours sur le Plan Quinquennal*, op. cit., p. 174.

En même temps, Staline enjoint aux dirigeants de l'industrie de réagir contre la tendance générale à confier la direction de la production industrielle à de trop jeunes ingénieurs, et de « manifester le maximum de soins à l'égard des spécialistes et techniciens de la vieille école qui se rangent délibérément du côté de la classe ouvrière (1) ».

A la suite de ce discours la différenciation des salaires a été réintroduite avec une rapidité qui dit assez combien elle est indispensable au développement de la production. Les traitements ont augmenté avec la quantité et la qualité du travail, toute une série de primes en nature ou en espèces venant récompenser les meilleurs ouvriers pour l'exécution ponctuelle du Plan (2), et poussant les autres à augmenter leur effort. Enfin, un décret du 20 septembre 1931, a introduit le travail aux pièces à titre obligatoire, dans les entreprises charbonnières et métallurgiques (3).

Ainsi, plusieurs des innovations introduites dans le domaine de la production industrielle, uniquement par obéissance à la doctrine communiste, sont supprimées. L'intérêt personnel, la responsabilité individuelle des ouvriers comme des directeurs, retrouvent leur importance, et les jeunes diplômés des écoles techniques n'accè-

(1) P. 200.

(2) Dans les usines de manganèse de Tchiatouri (Caucase) les ouvriers qui maintiennent leur rendement pendant toute l'année reçoivent une prime de 25 à 150 roubles prélevée sur un crédit de 18.000 roubles réservé à cet usage dans le budget de l'entreprise. KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 169.

(3) JUGOV, *op. cit.*, p. 95.

dent plus aux postes les plus élevés qu'après un stage de plusieurs années (1).

S'agit-il bien d'une « N. E. P. de Staline (2) », d'une trêve dans l'application des principes communistes, ceux-ci s'étant révélés trop éprouvants pour le développement de la production ?

Selon Calvin B. Hoover, la doctrine dont le régime soviétique s'inspire, ne pourra être appliquée intégralement que le jour où « le standard de vie de base de tous les travailleurs aura atteint un niveau acceptable même pour les travailleurs les plus cultivés (3) ». Ce qui équivaut à dire, avec certains révolutionnaires menchéviks, que le communisme convient seulement à une économie au moins aussi évoluée que celle des pays ne le pratiquant pas.

Tel n'est pas l'avis de l'économiste Georges Valois (4) qui voit dans les fameux « six points », non pas une dérogation à la doctrine, mais l'effet de l'ajustement de celle-ci à la réalité. Staline a compris que le seul fait de travailler pour la société ne suffit pas à convaincre chacun de fournir spontanément sa plus grande capacité de travail (5). S'il n'est pas stimulé et s'il n'obtient pas « un paiement proportionné à son propre paiement », l'homme de par sa nature même, sera plutôt tenté de ralentir son effort. Or, la tâche principale du socialisme n'est pas d'égaleriser le salaire pour obtenir une faible production

(1) ORDJONIKIZE, *op. cit.*, p. 162.

(2) DELBOS, *op. cit.*, p. 82.

(3) C. HOOVER, *op. cit.*, p. 33.

(4) Préface aux *Discours sur le Plan Quinquennal* de STALINE, 2^e édition.

(5) VALOIS, *op. cit.*, p. XXXI.

socialiste, mais de différencier les salaires en vue d'une grande production dont le bénéfice demeure entre les mains de la collectivité.

Il est certain que le discours de Staline autorisant le recours aux vieux stimulants individuels, a eu, du point de vue économique les plus heureux effets : la production industrielle qui, en février, mars et avril 1931 n'avait augmenté que de 2 à 5 % par rapport à la même période de l'année précédente, monta brusquement de 25 % en juin, de 30,4 % en juillet et de 33 % en août (1).

(1) MÉQUET, *op. cit.*, p. 101.

CHAPITRE IV

LES ÉLÉMENTS SACRIFIÉS :

RENDEMENT, PRIX DE REVIENT ET QUALITÉ

Comme les facteurs « qualificatifs » ne s'improvisent ni ne s'importent, l'industrie soviétique les a négligés. Ce n'est pas qu'on ait douté de leur importance. Mais il fallait choisir entre édifier en cinq ans, sur toute l'étendue du pays, une industrie à peu près en état de produire, ou procéder par étapes, en consolidant à mesure les positions acquises. Le pouvoir central a jugé qu'une œuvre même discutable mais gigantesque aurait plus de chances de rallier une population facilement éblouie et si rétive à l'esprit de méthode.

Mais, à présent, la mentalité populaire doit rejoindre le progrès technique, sans quoi jamais l'industrie soviétique n'aura de stabilité. Ce qui rend la question très grave, c'est que cette évolution échappe au moins en partie à l'intervention autoritaire ou persuasive des dirigeants. Il faut reconnaître à leur honneur qu'ils ont misé sur la perfectibilité de la nature humaine. Mais tous les enquêteurs étrangers, aussi sympathiques qu'ils puissent être au Plan Quinquennal, ont manifesté la même inquié-

tude quant à l'aptitude du peuple russe à apprendre l'ordre, la persévérance, le scrupule (1).

A l'heure actuelle, l'effort est considérable mais inégal, et souvent inefficent. Comme l'habileté technique fait défaut à un degré inimaginable, il ne peut être question de travail méthodique. Ce sont les tâches même démesurées mais élémentaires, et surtout de courte durée, qui ont été le mieux exécutées. Ainsi, à la hauteur de Magnitogorsk, un barrage d'un kilomètre de long, contenant 40.000 m³ de béton armé, a été construit sur l'Oural, en quatre mois, 1.500 hommes travaillant, par trois équipes, 24 heures par jour. Ce n'est pas un cas unique, l'immense usine de tracteurs de Stalingrad a été élevée en trois mois, la forge en trois semaines (2). Et, de l'aveu même des ingénieurs américains chargés de diriger la construction, d'autres records de vitesse ont été gagnés au Dniéprostroi.

C'est une preuve en faveur de la capacité d'enthousiasme et aussi d'obéissance de l'ouvrier russe. Elle ne permet pas plus de conclure à sa productivité que le cas du camarade Revotsky, le seul au monde à fabriquer, en 4 heures 1/4, 445 essieux arrière (3), n'est un indice de l'habileté technique générale.

La prospérité de l'industrie soviétique dépend juste-

(1) « On doute que le sens de la coordination, de l'ordre, de l'organisation puisse être jamais acquis. » PERCHERON, *op. cit.*, p. 34.

• Tant d'indolence, de désordre, qu'on sourit en entendant qu'ils veulent établir le travail à la chaîne. » DOMINIQUE, *Sibérie Rouge, op. cit.*, p. 71.

• Pour un homme d'affaires, la Russie Soviétique est un modèle d'incompétence et d'inefficience. » E. M. FRIEDMANN, *Russia in Transition*, Londres, 1933, p. 3.

(2) KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 116.

(3) FRÉDÉRIX, *op. cit.*, p. 12.

ment de la transformation des pionniers en serviteurs ponctuels de la machine, de la suppression des tours de force au profit d'un rendement élevé et régulier. « Le rendement du travail, a dit Lénine, est, somme toute, ce qu'il y a de plus important, de plus utile pour la victoire du nouveau régime social. Le capitalisme a créé un rendement du travail que ne connaissait pas le régime féodal. Le capitalisme ne peut être et ne sera définitivement vaincu que si le socialisme crée un rendement nouveau, beaucoup plus élevé (1). »

Avant de dépasser la productivité capitaliste, l'ouvrier russe doit l'égaliser, et il n'est pas près d'y arriver. A la fin de l'année 1928-29, compte tenu de la demande croissante de produits manufacturés, la productivité industrielle n'avait guère dépassé le niveau d'avant-guerre. Et selon les *Izvestia* du 24 mars 1930, le rendement de la main-d'œuvre dans les mines de l'U. R. S. S. était encore 60 fois moindre qu'aux États-Unis. Même à la fin de la période quinquennale, l'infériorité du travail soviétique par rapport aux pays capitalistes demeure considérable (3) :

	États-Unis	Allemagne	Angleterre	U. R. S. S.
	—	—	—	—
Rendement d'un mineur de charbonnage (par équipe (en tonnes)	3,6	0,9	1	0,5
Rendement annuel d'un ouvrier de				

(1) *Œuvres*, t. XVI, p. 254. Cité par BERLINE, *op. cit.*, p. 256.

(2) HOOVER, *op. cit.*, p. 67.

(3) *Za Indoustrialisatiou*, du 1^{er} mai 1933. Cité par BERLINE, *op cit.*, p. 256.

	États-Unis	Allemagne	Angleterre	U. R. S. S.
haut fourneau (en tonnes)	1.295,6	595,6		200
Mètres forés par unité de forage dans les gisements de pétrole	20			5
Vitesse des forages pétroliers (en mètres)	500			120

Aussi écrasant qu'il soit pour l'U. R. S. S., ce rapprochement ne doit pas diminuer la valeur des résultats obtenus au cours de ces dernières années. L'accroissement de la productivité est certainement exceptionnel : il n'a jamais atteint que 11 % en Angleterre et 25 % aux États-Unis pendant les cinq ans précédant immédiatement la crise mondiale (1). Or, en U. R. S. S., en 1932, la production de chaque ouvrier, évaluée en roubles aux prix de 1926-27, avait augmenté de 41 % par rapport à 1927-28. Pour chaque branche de la production en particulier, la proportion est la suivante (2) :

Groupe A		Groupe B	
Ensemble du groupe A....	153,1	Ensemble du groupe B.....	140,8
Combustible	144,3	Tissage du coton.....	123
Comprenant :		Soie	134
Pétrole (extraction)...	171,4	Chanvre	163
Métallurgie ferreuse	135,2	Tricotages	153
Métallurgie non-ferreuse...	122,5	Cuirs et chaussures.....	127,4
Constructions mécaniques..	169,3	Imprimerie	169,4
Verrerie	203,5	Industrie alimentaire.....	149,5
Industrie chimique lourde..	136,9	Tabac	184,2
		Confection	291,3

(1) MoLorov, *op. cit.*, p. 50.

(2) *Summary, op. cit.*, p. 190-1.

Dans son rapport du 9 janvier 1933 au Comité Central du Parti, le Commissaire du peuple à l'industrie lourde, Ordjonikidzé, a cité des cas remarquables d'accroissement de la productivité. A l'usine d'automobiles Staline (ancienne Amo) de Moscou, le rendement annuel par ouvrier est passé de 6.855 roubles en 1927-28, à 10.731 roubles en 1930 et à 12.634 en 1932. A l'usine de tracteurs de Stalingrad, le rendement qui était très peu satisfaisant en 1930, a plus que doublé en deux ans, passant de 4.668 à 11.778 roubles. Mais comme il n'est pas possible de déterminer la part de l'inflation quand l'accroissement est exprimé en monnaie, cet autre exemple nous paraît plus significatif : la production de fonte par ouvrier et par mois étant dans l'ensemble de la métallurgie ferreuse de 22,8 tonnes, à Magnitogorsk et à Koutznetsk on a obtenu respectivement 60 et 76 tonnes, malgré la qualité très inférieure de la main-d'œuvre (1).

Il est certain qu'à partir du moment où le marché du travail est devenu déficitaire, tous les efforts en faveur de l'augmentation du rendement du travail se sont heurtés à la maladresse et à la passivité des paysans que les entreprises ont dû embaucher. L'émulation socialiste, les primes, la contrainte ne peuvent rien contre ce fait brutal : dans le Kousbass, à zèle égal, un mineur de la veille ne peut extraire que 2 tonnes 3/4 de charbon, alors qu'un travailleur expérimenté en extrait 5 1/2 (2). Le nombre de ces ouvriers improvisés croissant à mesure

(1) ORDJONIKIDZÉ, *Un Pays agraire devenu industriel*, dans *Du Premier au Deuxième Plan Quinquennal*, op. cit., p. 161.

(2) DOMINIQUE, *Sibérie Rouge*, op. cit., p. 129.

qu'on approche de la fin de la période quinquennale, il n'est donc pas étonnant qu'en 1932, le rendement industriel n'ait augmenté que de 1 % en moyenne, le progrès de 5 % dans certaines branches de l'industrie lourde devant compenser le recul de la plupart des autres (1).

Dans les ateliers de l'Ouralmachinstroï de Sverdlovsk, une des usines les mieux outillées de l'U. R. S. S., 60 % des ouvriers n'ont jamais connu que la hache avant de manipuler les machines allemandes ou américaines les plus modernes. Ainsi « pour longtemps, toute entreprise soviétique est une école où la pratique s'acquiert aux dépens du matériel (2) ». Et comme l'apprentissage est d'autant plus long que l'outillage est plus compliqué, les entreprises les mieux équipées ont été les dernières à donner des résultats satisfaisants. Pour ne citer que la plus célèbre, l'usine d'automobiles de Gorki, construite par les ingénieurs de Ford, n'a longtemps produit que le 1/10 de ce qu'on en attendait, faute de monteurs et de main-d'œuvre experte (3).

C'est là un cas extrême. Mais on doit dire que dans l'ensemble de l'industrie, le matériel perfectionné, installé au cours de ces dernières années, n'atteint jamais son plein rendement. En 1931, l'usine de tracteurs de Stalingrad ne travaillait qu'à raison de 30 % de sa puissance productive, l'usine de machines agricoles de Rostov sur le Don, à raison de 25 %. Dans les nouvelles mines du Donbass, la mécanisation était utilisée seulement à

(1) MOLOTOV, *op. cit.*, p. 50.

(2) FRÉDÉRIX, *op. cit.*, p. 160.

(3) *Ibid.*, p. 204.

raison de 40 à 60 % de ses possibilités techniques (1). La proportion est de 70 % pour certains puits de pétrole du trust Azneft, et pour les puissants compresseurs du gisement Ordjonikidzé, elle n'atteint que 50 % (2). Et, selon l'organe du Gosplan « dans la construction mécanique comme dans les charbonnages et dans l'industrie du bois, l'utilisation de l'outillage est parfois inférieure à ce qu'elle était avant la guerre (3) ».

C'est sans doute la précipitation avec laquelle les moyens techniques les plus perfectionnés ont été adoptés qui a déjoué les prévisions du Plan. Les formes de production évoluées ne vont pas sans la rationalisation des procédés de travail, et il est peu probable qu'un ordre quelconque ait pu être imposé à la masse hétéroclite et surmenée des ouvriers soviétiques.

Aussi étrange que cela paraisse à première vue, c'est Lénine qui a recommandé d'« introduire en Russie l'étude et l'enseignement du nouveau système Taylor ainsi que son essai et son adaptation pratique » (*Pravda*, août 1918). Les dirigeants du T. S. I. T. (Institut Central du Travail) se sont hâtés de préciser qu'ils allaient rejeter du taylorisme tout ce qui en lui exprime « la cruauté raffinée de l'exploitation bourgeoise » pour en retenir seulement « les acquisitions scientifiques de grande valeur ». La supériorité du taylorisme soviétique serait dans le fait que le consentement des ouvriers n'a plus à être acheté par des

(1) JUGOV, *op. cit.*, p. 36-7.

(2) BERLINE, *op. cit.*, p. 254.

(3) *Planovoïé Khoziaïstvo*, nos 5-6 de 1931, p. 46. Cité par BERLINE, *op. cit.*, p. 255.

primes ou par la menace du renvoi (ou, selon un psycho-technicien anglais, le Dr C. S. Myers, par « le système de la carotte et du fouet »). Les travailleurs participent directement à la rationalisation technique, ils émettent des suggestions pour l'amélioration des conditions du travail, le meilleur emploi du matériel, un rendement plus élevé (1). L'acceptation des ouvriers justifie donc l'adoption du travail à la chaîne, du système des convoyeurs ainsi que l'installation à Gorki d'une réplique des usines de Red River, avec le concours de Ford qui était jusque-là le plus grand ennemi du régime.

Si les dirigeants soviétiques cherchent à augmenter le rendement du travail par les méthodes capitalistes les plus éprouvées, ce n'est pas seulement pour remédier à la pénurie de main-d'œuvre. La part des salaires n'est pas négligeable dans la composition des *prix de revient* (2) :

D'après <i>L'Usine</i> du 21 février 1930		D'après <i>l'Institut für Konjunkturforschung</i> , rapport de fin mai 1930	
	%		%
Industrie cotonnière et lainière	30 à 70	Industrie houillère.....	56
Production métallurgique	30 à 35	Hauts fourneaux.....	7
Automobiles	30	Laminoirs	13
Horlogerie	40	Constructions mécani- ques	25 à 35
Industries de la porce- laine	40 à 60	Chimie.....	10

Les autres éléments du prix de revient sont — excep-

(1) FRIEDMANN, *Problèmes du machinisme*. Bureau d'Éditions, Paris, 1934, p. 23.

(2) LAURAT, *op. cit.*, p. 72.

tion faite des frais généraux (1) — les matières premières et le combustible pour lesquels le Plan Quinquennal a prévu une diminution de respectivement 30 et 20 % afin de réduire de 35 % le coût de production (2).

Cette baisse ne devait pas profiter entièrement aux consommateurs : les prix de vente auraient diminué d'au plus 24 %, la marge de 11 % qui correspond, en somme, au bénéfice commercial, devant être réinvestie dans l'industrie (3). Le financement du Plan Quinquennal repose justement sur ce réemploi collectif des profits réalisés aux dépens de la consommation qui n'en aurait pas aussi gravement souffert si les prévisions du Plan concernant la baisse du prix de revient avaient pu être réalisées. Mais les entreprises ayant continué à produire très cher et l'État étant obligé de réaliser des bénéfices pour financer les immenses travaux entrepris, les prix ont atteint un niveau fantastique, considéré à l'étranger comme un indice que toute l'industrialisation de l'U. R. S. S. était irrationnelle (4).

Or, le niveau des prix soviétiques n'est en aucune façon un indice économique. Non seulement, comme nous le verrons plus loin, il ne dépend plus du facteur « monnaie », mais ses variations ne correspondent même pas à celles du coût de production. Le Gouvernement fixant arbitrairement les prix de vente, prélève un bénéfice

(1) « Dans certaines entreprises, les frais d'administration atteignent une proportion insensée, 15 à 30 % du prix de revient. » *Izvestia*, du 8 septembre 1932. Cité par BERLINE, *op. cit.*, p. 263.

(2) JUGOV, *op. cit.*, p. 39-41.

(3) FARBMAN, *op. cit.*, p. 89.

(4) JUGOV, *op. cit.*, p. 133.

extrêmement élevé sur les produits manufacturés, qu'il vend à 200 ou 300 % plus cher que sur les marchés européens, alors que leur prix de revient est seulement de 30 à 50 % supérieur (1). En échange, tous les produits employés dans l'industrie, ou indispensables à l'économie nationale, sont vendus sans bénéfice, et parfois même au-dessous de leur prix de revient : ainsi, au début de la période quinquennale, lorsque la fabrication des tracteurs était encore restreinte et difficile, ceux-ci étaient vendus à un prix qui ne représentait que la moitié du prix de revient, et le cultivateur les payait pourtant deux fois plus cher que les mêmes tracteurs américains (2).

Tant que l'industrie lourde ne sera pas capable de produire dans des conditions assez satisfaisantes pour décharger l'industrie légère du poids de son financement, il n'y aura pour le sort du consommateur russe aucune amélioration possible.

Le premier Plan Quinquennal a plutôt aggravé la situation. Non seulement l'utilité sociale des entreprises l'a emporté sur leur rentabilité, mais, pour certaines énormes dépenses, le moins qu'on puisse dire c'est que leur utilité tant immédiate que future demeure contestable. Sans la préoccupation de rehausser le prestige du régime aux yeux de la population et aussi de l'étranger, on n'aurait pas construit des entreprises condamnées à donner un rendement insignifiant et toujours déficitaire, comme ces usines de turbines et de grues géantes qui, depuis

(1) JUGOV, *op. cit.*, p. 132.

(2) LAURAT, *op. cit.*, p. 174.

1931, sont en quête d'ouvrage (1), ou les fabriques de conserves alimentaires fermées faute d'aliments à conserver. On n'aurait pas fabriqué de caoutchouc synthétique qui revient beaucoup plus cher que le caoutchouc importé, même en tenant compte de la rareté des devises disponibles. Enfin, l'inexpérience qui régnait à tous les degrés de la production ne se serait pas exercée sur une échelle immense, aux dépens de l'outillage le plus perfectionné du monde, multipliant inutilement la somme d'argent et d'énergie qu'exige tout apprentissage.

Rien n'est plus significatif que la hausse considérable du prix de revient dans les entreprises les mieux outillées, par rapport aux manufactures artisanales. « La briquetterie de Novo-Lobni, équipée de la façon la plus moderne, produit des briques à 33 roubles le 1.000, tandis que les usines travaillant à la main ont un prix de revient de 27 à 28 roubles. A l'usine n° 26 du trust « Séverdess », il a été établi l'an dernier un bassin pour le flottage des poutres, des machines-outils, de l'outillage perfectionné, etc... Et cependant le prix de revient d'un standard de bois s'y élève à 42 roubles, tandis qu'à l'usine n° 4, où l'outillage n'est pas aussi perfectionné, ce chiffre n'est que de 29 roubles (2). »

D'ailleurs, pour l'ensemble de l'industrie forestière, les résultats ne sont pas plus satisfaisants : le prix de revient était en 1930, de 36,8 % plus élevé dans les scieries perfectionnées, et le prix du transport à l'aide de

(1) Jugov, *op. cit.*, p. 36.

(2) *Ekonomičeskoe Obozrenié*, Moscou, 1930, n° 3, p. 126.

tracteurs au lieu de chevaux, revenait, par mètre cube de bois, à 2,35 roubles au lieu de 85 kopeks (1). Aussi, le bois, produit d'exportation essentiel, doit-il être vendu à perte sur les marchés étrangers, son prix de revient étant d'une fois et demie supérieur à celui du bois suédois ou finlandais (2).

Dans les mines de charbon, le progrès de la mécanisation s'accompagne visiblement d'une hausse du prix de revient. En 1930, celui-ci dépassait de 13,7 % les prévisions du Plan (10,64 roubles par tonne au lieu de 9,76) (3), et, à la fin de la période quinquennale, il avait augmenté de 74,5 % par rapport au prix de revient de 1913. Pour la fonte, le niveau actuel est de 115 % plus élevé, et pour l'ensemble de l'industrie lourde, de 90 % (4).

Pourtant, dans certaines entreprises l'assimilation des moyens techniques perfectionnés commence à se faire. L'usine d'automobile Amo de Moscou, qui a été modernisée en 1931, a augmenté sa production de 75 à 2.106 voitures en deux ans, le prix de revient par unité passant de 602 à 267 roubles, et le temps de fabrication, de 479 à 284 heures. Le prix de revient de l'auto « Amo 3 » de la même usine a baissé de 48,9 % : de 11.078 roubles en 1931, à 5.565 en 1932. A l'usine de Stalingrad, un tracteur revenait à 7.179 roubles en 1930, à 4.076 en 1931, à 3.314 roubles en 1932, soit une baisse de 53,8 %. Le prix

(1) *Lessopromychlennoïe Dielo*, 1930, n° 4, p. 309.

(2) *Za Indoustrialisatsiou*, 21 janvier 1931. Cité par BERLINE, *op. cit.* p. 251.

(3) JUGOV, *op. cit.*, p. 40.

(4) BERLINE, *op. cit.*, p. 249.

de revient des moissonneuses-batteuses « Communard » sans moteur a passé de 11.305 roubles en 1929-30 à 3.800 en 1932, ce qui représente une baisse de 66,4 % (1).

Dans les industries complètement rééquipées qui emploient peu de main-d'œuvre, les prévisions du Plan ont même été dépassées : ainsi l'industrie du pétrole a réduit son prix de revient de 38 % en quatre ans, au lieu des 33 % fixés par le Plan pour cinq ans. Et le coût de production du matériel électrique a diminué de 42 % au lieu des 35,7 % prévus (2).

Cette amélioration limitée à quelques industries a surtout la valeur d'une indication en faveur d'un prochain redressement des conditions de la production soviétique. Le Comité Central du Parti, averti par les pertes que le budget a subies tout au long de la période quinquennale, a décidé qu'à partir de 1933, « le facteur primordial pour l'appréciation de l'activité de chaque entreprise et trust » serait, non plus la quantité produite, mais le degré de compression des prix de revient (3).

En même temps, on a cherché à mettre de l'ordre dans la gestion financière des entreprises. Il faut dire qu'en pleine année 1931, seules les usines particulièrement surveillées tenaient une comptabilité (4). Les autres se déchargeaient de ce soin sur la Banque d'État, la grande réforme de 1930 lui ayant réservé le règlement

(1) ORDJONIKIDZÉ, *op. cit.*, p. 161.

(2) *Summary, op. cit.*, p. 61.

(3) GRINKO, *Le Programme financier de l'U.R.S.S. pour 1933, op. cit.*, p. 183.

(4) *Je suis partout*, 26 décembre 1931.

de toutes les opérations financières de l'industrie socialisée. Le représentant de Kouznetzk à une conférence industrielle ne s'en est pas caché : « Si vous nous demandez combien nous avons dépensé d'argent l'an dernier, vous ne recevrez pas de réponse. Seule la Gosbank peut le savoir. Notre formule est, généralement : il faut absolument construire, à quelque prix que ce soit (1). »

Et malgré l'introduction du *Khozrachtchot* (2) qui doit permettre de calculer le prix de revient « à un rouble près » et de localiser les irrégularités à quelque degré que ce soit de l'échelle administrative, la comptabilité des entreprises est aussi approximative à la fin qu'au début de la période quinquennale. Le Commissaire du Peuple à l'industrie lourde ayant récemment réuni une conférence des directeurs des principales usines de Moscou, « les rapports présentés par les délégués des trusts ont prouvé que jusqu'ici ils ne connaissent pas leur prix de revient (3) ».

Il semble que la nécessité d'un équilibre entre l'œuvre et son prix soit étrangère à la mentalité russe (4). Le coût de la production et sa qualité sont considérés comme des détails qu'il sera toujours temps de régler. Et pourtant pour la seule année 1931, l'État a perdu 1 milliard

(1) *Za Indoustrialisatsiou*, 5 février 1931. Cité par BERLINE, *op. cit.*, p. 246.

(2) Littéralement : comptabilité économique. (C. HOOVER.)

(3) *Za Indoustrialisatsiou*, 29 juin 1933, cité par BERLINE, *op. cit.*, p. 246.

(4) Comme la notion du temps. Vers 1925-26, on a créé, à Moscou, une ligue qui devait apprendre à ses membres la valeur du temps et comment en l'économisant, on pouvait augmenter le rendement du travail. P. DEVINAT, *op. cit.*, p. 244.

et demi par rapport à l'année précédente, et 4 milliards et demi de roubles par rapport aux prévisions du Plan, par suite de l'augmentation des prix de revient (1), à laquelle la mauvaise qualité des produits a contribué pour environ 10 % (2).

La *qualité* a toujours été « la question épineuse de l'industrie russe » (Jugow), et ce n'est pas le rythme accéléré de la production, l'infériorité de la main-d'œuvre, la complication croissante de l'outillage, sans compter la demande de produits manufacturés très supérieure à l'offre, qui allaient l'améliorer.

A un congrès convoqué en 1930 pour décider des mesures à prendre, Kouibychév, le président du Gosplan, a déclaré : « Dans le domaine de la lutte pour la qualité, nous n'avons pas de succès ; plus que cela, nous sommes forcés de constater un recul évident. On se vante chez nous d'avoir exécuté le Plan de 100 à 120 % et l'on admet en même temps une diminution considérable de la qualité des produits manufacturés (3). »

Et l'année suivante, dans son discours aux dirigeants de l'industrie, Staline dénonce à son tour « la monstrueuse qualité de la production de toute une série de nos entreprises (4) ».

Contre cet état de choses, la presse soviétique mène une campagne plus violente que toutes les critiques étrangères. La *Pravda* signale périodiquement les mal-

(1) *Izvestia*, 27 décembre 1931. Cité par BERLINE, *op. cit.*, p. 247.

(2) DELBOS, *op. cit.*, p. 85.

(3) JUGOV, *op. cit.*, p. 39.

(4) STALINE, *Discours sur le Plan Quinquennal*, *op. cit.*, p. 114.

façons dans une rubrique intitulée « Pour la Qualité! ». Le 2 décembre 1931, le correspondant du journal écrit : « Dans le sovkhoze de Tarasov (Caucase du Nord)... sur 131 tracteurs, 95 sont de fabrication soviétique... on a déjà dû en mettre au rebut 31 provenant de l'usine de Stalingrad, et 20 provenant de la Poutilov Rouge (usine de Léninegrad). » Le même jour, la *Komsomolskaya Pravda*, organe des Jeunesses Communistes de Moscou, signale qu'en 1931, le rendement moyen d'un tracteur devait être porté à 2.500 hectares, et qu'en fait, même le chiffre de l'année précédente : 1.800 hectares, n'a pu être maintenu (1).

« Les pertes causées par les malfaçons à la fabrique de machines agricoles de Lioubartsy y ont atteint 2.005.000 roubles en 1931. Le pourcentage de rebut sur la production totale a dépassé la norme fixée de près de deux fois (2). »

Dans la production de métal, le pourcentage de rebut est également considérable. Les machines s'usent anormalement. Dans l'ensemble de l'industrie, il semble que les déchets et les rebuts dépassent de deux à trois fois le taux normal, malgré un contrôle très indulgent à la vérification des pièces (3).

Mais c'est dans l'industrie légère que la situation est la plus mauvaise. « Le pourcentage des malfaçons est énorme. L'industrie cotonnière a, pendant l'année écou-

(1) *Je suis partout*, 26 décembre 1931.

(2) *Za Industrialisatsiou*, 29 février 1932. Cité par BERLINE, *op. cit.*, p. 252.

(3) *JUGOV*, *op. cit.*, p. 38.

lée seulement (1932), perdu 4 millions de roubles de ce chef. Dans l'industrie du cuir et de la chaussure, les pertes causées ont été de 20 millions de roubles. Et c'est pire dans la bonneterie... Il n'existe pas une seule branche de l'industrie légère qui puisse se vanter d'avoir un petit pourcentage de rebuts (1). »

Dans le bâtiment, à la construction défectueuse s'ajoute le désordre. « On construit sans plans, sans devis, les matériaux manquent, ils sont de mauvaise qualité ; des maisons à peine achevées ont déjà besoin de réparations capitales ; des constructions s'écroulent ; huit organisations à la fois se mêlent de la même affaire ; toutes les fautes de l'an dernier se répètent (2) ». Et il en est ainsi tout au long de la période quinquennale. A peine si la moitié des constructions sont entreprises d'après un plan définitif.

Là où le travail est le plus satisfaisant, c'est dans les ateliers moyens, de serrurerie, de réparations, et surtout dans l'industrie du bois où on retrouve chez l'ouvrier l'enthousiasme et la connaissance du métier.

(1) *L'Industrie légère*, 4 avril 1933. Cité par BERLINE, p. 253.

(2) *Troud*, 26 juillet 1929. Cité par LAURAT, *op. cit.*, p. 186.

CHAPITRE V

LE FINANCEMENT DU PLAN QUINQUENNAL

Si le Plan Quinquennal a pu être considéré par le monde capitaliste comme une utopie ou une manœuvre destinée à donner le change sur la situation réelle du régime soviétique, c'est que, pour une œuvre d'une telle envergure, les ressources manquaient.

La Russie des tsars avait bien réussi à accroître de 219 % la valeur de sa production industrielle entre 1900 et 1913 (1), mais elle le devait entièrement à l'appui du capital étranger : sur 1 milliard et demi de roubles d'investissements entre 1897 et 1911, la part du capital russe ne représentait que 200 millions (2). On comprend quelle devait être, dans ces conditions, la tutelle de l'étranger sur la nouvelle industrie russe, comme sur la banque et les transports.

Nous avons vu que le nouveau régime se souciait fort peu de soumettre son économie à l'emprise du capitalisme. Mais il aurait peut-être tenté de s'industrialiser assez rapidement pour neutraliser l'action capitaliste, si la rupture de l'accord de 1924, par l'Angleterre, ne lui

(1) BERLINE, *op. cit.*, p. 219.

(2) MÉQUET, *op. cit.*, p. 21.

avait interdit de compter sur le moindre concours étranger. La Russie de la N. E. P., mal remise encore de ses épreuves récentes, se voyait donc réduite à financer le Plan Quinquennal à l'aide de ses seules ressources.

Les vieux pays capitalistes ont accumulé leurs capitaux et créé leur industrie aux dépens du milieu précapitaliste des colonies et de la métropole (1), par un mécanisme semblable à celui qui soustrait des valeurs aux industries produisant les objets de consommation pour en faire profiter la sidérurgie et les constructions mécaniques. « La production capitaliste tout entière a pour origine et fondement l'appropriation des richesses du milieu non capitaliste du globe, la canalisation de l'accumulation primitive vers les métropoles (2). » Or, la Russie des tsars n'avait pas eu le temps de drainer, au profit de son industrie, les fonds de l'économie paysanne. Selon E. Préobrajensky, le prolétariat russe n'a donc hérité que de la nécessité de continuer pour son compte « l'accumulation primitive », aux dépens des éléments pré-capitalistes, c'est-à-dire, paysans.

Il n'est possible d'accroître suffisamment cette accumulation socialiste, qu'en pressurant les popula-

(1) A en croire les économistes soviétiques, ce sont les cinq milliards du traité de Francfort qui auraient permis l'industrialisation allemande. L'Angleterre, elle, aurait « dépouillé les continents et les îles dont les indigènes ont ainsi payé leur tribut à la domination britannique ». Quant aux États-Unis, ils auraient « littéralement dépouillé l'Amérique Centrale et du Sud, et au cours de la guerre impérialiste, ils auraient extrait de vastes capitaux des pays ruinés par la guerre ».

GRINKO, *Le Financement du Plan Quinquennal*, Bureau d'Éditions, Paris, 1932, p. 24.

(2) LAURAT, *op. cit.*, p. 130.

tions rurales pour augmenter leur contribution — ou encore, en assurant au secteur socialiste de grands profits par l'avilissement des salaires (directement, ou par une hausse du coût d'existence correspondante), et par l'intensification du travail (1).

D'une façon comme d'une autre, Préobrajensky ne voyait de solution que dans une *contribution forcée* au financement de l'économie socialiste. En 1926, il ne pouvait encore en être question, et les conclusions de la *Novaïa Ekonomika* furent violemment attaquées par les théoriciens officiels.

Mais dès le début de la période quinquennale, ce sont bien les méthodes extra-économiques (2) qui financent l'industrialisation, et, par là-même, l'extension du secteur socialiste : la pression fiscale, les emprunts forcés, et surtout l'élévation exagérée des prix (3), l'État voulant réaliser de gros bénéfices afin de les réinvestir dans l'économie.

Les ressources dues à ces prélèvements sur le revenu national sont allées croissant, car non seulement le revenu a augmenté par suite du rapide développement des forces productives du pays, mais la part de ce revenu soustraite à la consommation a rapidement dépassé les 50 % prévus par le Plan (4). En 1932, le plan général de financement

(1) PRÉOBRAJENSKY, *Novaïa Ekonomika*, Éditions de l'Académie communiste, Moscou, p. 52-62. Cité par LAURAT, p. 130-1.

(2) Ou « succédanés de l'épargne privée » selon l'expression du P^r LESCURE, dans son récent ouvrage *Le Bolchévisme de Staline*, qui contient la première analyse complète du mécanisme du financement du Plan Quinquennal.

(3) LAURAT, *op. cit.*, p. 129.

(4) FARBMAN, *op. cit.*, p. 79.

de l'économie nationale absorbait jusqu'aux 2/3 du revenu national.

Plusieurs circonstances ont rendu l'exécution du Plan plus onéreuse et plus difficile. On se souvient qu'en prévision d'une conjoncture défavorable pour « la plus proche période historique », le Gosplan avait établi une variante de moindre envergure ; mais c'est l'autre, la variante *optima*, qui fut retenue par le pouvoir central. Elle pouvait être exécutée en six ans au lieu de cinq, si les conditions jugées indispensables à sa réussite ne se réalisaient pas (1).

En premier lieu, il ne devait y avoir aucune mauvaise récolte. Or, dès 1929, le stockage des blés occasionne une dépense supplémentaire de 300 millions de roubles, par suite de la production déficitaire de l'année précédente (2.) Et en 1931, la récolte est nettement inférieure à la moyenne de 1927-30 (3).

En second lieu, les relations de l'U. R. S. S. avec le monde capitaliste devaient s'améliorer suffisamment pour ranimer les relations économiques et même, pour valoir au Plan Quinquennal, des concours financiers. On sait ce qu'il en a été : par suite de la crise générale, le commerce de 48 pays estimé à 108 milliards de marks en 1930, était de 51 milliards deux ans plus tard, ce qui représente par rapport à l'année 1928, une baisse de 42 % (4). Calculée pour 90 pays, la baisse atteint 61,2 % entre 1928

(1) *Plan Quinquennal*, vol. I, p. 11. Cité dans *Summary*, *op. cit.*, p. 6.

(2) MÉQUET, *op. cit.*, p. 72.

(3) *Revue Économique de l'U.R.S.S.*, décembre 1933.

(4) GRINKO, *Le Programme financier de l'U.R.S.S., pour 1933*, dans *Du Premier au Deuxième Plan Quinquennal*, *op. cit.*, p. 183.

et 1932 (1). Il en résulte un ralentissement considérable de la circulation des capitaux, et une hausse des tarifs douaniers allant jusqu'à interdire à certains produits l'entrée des pays protégés. L'U. R. S. S. est la première à en souffrir. En réduisant son commerce extérieur, comme font les autres pays, elle arrêterait net son industrialisation : il lui faut importer de plus en plus de machines ; et pour les payer, exporter des quantités croissantes de matières premières et de céréales. Or, en 1930, le prix de celles-ci a baissé de 30 % sur le marché mondial, et celui de l'outillage qui constitue les 2/3 des importations soviétiques, a baissé seulement de 15 %. C'est donc une perte de 15 % sur le commerce extérieur qu'il s'agit de compenser pour éviter un déficit de la balance commerciale qui se solde en roubles-or.

Cela n'est pas facile : en 1930, le volume des exportations s'accroît de 57 % et leur valeur seulement de 17 % (2). En 1931, les exportations de céréales dépassent celles de l'année précédente de 10 % mais leur valeur baisse d'un quart. Pour le lin, l'augmentation en poids est de 8 %, la baisse en valeur de 40 %. Les fourrures augmentent en poids de 6 % et baissent en valeur de 30 %. Un poids quadruple de coton (40.000 tonnes) rapporte à peine 18 millions de roubles au lieu de 7. Les chargements de bois, pour le même poids, ne représentent plus que 68 millions au lieu de 85, et le sucre rapporte 33 millions au lieu de 27 pour un tonnage triplé (3).

(1) *Wirtschaft und statistik*, n° 7, 1933. Cité dans *Summary*, *op. cit.*, p. 7.

(2) KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 233-4.

(3) MÉQUET, *op. cit.*, p. 119-20.

Ainsi, la pratique du *dumping* répond à une impérieuse nécessité intérieure. Si l'U. R. S. S. avait voulu sacrifier sa propre puissance économique à la révolution mondiale, elle aurait jeté sur les marchés étrangers, au plus bas prix, ses matières premières et ses produits agricoles, sans rien attendre en échange, sinon la généralisation de la dictature du prolétariat (1). Mais en adoptant le Plan Quinquennal, le régime soviétique a choisi la solution opposée : il veut concurrencer le capitalisme avec ses propres armes, en devenant économiquement aussi puissant que lui.

Sans cette nécessité d'importer coûte que coûte l'outillage nécessaire, l'État aurait tout intérêt à conserver des marchandises dont le marché intérieur est assez cruellement privé pour les absorber à n'importe quel prix. Il ne s'agit donc pas du *dumping* tel qu'il est pratiqué dans les pays capitalistes qui exportent à perte en vertu du principe de « l'avantage comparé (2) », mais d'une politique d'industrialisation pour la réussite de laquelle tous les moyens sont jugés bons.

Son application rigoureuse est assurée par le monopole du commerce extérieur qui permet de réserver presque exclusivement à l'achat d'outillage le produit de l'exportation (3).

Une troisième condition pour l'exécution *optima* du Plan Quinquennal était la réduction du prix de revient

(1) Interview de J. PARMENTIER, dans *Le Matin* du 20 février 1931.

(2) HOOVER, *op. cit.*, p. 154.

(3) En 1931, les moyens de production constituaient 93,3 % des importations soviétiques. MÉQUET, *op. cit.*, p. 120.

et l'amélioration du rendement du travail et de la qualité des produits. En fait, aucun des coefficients dits « qualitatifs » n'a pu être atteint. La productivité des ouvriers a si peu augmenté que l'industrie lourde a dû employer un supplément de main-d'œuvre de plus de 57 % pour dépasser de 6 % son programme quinquennal. Il en est résulté une baisse insuffisante du prix de revient : environ 10 % au lieu des 35 % prévus (1).

Enfin les auteurs du Plan comptaient sur une diminution relative du budget de la défense nationale. Or, sans atteindre même de loin, celui des pays capitalistes, il a augmenté sensiblement par rapport à un budget général, lui-même, considérablement accru.

Par conséquent, aucune des conditions qui paraissaient indispensables à la réussite du Plan ne se sont réalisées. Les prévisions les plus pessimistes ont même été dépassées quant à la situation économique internationale : rien ne laissait prévoir en 1927-28, au moment de l'élaboration du Plan, que le monde capitaliste allait s'engager dans la crise la plus grave qu'il ait jamais connue.

En outre, un des objectifs du Plan a été exécuté avec une telle rapidité que le semblant d'équilibre de l'économie soviétique s'est trouvé compromis : c'est la collectivisation des campagnes. Le Plan avait prévu une allure relativement modérée : sur 25 millions d'exploitations paysannes, 1.500.000 devaient être collectivisées à la fin de l'année 1929 et 2 millions et demi en 1930, soit 10 %

(1) MÉQUET, *op. cit.*, p. 212.

du total (1). Mais les agents du Gouvernement firent du zèle et le 25 février 1930, Molotov pouvait déclarer au présidium de l'Exécutif de l'Internationale Communiste qu'« au cours des derniers trente jours, autant d'exploitations paysannes ont adhéré aux exploitations collectives qu'au cours des douze années précédentes (2) ». Et en mars, le nombre des fermes collectivisées atteignait 11 millions. Malgré l'atténuation des mesures de coercition recommandée par Staline, dans son fameux article « Le succès nous a tourné la tête », le Gouvernement se trouve, en été 1930, devant 30 % de fermes collectivisées (3) auxquelles il devrait fournir plus de tracteurs que les usines soviétiques n'en pourront fabriquer dans deux ou trois ans. Et en attendant le bénéfice qu'il escompte de cette opération, kolkhozes et sovkhoses coûtent bien plus qu'ils ne rapportent.

Malgré ces graves, ces multiples obstacles, le Plan Quinquennal a été réalisé non pas en cinq ou six ans comme il était prévu, mais en quatre ans et trois mois. Il faut ajouter que l'effort financier a dépassé de 30 % (4) le total fixé pour 1928-33. Dans les documents officiels, cette réserve n'en est pas moins inscrite à l'actif du Plan, sous la forme suivante : le programme financier a été exécuté en quatre ans et quart au lieu de cinq ans ; et il a rapporté 120 milliards au lieu de 91,6 milliards, soit un excédent de 31,1 % (5).

Cet excédent a été absorbé par les investissements

(1) KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 232.

(2) Cité par LAURAT, *op. cit.*, p. 234.

(3) HOOVER, *op. cit.*, p. 212.

(4) MÉQUET, *op. cit.*, p. 212.

(5) *Summary, op. cit.*, p. 219.

dans l'économie nationale, auxquels le Plan destinait 56,8 milliards, soit 62 % du plan financier total. En fait, ils ont atteint 80,3 milliards et 66,8 % d'un plan financier accru lui-même de près du tiers (1). Sur ce total, le secteur socialisé qui comprenait à la fin de la période quinquennale l'ensemble de l'industrie et la plus grande partie des exploitations agricoles, a reçu 52,5 milliards répartis comme suit (2) :

*Investissements dans le secteur socialisé
de l'économie nationale*

(en milliards de roubles et en prix des années respectives)

Branches de l'économie nationale	Pendant la période de reconstruction 1923-1928		Prévisions du P. Q. 1928-1933		Réalisation en 4 ans et quart		Investissements de 4 ans et quart en % des	
	Investissements	Pourcentage	Investissements	Pourcentage	Investissements	Pourcentage	Prévisions du P. Q.	Investissements de la période de reconstruction
Total des investissements dans le secteur socialisé	11,1	100	46,9	100	52,5	100	111,9	473
Dont :								
1° Dans l'industrie	4,9	44,2	19,1	40,7	24,8	47,2	129,8	506,1
Ind. lourde	3,6	32,4	14,7	31,4	21,3	40,6	144,9	591,7
2° Agriculture ..	0,7	6,3	7,2	15,3	10,8	20,6	150	1.542,8
3° Transports ..	2,7	24,3	9,9	21,1	9,8	18,7	99	363
4° Communica- tions	0,1	0,9	0,3	0,6	0,56	1,1	186,7	560

(1) *Summary., op. cit.*, p. 223.

(2) *Ibid.*, p. 270.

Les investissements industriels atteignent donc 24,8 milliards, au lieu des 19,1 milliards prévus par le Plan. Près de la moitié a été consacrée à la construction d'entreprises nouvelles (1) :

	1928-29	1932
Nouvelles constructions	27,7	46,3
Extension et reconstruction	45,5	27,5
Réparations fondamentales.....	9,3	4
Autres investissements.....	17,5	22,2
	100	100

Dès la première année de la période quinquennale, les investissements absorbent un peu plus de 5 milliards sur 28,534 milliards, soit 17 % du revenu national, et l'année suivante, plus de 10 milliards sur 34,363 milliards, soit 30 % (2). Alors qu'aux États-Unis on a évalué l'économie réalisée sur le revenu national à environ 17 % en 1925 (3).

Dans la Russie des tsars, le montant maximum qui ait jamais été investi, est de 600 millions de roubles. Or, les statisticiens soviétiques estiment qu'en 1930, le niveau des prix égale celui d'avant-guerre multiplié par 1,823, ce qui ramènerait le total des capitaux investis en 1928-9, de 1.815.000.000 roubles à 996 millions, et en 1929-30, de 3.900 millions à 2.139 millions (4).

(1) *Summary*, *op. cit.*, p. 43.

(2) *Kontrolnye Tsifry Narodnogo Khoziaistvo*, p. 467. Cité par HOOVER, *op. cit.*, p. 54.

(3) M. COPPELAND, *Recent Economic Changes in the United States*, p. 759. Cité par HOOVER, *op. cit.*, p. 54.

(4) *Bulletin de la Banque d'État de l'U. R. S. S.*, vol. V, nos 8-9. Cité par HOOVER, *op. cit.*, p. 50.

Malgré la difficulté qu'il y a dans tous les pays à « déterminer ce qui est vraiment de l'investissement de capitaux et ce qui n'en est pas », on peut donc assurer que dès 1928-29, la part du revenu national épargné à cet effet était en U. R. S. S. au moins aussi importante que dans les pays capitalistes et dans la Russie d'avant-guerre, et qu'à partir de la deuxième année de la période quinquennale, l'U. R. S. S. dépasse tous les autres pays (1).

Ainsi la question de savoir si un régime autre que le capitalisme peut accumuler assez de capitaux pour compenser la dépréciation et le vieillissement du matériel et fournir une augmentation de matériel suffisante pour parer aux besoins d'une population normalement croissante, ne doit plus se poser.

Dans les pays capitalistes, on compte principalement sur l'épargne automatique que réalisent ceux dont les revenus dépassent de beaucoup les dépenses possibles. Cette forme d'épargne disparaît dès qu'on essaie seulement d'atténuer l'inégalité des revenus, la partie confisquée et redistribuée ne suffisant pas, même de loin, à satisfaire les besoins anciens et nouveaux de ceux auxquels profite l'égalisation. Le régime soviétique a surmonté cette difficulté en faisant de l'épargne une fonction de l'État : celui-ci détermine la part du revenu national qui doit être soustraite à la consommation, avant toute répartition entre individus, car en les consultant, il obtiendrait seulement une part infime de leur revenu, qui

(1) C. HOOVER, *op. cit.*, p. 53.

n'est déjà pas si élevé en U. R. S. S. Calvin B. Hoover compare la formation de l'épargne socialiste dans le bolchévisme de Staline, à celle que réalisent les sociétés anonymes où « le montant réinvesti par les directeurs de société est d'habitude plus élevé qu'il ne serait si leur décision était déterminée par la majorité du nombre des actionnaires, car les gens riches qui dominent les sociétés anonymes n'ont pas besoin de toucher de gros dividendes pour satisfaire à leur besoin de consommation » (1).

On comprendrait que l'État se substituât aux individus s'il déterminait la part du revenu national à épargner en comparant, comme eux, l'avantage des marchandises présentes dont il se prive avec celui des marchandises futures. Ce souci, les autorités soviétiques l'ignorent ; « tout le capital qu'il est matériellement possible d'extorquer (2) », elles le répartissent entre les différentes entreprises, en tenant compte non pas de leur rentabilité mais de leur action sur l'industrialisation du pays. Au cours de la période quinquennale, l'industrie lourde a reçu 21,3 milliards, et 3,5 milliards seulement sont allés à l'industrie légère (3), dont la production est pourtant de loin la plus fructueuse.

Ainsi la population est dépossédée d'une part considérable du revenu national et, avec le peu dont elle dispose, elle ne peut guère acheter d'objets de consommation, car il s'en produit à peine. En 1928-29, avec un taux annuel d'accroissement de la production de 24 %, il y avait

(1) HOOVER, *op. cit.*, p. 46.

(2) *Ibid.*, p. 62.

(3) *Summary, op. cit.*, p. 270.

beaucoup moins de marchandises sur le marché qu'au temps de la N. E. P. (1). Et il en est de même tout au long de la période quinquennale. Quant aux produits alimentaires, le beurre, les œufs, le miel, les conserves de fruits, les céréales, ils sont en grande partie réservés à l'exportation. Ils s'échangent presque directement contre ces machines qui vont peut-être élever les conditions d'existence à un niveau prodigieux, mais les générations qui ont déjà supporté la triple épreuve de la guerre mondiale, de la révolution et de la guerre civile ne seront plus là pour en profiter.

Cette détresse de la population est donc la conséquence d'une politique durement appliquée au nom de la puissance et du bien-être à venir, et non pas, comme il a été dit souvent, le signe d'une crise de l'économie soviétique. Le revenu national qui correspond à la capacité de production d'un pays, a augmenté, au cours de la période quinquennale, du simple au double par rapport à 1913, et de 85 % par rapport à 1928. Les prévisions pour la cinquième année du Plan étant de 49 milliards, le revenu national atteint 41,5 milliards en 1932 et 51 milliards en 1933, et l'une et l'autre années, les deux tiers sont absorbés par le plan général financier.

Les dirigeants soviétiques s'en félicitent : « Le volume des économies prélevées sur le revenu national de l'U. R. S. S. en 1931 a été 2 fois et demi plus considérable que ce n'a été le cas aux États-Unis (même dans une année de prospérité), 4 fois plus qu'en Allemagne, 7 ou 8 fois plus qu'en Angleterre. Nous avons toute possibilité

(1) HOOVER, *op. cit.*, p. 61.

de conserver ce niveau à l'avenir et même de l'élever peu à peu. C'est ce qui nous permet de réaliser le développement de la production socialiste sur un rythme beaucoup plus rapide que dans les pays capitalistes (1). »

Même pendant la guerre mondiale, aucune puissance belligérante n'a disposé d'une proportion aussi importante du revenu national. Mais, selon le président du Gosplan, Krjijanovski, le prélèvement peut être plus élevé en U. R. S. S. puisqu'il est intégralement employé à développer les forces productives et qu'une fois la période de tension et de sacrifice achevée, le pays se trouve non pas devant des ruines à relever, mais en possession d'un puissant mécanisme de production.

Une fois admis le principe du prélèvement massif sur un revenu national qui en 1930 ne représentait, par tête d'habitant, que 300 marks d'avant-guerre, contre 716 marks en France, 771 marks en Allemagne, 1.123 en Angleterre et 2.228 marks aux États-Unis (1928) (2), on doit reconnaître que le rythme d'accroissement des investissements et du revenu national de l'U. R. S. S. est unique dans l'histoire économique. Entre 1924-5 et 1927-8, il a augmenté de 31 %, soit de 10 % par an (3); entre 1928 et 1932, de 85 %, soit de 20 % par an. Or, la plus grande vitesse d'accroissement connue avait été enregistrée aux États-Unis, où le taux a atteint 8 %

(1) *Planovoïé Khoziaïstvo*, organe du Gosplan, 1932, n° 3, p. 43. Cité par BERLINE, *op. cit.*, p. 259. Dans les pays capitalistes, en temps ordinaire, l'épargne ne représente pas plus d'un cinquième du revenu national.

(2) *Planovoïé Khoziaïstvo*, n° 12, 1930 : *Die Wirtschaftlichen Kräfte der Welt*, Berlin, 1930 ; *Statistisches Jahrbuch*, 1930. Cité par Jugov, p. 113.

(3) GRINKO, *Le Plan Quinquennal*, *op. cit.*, p. 360.

pendant les années de prospérité. La Russie d'avant-guerre n'a jamais dépassé 5 % quand la récolte était exceptionnelle, et les années moyennes, 3 % (1).

Cet accroissement exceptionnel du revenu national de l'U. R. S. S. serait dû, selon Grinko, à « la liquidation des classes parasites qui dans tous les pays capitalistes consomment improductivement une portion énorme du revenu national (2) ». En outre, la répudiation des dettes de l'ancien régime se traduit par une économie annuelle de 2 milliards, et le service de la dette intérieure ne représente pas plus de 1,9 % du total du budget. En y ajoutant les dépenses consacrées à la défense du pays, soit 6,1 %, le budget soviétique ne perd que 8 % en dépenses improductives. La proportion est beaucoup plus élevée dans les pays capitalistes (3) :

La France	consacre 44 % au service de la dette et 21 % aux dépenses directes d'armement		
L'Angleterre	— 42 %	—	13 % —
L'Italie	— 21 %	—	22 % —
La Pologne	— 10 %	—	30 % —

Mais puisqu'il est question de records soviétiques, il faut dire qu'au cours de la période quinquennale, les dépenses ont augmenté encore bien plus que le revenu national : celui-ci s'est accru du cinquième d'octobre 1929 à octobre 1930, et les dépenses de 43 %. Pour le trimestre de choc (octobre-décembre 1930), la charge est écrasante : le plan financier évalue à 8 milliards le revenu national et

(1) JUGOV, *op. cit.*, p. 86.

(2) GRINKO, *Le Programme financier de l'U. R. S. S., pour 1933, op. cit.*, p. 180.

(3) *Bulletin de la Banque d'État*, janvier 1931, p. 2.

à 7,4 milliards les dépenses, c'est-à-dire au double du dernier trimestre de 1929 (1). Après cette courte période d'exception la progression des prélèvements reprend, normale : en 1931, le plan financier absorbe 20,500 milliards sur 37,800 milliards, soit 54,3 % du revenu national et en 1932, 30,900 milliards sur 45,100 milliards soit 68,5 % (2).

Ce *plan financier* (*Finplan*) a pour but de mobiliser et de distribuer le revenu national selon le programme d'ensemble de l'édification socialiste. Son importance s'est accrue au fur et à mesure de l'extension du secteur socialisé de l'économie. Dès 1929-30, celui-ci comprend 85 % de tout le travail salarié et donne 88,2 % de la production industrielle totale (3). Pendant les années suivantes, la collectivisation s'étend à plus des trois-quarts des campagnes qui, en 1928, appartenaient uniquement au secteur privé. Le peu d'artisans indépendants qui subsistaient, ont été rattachés aux coopératives de production. Les transports, le crédit se trouvent sous le contrôle de l'État (4).

A la fin de la période quinquennale, l'économie soviétique est donc essentiellement différente de celle des pays où le budget suffit à englober les finances de l'État. En U. R. S. S. le budget n'existera plus qu'aussi longtemps qu'il subsistera trace d'économie privée. Déjà il n'est plus qu'une partie du plan financier unifié qui depuis 1931,

(1) FARBMAN, *op. cit.*, p. 78-81.

(2) *Monthly Review* (U. R. S. S.), décembre 1933.

(3) GRINKO, *Le Plan Quinquennal, op. cit.*, p. 414.

(4) MÉQUET, *op. cit.*, p. 211.

PLAN FINANCIER UNIQUE DE L'U. R. S. S. POUR 1931 (1)
(en milliards de roubles)

RECETTES

1° <i>Fonds de l'économie socialisée</i>	13.993
Comprenant :	
a) Industrie et électrification.....	4.216
b) Agriculture et sylviculture.....	1.164
c) Économie municipale.....	773
d) Commerce d'État et coopératives.....	2.259
e) Transports et P. T. T.....	2.519
f) Recettes diverses.....	1.464
2° <i>Impôts</i>	11.278
3° <i>Fonds des organisations d'assurances</i>	2.664
4° <i>Ressources de la population</i>	3.881
dont emprunt	1.330
5° <i>Recettes diverses</i>	702
TOTAL GÉNÉRAL	<u>31.918</u>

DÉPENSES

1° <i>Fonds de l'économie nationale</i>	21.099
Comprenant :	
a) Industrie et électrification.....	8.856
b) Agriculture	4.795
c) Construction municipale et d'habitations..	815
d) Commerce d'État et coopératives.....	708
e) Transports et P. T. T.....	3.310
f) Diverses dépenses.....	615
2° <i>Financement des mesures sociales et culturelles</i> ..	5.785
Comprenant :	
a) Instruction publique.....	3.516
b) Protection de la santé publique.....	1.189
c) Protection du travail et assistance publique	1.080
3° <i>Administration, défense et dépenses diverses</i> ...	3.534
TOTAL	<u>30.418</u>
Réserve	1.500
TOTAL GÉNÉRAL	<u>31.918</u>

(1) *Bulletin de la Banque d'État*, janvier 1931, p. 7.

comprend, outre les revenus qui entrent dans un budget ordinaire, toutes les ressources provenant de l'industrie et du commerce socialisés, des banques et établissements de crédit, des budgets des gouvernements locaux, du fonds des assurances sociales, des emprunts intérieurs, des kolkhozes et des sovkhozes (1).

Sur l'ensemble de ces ressources, 70 %, au lieu des 53,9 % prévus par le plan, ont été investis dans l'économie nationale (2) :

	Dépenses prévues par le P. Q.	Dépenses effectuées	Par rapport au P. Q.
	—	—	—
	(en milliards de roubles)		
1° Financement de l'économie nationale.....	23,4	50,2	26,8
Comprenant :			
a) Industrie et électrification	8,1	23	14,9
b) Agriculture	3,4	8,5	5,1
c) Transports et communi- cations	9,1	10,4	1,3
2° Financement des mesures culturelles	4,1	4,6	0,5
3° Administration et dépenses.	7,2	6,9	— 0,3
4° Service de la dette.....	2,7	2,1	— 0,6
5° Sommes versées aux budgets locaux	6,7	5,3	— 1,4
6° Divers	1,1	2,9	1,8
TOTAUX.....	<u>45,2</u>	<u>72</u>	<u>26,8</u>

Ainsi les *dépenses* de l'État soviétique ne se distinguent pas essentiellement de celles des autres États : elles sont seulement beaucoup plus importantes, par

(1) « Ce que serait pour la France, par exemple, l'ensemble du budget et des bilans de toutes les sociétés par actions. » MÉQUET, *op. cit.*, p. 209.

(2) *Summary*, p. 223.

suite de la nationalisation de l'ensemble de l'économie. C'est la partie *recettes* du *Finplan* qui fait l'originalité du système financier de l'U. R. S. S., car elle est alimentée non seulement par la *mobilisation des ressources de la population*, mais, pour une plus grande part, à l'aide des *fonds de l'économie socialisée*. Le tableau suivant analyse les ressources du Plan financier selon leurs sources (1) :

	Prévisions du Plan pour 1928-33	Effectué en 4 ans et 3 mois	Par rapport au Plan
	(en milliards de roubles)		
A) Total des fonds de l'économie socialisée, comprenant :	70,9	89,9	19
a) Industrie	33,5	43,4	9,9
b) Transports et communications.....	5,7	9	3,3
c) Économie municipale ..	2,9	3,2	0,3
d) Commerce d'État et coopératives	6,1	8,4	2,3
e) Fonds des organisations d'assurances	10,1	12,4	2,3
B) Ressources de la population (paiement obligatoire et volontaire)	17,3	21,5	4,2
C) Recettes diverses (taxes locales, fonds des organisations publiques, etc.)	3,4	8,7	5,3
TOTAUX DES RECETTES ..	<u>91,6</u>	<u>120,1</u>	<u>28,5</u>

(1) *Summary, op. cit.*, p. 220.

Ainsi, 74,9 % du total des recettes du plan financier pour la période quinquennale proviennent de l'économie socialisée, 7,2 % de taxes diverses, et 17,9 % de la mobilisation des ressources de la population. On doit remarquer que, tout en dépassant en chiffres absolus le montant prévu par le Plan, la proportion des contributions de la population dans l'ensemble des ressources a été de 17,9 au lieu de 18,9 %. En U. R. S. S., on en conclut que l'accroissement des investissements par rapport au Plan n'a pas imposé à la population une charge plus lourde. Mais qui fait les frais des accumulations de l'économie socialisée, sinon les consommateurs ?

I. — MOBILISATION DES RESSOURCES DE LA POPULATION

Entre 1928 et 1932, les revenus pécuniaires de la population — abstraction faite, par conséquent, des revenus en nature de la masse paysanne — ont triplé, passant de 23,7 milliards à près de 70 milliards. Et le fonds des salaires des ouvriers et employés a atteint 30 milliards au lieu de 8 en 1928. Il a donc quadruplé (1), alors que pendant la même période, les revenus des ouvriers et employés allemands ont diminué de 43 à 26 milliards de marks ; aux États-Unis, le fonds des salaires est passé de 53,2 milliards à 28,2 milliards, et en Angleterre de 381 millions de livres sterling à 324 millions (2).

Ce rapprochement est peut-être plus frappant que significatif. Car la preuve est faite depuis longtemps

(1) *Summary, op. cit.*, p. 221.

(2) GRINKO, *Le Programme financier de l'U. R. S. S., pour 1933, op. cit.*, p. 181.

qu'un pays dont les besoins et les ressources sont immenses et inexploités, ne peut souffrir ni du chômage, ni de la surproduction. Toutes les puissances capitalistes ont connu, à des époques et à des degrés différents, un essor semblable à celui dont l'U. R. S. S. s'enorgueillit aujourd'hui. Il n'est donc pas possible de conclure à la supériorité du bolchévisme, tant que l'économie soviétique n'aura pas prouvé qu'à niveau égal, les maux dont souffre la production capitaliste lui sont épargnés.

Ce n'est pas la seule objection qu'on puisse opposer à une comparaison entre les pays occidentaux et la Russie soviétique où la notion de salarié est tellement plus vaste et où, avec des revenus quadruplés, la classe ouvrière n'a pas avancé d'un degré dans la voie du bien-être. C'est que l'État n'accorde des salaires élevés que pour en prélever une part croissante par le double moyen de la politique des prix élevés et des « contributions obligatoires et volontaires » de la population.

Parmi celles-ci, les *impôts* directs ont perdu de leur importance à mesure de l'extension du secteur socialisé à laquelle ils ont d'ailleurs contribué en frappant lourdement les formes d'économie privée (1). Depuis 1930, la production et la circulation des marchandises ne sont plus soumises qu'à un impôt unique sur le chiffre d'affaires (2), qui passe entièrement au budget d'État dont il représentait, en 1931, 9,393 milliards sur un total de

(1) « En 1926, il y avait, à Novosibirsk, 520 marchands qui payaient 850.000 roubles d'impôts. En 1931, il n'y a plus que 20 marchands, mais ils paient 1.100.000 roubles. » VAILLANT-COUTURIER, *op. cit.*, p. 27.

(2) LESGURE, *Le Bolchévisme de Staline*, *op. cit.*, p. 91.

recettes de 32 milliards ; et en 1932, 17,2 sur 43,8 milliards. En 1933, sur un budget de 51 milliards, l'impôt sur le chiffre d'affaires fournit 23,5 milliards, dont 1,4 milliard provient de l'industrie lourde, 4,8 milliards de l'industrie légère, 1,7 milliard des coopératives, 1,2 milliard des autres entreprises commerciales et 1,6 milliard du Commissariat du peuple au Ravitaillement, y compris les revenus de la vente des spiritueux, du trust des tabacs, du trust des sucres et d'autres importantes unions industrielles (1).

Le taux de l'impôt est infiniment plus élevé pour les objets de consommation comme le sucre (35 %), le tabac (75 %), la vodka (85 %) (2) que pour les produits destinés à l'industrie : le combustible ne paie que 3 %. Ainsi le Gouvernement se sert de l'impôt indirect pour orienter le développement industriel du pays dans le sens prévu, en favorisant l'industrie lourde.

Les *emprunts* ne diffèrent des impôts, en Russie Soviétique, que par le fait qu'ils portent intérêt (3). Ils ont commencé à être, comme ailleurs, des contributions volontaires, mais leur volume s'étant trop rapidement accru par rapport aux disponibilités de la population, il a fallu recourir à la répartition forcée. Comme l'emprise du pouvoir central est plus grande sur la population urbaine, celle-ci détient presque les 3/4 des emprunts (4) dont une partie au moins a été couverte par des retenues men-

(1) GRINKO, *op. cit.*, p. 187.

(2) KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 183.

(3) LESCURE, *op. cit.*, p. 93.

(4) MÉQUET, *op. cit.*, p. 206.

suelles obligatoires sur les salaires (1). Lorsque la revente et la mise en gage croissent au point d'absorber une grande partie des nouvelles émissions monétaires, on les interdit (2). En outre, le tiers des dépôts des caisses d'épargne qui se montent à environ 1.400 milliards (3), est automatiquement placé en emprunt d'État (4).

Cette forme de « participation active des grandes masses à l'édification socialiste (5) » a contribué pour 22 % en 1931, et pour 30 % en 1932, aux investissements industriels effectués dans le cadre du Plan Quinquennal (6).

II. — REVENUS DE L'ÉCONOMIE SOCIALISÉE

L'originalité de la méthode de financement soviétique tient dans la diversité des moyens qu'elle emploie pour reprendre au consommateur la plus grande part de son revenu. Le plus fructueux de ces procédés est de nature proprement commerciale : l'État, détenteur du monopole de l'industrie et du commerce, s'efforce de produire à bon marché et de vendre le plus cher possible, pour réaliser des bénéfices qu'il réinvestit dans l'économie nationale. Dans les pays où elle n'est pas réhabilitée par la raison d'État, cette opération porte le nom de spéculation illicite (7).

(1) HOOVER, *op. cit.*, p. 60.

(2) *Ibid.*, p. 201.

(3) MÉQUET, *op. cit.*, p. 205.

(4) KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 293.

(5) GRINKO, *Le Financement du Plan Quinquennal*, *op. cit.*, p. 45.

(6) *Monthly Review* (U. R. S. S.), *op. cit.*, mars 1934.

(7) LESCURE, *op. cit.*, p. 92.

Tout en spécifiant qu'elle est « des plus efficaces », le Plan Quinquennal insiste sur la nécessité primordiale de ne pas pratiquer la *manœuvre des prix* sans réduire le prix de revient (1). Si celui-ci diminue de 35 % en cinq ans, 24 % pourront profiter au consommateur sous forme de baisse des prix, et 11 % seront consacrés aux investissements industriels.

C'est dans la mesure où ces prévisions n'ont pu être réalisées que l'argent-papier a soutenu le Plan (2).

Pour 1930, par exemple, la baisse des prix de revient dans l'ensemble de l'industrie n'a atteint que 7,1 % au lieu de 11 %. Comme la production industrielle globale était évaluée à 20 milliards de roubles, c'est donc pour l'État une dépense supplémentaire de 780 millions. Le déficit des entreprises a dû être couvert par des subventions budgétaires qui ont multiplié le recours aux émissions de monnaie dont le montant annuel, selon le Plan, n'aurait pas dû dépasser 200 à 500 millions de roubles (3). Or, dès la première année de la période quinquennale, l'émission est de 670 millions et de 1.621,7 millions en 1930 (4), de sorte que le double du total de nouveaux billets prévus pour cinq ans, a été émis en deux ans (5).

Selon les économistes soviétiques, une devise étant soutenue bien moins par une « couverture ferme » que par

(1) « Le XV^e Congrès du Parti auquel le Plan doit ses directives, spécifiait que la réduction de prix de revient est le problème central de l'industrie, à la solution duquel doivent être subordonnés tous les autres objectifs. » GRINKO, *Le Plan Quinquennal*, op. cit., p. 144.

(2) KNICKERBOCKER, op. cit., p. 283.

(3) *Plan Quinquennal*, vol. II, partie II, p. 334.

(4) *Planovoïé Khoziaïstvo*, n° 1, 1931, p. 92. Cité par Jugov, p. 89.

5) *Ibid.*, p. 191.

le capital fondamental de l'économie nationale, celui-ci détermine en fait la quantité de monnaie nécessaire. Même en tenant compte de cette théorie, il y a inflation. Car le Plan ayant prévu un accroissement du capital fondamental de 182 % en 5 ans, dès 1930, la circulation monétaire a augmenté de 250 % (1), et elle atteint 5,4 milliards en juin 1932, et probablement 6 milliards à la fin de l'année (2), contre 2, 6462 milliards en 1929 (3).

Grâce au caractère particulier de l'économie soviétique, les conséquences néfastes de l'inflation ont pu être, en partie, évitées. D'une part, les émissions ayant servi à développer les forces productives du pays, l'accroissement de la quantité de marchandises ne doit pas tarder à « étoffer le rouble contre la morsure des prix (4) ». Mais surtout, le rouble lui-même n'est plus aujourd'hui qu'un docile instrument entre les mains du pouvoir. Tenu à l'écart des changes par le monopole du commerce extérieur, il n'agit pas davantage sur les prix (5), n'ayant conservé que ses deux fonctions inoffensives : instrument de compte et d'échange. La notion de valeur a disparu de l'économie soviétique depuis la suppression, au profit de l'État, des formes d'exploitation privée. Le niveau des prix est déterminé par l'utilité des produits, leurs possibilités d'exportation, la marge de bénéfices que l'État veut réaliser en les vendant, et souvent, un même objet a

(1) KNICKERBOCKER, *op. cit.*, p. 293.

(2) MÉQUET, *op. cit.*, p. 204.

(3) C. HOOVER, *op. cit.*, p. 190.

(4) DUBOIS, *op. cit.*, p. 101.

(5) *Ibid.*, p. 103.

deux prix, selon qu'il est vendu dans les limites du rationnement ou sur le marché libre.

Le système des cartes de ravitaillement assurant à chaque travailleur des conditions d'existence à peu près correspondantes à sa fonction, a en partie neutralisé l'effet de la dépréciation de la monnaie, et l'a rejeté sur la population non-laborieuse obligée d'avoir recours au marché libre où les prix sont deux et même trois fois plus élevés que dans les coopératives.

Tenu à l'écart de la formation des prix, le rouble a également été séparé du marché international des changes et de la valeur de l'or, par le monopole du commerce extérieur. Dans cette économie presque totalement fermée, le Gouvernement Soviétique a pu poursuivre une politique d'expansion de la monnaie et du crédit bancaire à laquelle aucun autre pays n'aurait résisté (1). L'émission monétaire n'a plus été dirigée en considération de la réserve d'or ni des indices d'accroissement annuel de la production ou du volume des affaires. Ce qui en a déterminé l'importance, ce sont les *besoins productifs* de l'économie en monnaie, aucune restriction d'ordre financier ne devant arrêter la réalisation du Plan Quinquennal (2).

Pourtant sachant par expérience qu'il vient un moment où toutes les barrières dressées contre les dangers de l'inflation sont renversées, les dirigeants soviétiques ont cherché à limiter le recours aux émissions monétaires. C'est l'objet de la grande réforme de 1930.

(1) C. HOOVER, *op. cit.*, p. 203.

(2) *Ibid.*, p. 200.

Un premier décret du 21 février sur *les paiements par virements comptables entre les entreprises d'État* est venu généraliser la pratique des paiements sans monnaie entre les organisations d'État, les coopératives et les kolkhozes. « Cela ressemble jusqu'à un certain point, remarque Calvin Hoover, au système de paiement par chèques de banque et de compensation entre banques, familier à l'Occident, et dont le « Par Clearance System » et le « Gold Settlement Fund » de la Banque de réserve fédérale offrent un exemple (1). » Mais la réforme soviétique dépasse même l'étape du chèque : les comptes sont réglés par de simples mentions au crédit et au débit des comptes des entreprises sur les registres des banques, celles-ci se chargeant ainsi de la plus grande partie de la comptabilité financière de l'industrie.

Seulement, une substitution aussi étendue de la compensation bancaire à la monnaie ne pouvait se faire sans une réforme complète du système du crédit « dans le sens de sa libération des relations monétaires et d'échange qui se sont encore conservées dans le cycle économique ».

Depuis la N. E. P. la circulation des marchandises se faisait à l'aide de lettres de change dont l'escompte constituait la forme essentielle du crédit à court terme. Les effets étant habituellement tirés par la producteur sur l'acheteur de marchandises, puis escomptés, le poids du crédit accordé à la consommation retombait entièrement sur la banque qui se trouvait financer la production par cette voie détournée.

(1) P. 165.

La réforme du crédit a dégagé l'industrie de l'obligation de consentir des crédits à ses acheteurs, les coopératives, et par là-même, elle l'a affranchie de ses attaches bancaires : d'une année à l'autre, le volume de son financement est tombé de 2.389 à 1.013 millions de roubles. Seules les industries tourbière et électro-technique ont vu leur crédit bancaire augmenter, car « elles reçoivent plus de crédit qu'elles n'en font ». Sept autres industries se répartissaient, avant la réforme, 40 % de l'ensemble des crédits, la part la plus grande allant au textile, puis la métallurgie, l'industrie du bois, du cuir, du pétrole, les produits alimentaires et l'imprimerie. Or, depuis qu'elles n'ont plus à financer leurs clients, le textile, les produits alimentaires et l'imprimerie ont remplacé leur découvert bancaire par un crédit permanent. Et sur les 80 % des crédits répartis entre les quatre autres industries, la moitié va à la métallurgie (1).

L'industrie n'ayant plus à faire de crédit au commerce, la *traïle* « cet ordre vénérable et centenaire de la banque capitaliste » a été supprimée. Toutes les opérations financières entre les organisations coopératives et d'État doivent être effectuées par la Banque d'État (Gosbank), qui avance le crédit bancaire non plus au vendeur mais à l'acheteur.

Cela n'est possible que sous le régime soviétique qui fait de la Banque, comme de ses clients, des créatures de l'État. Au lieu d'une personne — physique ou juridique — déterminée, la Gosbank crédite « les organismes que

(1) DUBOIS, *op. cit.*, p. 130.

le plan économique a chargés de remplir des fonctions déterminées dans la production ou dans le commerce, et qu'il a pourvues dans ce but des ressources matérielles nécessaires (1) ». Tous les règlements de compte entre chacun des clients et la banque d'une part, entre eux et les autres organisations économiques d'autre part, sont englobés dans un *compte courant unique* qui a pour base le montant du crédit bancaire fixé par les Chiffres de contrôle pour l'année en cours. Ainsi, les paiements en espèces sont abolis entre les entreprises d'État, ce qui doit, selon Staline, « libérer de grandes masses d'argent (2) ».

Si la réforme de 1930 a été violemment critiquée, ce n'est pas que la suppression de la traite ait paru injustifiée : la libre volonté des parties contractantes a également disparu de l'économie soviétique où, depuis l'extension du secteur socialisé, *tous les rapports sont prédéterminés*. Seulement, le système qui faisait du « plan de crédit » l'instrument du financement du plan général de l'économie et chargeait la Gosbank, devenue l'institut central des règlements du pays, d'en surveiller l'application, était entaché d'un automatisme qui réduisait, au lieu de l'augmenter, le contrôle sur l'emploi des fonds avancés. Qu'on juge aussi du désordre qui a dû résulter, dans les relations entre vendeurs et acheteurs, de la nouveauté des règlements sans monnaie, des centaines de milliers de compte courants ouverts simultanément, du manque de personnel comptable : aucune entreprise

(1) *Bulletin de la Banque d'État*, mars 1930, p. 4.

(2) *Ibid.*, juillet 1930, p. 2.

n'a pu établir son bilan pour 1930. Les organisations de production en ont d'ailleurs profité pour obtenir des ressources supérieures à leur crédit à la Gosbank qui n'arrivait plus à établir les comptes de ses clients. L'industrie aurait reçu à elle seule, des crédits dépassant de 1 milliard et demi le plan financier pour 1930 (1).

Le commissaire du Peuple aux Finances, Grinko, a dû reconnaître que « la réalisation des réformes de crédit en 1930, a donné des résultats directement opposés au but de cette réforme, portant un préjudice considérable à notre économie nationale (2) ».

Comptant sur la Gosbank pour couvrir leur déficit, les entreprises cessèrent de lutter pour la compression des prix de revient, et se désintéressèrent également de la qualité de leurs produits puisque ceux-ci leur étaient automatiquement payés, avant toute vérification. Cette pratique lésait l'acheteur qui payait d'avance une marchandise qui pouvait ne pas lui convenir, et aussi la Banque qui risquait de dépasser le crédit dont l'acheteur disposait.

Un décret du 14 janvier 1931 vint « mettre au point » la réforme du crédit dont le principe fondamental demeurait inchangé : *la vente des marchandises et l'utilisation des services sans octroi de crédit commercial* (3). Les factures ne furent plus acquittées par la Banque qu'après leur acceptation par l'acheteur, et cela dans les strictes

(1) JUGOV, *op. cit.*, p. 198-200.

(2) *Les Finances et l'économie socialiste*, n° 12, 1931. Cité par JUGOV, *op. cit.*, p. 198.

(3) *Bulletin de la Banque d'État*, *op. cit.*, janvier 1931, p. 7.

limites du plan financier. En outre, les combinats se virent ouvrir, à la Banque, des comptes particuliers d'assurance destinés à les intéresser plus directement à la compression des prix de revient. Jusqu'à la réforme, la différence entre le coût de production prévu et le prix de vente des produits était porté au compte du combinat qui en disposait d'après les indications du plan. Mais si la baisse du prix de revient demeurait inférieure aux prévisions, c'était la Banque qui faisait les frais de la mauvaise gestion du groupe d'entreprises. Aussi, depuis 1931, la différence entre le prix de revient et le prix de vente est portée pour moitié au compte du combinat, le reste étant réservé jusqu'à la fin de l'exercice lorsque la baisse réelle du prix de revient peut être établie (1).

La loi de 1931 n'a pas seulement renforcé le contrôle de la Banque sur la gestion financière des entreprises ; elle lui a aussi donné les moyens de se faire rembourser les sommes avancées, en vendant, au besoin, l'actif des organisations économiques débitrices. Celles-ci se sont révoltées, et il en est résulté une polémique violente dont voici un écho :

« Dans la conscience des gens qui préfèrent la situation de parasites de la Gosbank, qui sont déshabitués de diriger des entreprises et qui se sont habitués à être menés en lisière, ne peut entrer l'idée de la vente forcée des biens d'une organisation économique insolvable... Certaines gens même sourient d'un air moqueur à propos de ces menaces. » La rigueur de la Banque d'État lui valut

(1) *Bulletin de la Banque d'État*, *op. cit.*, janvier 1931, p. 9.

un concert de protestations de la part des entreprises menacées : « Est-il possible que la Gosbank ordonne une saisie-arrêt du Magnitostroï pour avoir dépassé le Finplan, et à qui la Gosbank pourra-t-elle vendre les chemins de fer déficitaires ? Et que fera-t-elle si des coopératives reçoivent des objets de ravitaillement pour les ouvriers alors qu'elles auront déjà épuisé leurs crédits ? Ne livrerez-vous vraiment pas l'argent, renverrez-vous la marchandise (1) ? »

Effectivement, les entreprises qui ne se conformaient pas aux règlements ont vu couper leurs crédits, elles n'ont pas eu de quoi payer leurs ouvriers, ou bien elles n'ont pu vendre leurs produits, les acheteurs n'ayant plus de crédit.

Mais si le nouvel ordre n'a pas été sans ralentir un peu le fonctionnement de l'économie, il a surtout provoqué une réaction contre le relâchement des mœurs financières auquel la nécessité de construire et de produire coûte que coûte avait abouti. Dans la mesure où elle s'est exercée, on peut donc considérer la rigueur dans l'octroi et le remboursement des crédits comme l'indice d'une évolution vers une économie mieux équilibrée.

(1) *Za Indoustrialisatsiou*, 21 avril 1931 ; *Pravda*, 10 mai 1931. Cité par Jugov, *op. cit.*, p. 202-3.

CONCLUSION

UN NOUVEAU PAYS INDUSTRIEL

« Il n'y a aucune possibilité de changer radicalement le caractère social et économique d'un pays agraire, non seulement en cinq ans, mais même pendant un temps plus long », dit Jugov (1).

On peut être certain que les dirigeants soviétiques ne se sont fait illusion à aucun moment sur la possibilité de rattraper un siècle de retard en cinq ans, ou de transformer, en si peu de temps, la structure économique de l'U. R. S. S. Les obstacles auxquels se heurte toute initiative russe du fait d'une population aux trois quarts amorphe et d'un territoire dont l'immensité est plus cruelle à l'homme qu'avantageuse, les dirigeants soviétiques les connaissent, et ils se gardent bien d'en diminuer l'importance, pour prêter aux résultats les plus faibles en valeur absolue, l'éclat d'une victoire.

C'est à cause de ces difficultés naturelles que la réalisation du Plan Quinquennal a coûté si cher : près de 100 milliards de roubles (2), auxquels il faut ajouter les

(1) JUGOV, *op. cit.*, p. 126.

(2) LESCURE, *op. cit.*, p. 26.

hommes — 1 pour 500.000 roubles (1) — qui sont morts à la tâche. Presque le prix d'une guerre. Et pendant cinq ans, des dizaines de millions d'individus ont vécu dans l'atmosphère d'ardeur, de tension et de contrainte qui accompagne les circonstances où le salut public est engagé.

Même les déclarations officielles et les journaux ont un accent belliqueux. « Tout événement économique ou intellectuel prend la valeur d'une « manœuvre » accomplie sur un « front ». Des « armées » livrent « bataille », des « brigades » « forcent » des « défilés », on établit des « cadres », on stigmatise les « déserteurs », les « états-majors » proclament l' « alarme », la « mobilisation », demandent des « volontaires » et commandent des « attaques » (2). »

Sur le « front industriel » tout au moins, l'U. R. S. S. a remporté la victoire (3). Cela ne veut pas dire que la proportion de 83 % de paysans et de 17 % d'ouvriers, héritée de l'ancien régime, ait été renversée au profit de ces derniers. La population urbaine ne représente encore que le quart de la population totale. Mais au cours de la période quinquennale, le nombre des ouvriers s'est accru de 11 millions (4), soit de près de la moitié, et les paysans eux-mêmes ont été engagés dans des fermes collectives dont on peut discuter l'opportunité économique, mais qui

(1) PERCHERON, *op. cit.*, p. 32.

(2) Klaus MEHNERT, *op. cit.*, p. 67.

(3) « Les résultats sont très contestables dans l'agriculture ; dans l'industrie ils sont impressionnants. » LESCURE, *op. cit.*, p. 27.

(4) *Ibid.*, p. 189.

ont certainement l'avantage de secouer, dans les campagnes, l'obscurantisme et l'inertie.

L'ancien régime favorisait cette passivité paysanne qui est la conséquence inévitable d'une économie strictement agraire et fidèle à la culture extensive. Des circonstances indépendantes de la volonté de l'homme agissent sur la récolte, qui conditionne, à son tour, la valeur des importations dont elle peut assurer la contre-partie. Et sur le marché extérieur le pays dépend des puissances disposées à acheter ses produits agricoles et à lui vendre les machines et les produits manufacturés qu'il est incapable de fabriquer et dont il ne saurait se passer.

On comprend que les maîtres actuels de la Russie aient voulu l'affranchir d'une dépendance dont l'antagonisme entre le régime soviétique et celui des autres pays ne pouvait qu'augmenter les dangers. L'orientation du Plan Quinquennal répond, nous l'avons vu, à ces préoccupations autarchiques. Et si aujourd'hui, les relations économiques devaient être rompues une fois de plus, l'U. R. S. S. pourrait vivre sur ses propres ressources, et même poursuivre son industrialisation.

Dès 1931, la France était dépassée pour la production de houille, le Vénézuéla pour le pétrole, l'Angleterre pour la fonte (1). Et, d'après les statistiques de 1934, l'U. R. S. S. est actuellement le deuxième producteur de fonte et de pétrole du monde, le troisième pour la houille et pour l'acier le quatrième (2). Pour la production d'or,

(1) MÉQUET, *op. cit.*, p. 102.

(2) P. DEVINAT, *op. cit.*, p. 249.

elle a passé du cinquième au second rang, dépassant les États-Unis, le Canada et l'Australie (1).

La position des principales industries russes dans l'économie mondiale a subi les modifications suivantes, par rapport à l'avant-guerre (2) :

	Monde		Europe	
	1913	1928	1932	
Puissance électrique	15 ^e rang	10 ^e rang	6 ^e rang	4 ^e rang
Charbon	6 ^e —	6 ^e —	4 ^e —	3 ^e —
Acier en lingots	5 ^e —	6 ^e —	2 ^e —	1 ^{er} —
Constructions mécaniques.	4 ^e —	4 ^e —	2 ^e —	1 ^{er} —
Pétrole	2 ^e —	3 ^e —	2 ^e —	1 ^{er} —
Machines agricoles		4 ^e —	1 ^{er} —	1 ^{er} —
Tracteurs		4 ^e —	1 ^{er} —	1 ^{er} —
Tourbe			1 ^{er} —	1 ^{er} —
Automobiles		12 ^e —	6 ^e —	4 ^e —
TOTAL de la production industrielle		5 ^e —	2 ^e —	1 ^{er} —

Il faut dire que la crise générale a grandement favorisé l'avancement de l'U. R. S. S. La production soviétique ne représenterait pas aujourd'hui 10,5 % de celle des États-Unis, 40,5 % de l'Allemagne, 50 % de l'Angleterre, 67,1 % de la France, et ne dépasserait pas de 46,9 % la production de l'Italie (3) si l'activité industrielle n'était allée en déclinant dans les pays capitalistes.

En outre, si au lieu de comparer le volume global de la production, on calcule ce qu'il représente par tête d'habitant, la Russie Soviétique n'est pas près de « rattraper et dépasser » les puissances industrielles plus

(1) S. V. dans le *Temps* du 2 juillet 1934.

(2) *Summary, op. cit.*, p. 33.

(3) *Wochenbericht* de l'Institut für Konjunkturforschung, Berlin, n° 41, 11 janvier 1933. Cité dans *Summary, op. cit.*, p. 57.

anciennes. Ainsi pour l'électrification de l'industrie, le coefficient soviétique atteint, en 1932, 71,2 % ; il est donc à peine inférieur à celui des États-Unis qui est de 78,3 % (en 1929), et dépasse largement le coefficient de l'Angleterre (49 % en 1929) et même celui de l'Allemagne (64,6 % en 1925) (1). Mais si l'on compare la production d'énergie électrique par tête d'habitant, elle est seulement de 100 kilowatts-heure en U. R. S. S. contre 355 kilowatts-heure en Angleterre, 480 en Allemagne et 1.030 aux États-Unis. Pour l'extraction de charbon, la différence est plus importante encore : 0,38 tonnes par tête d'habitant en U. R. S. S., 2,8 tonnes en Allemagne, 4,5 tonnes aux États-Unis et 5,7 tonnes en Angleterre (2).

Pouvait-il en être autrement ? En cinq ans, on a seulement *construit* les immenses entreprises qui doivent porter la production au niveau le plus élevé. Les résultats obtenus en 1932 sont donc moins significatifs que le montant des investissements et le principe qui a présidé à leur répartition.

On sait qu'au risque de nuire à leur popularité, les dirigeants soviétiques ont choisi de sacrifier l'industrie légère, c'est-à-dire le bien-être immédiat de la population, à l'industrie lourde qui est l'instrument essentiel du développement industriel d'un pays.

Effectivement, entre le 1^{er} octobre 1928 et le 1^{er} janvier 1933, le capital fondamental de l'industrie lourde est passé de 5,5 à 14.400 milliards de roubles (3), et le taux

(1) *Summary, op. cit.*, p. 16.

(2) P. BERLINE, *op. cit.*, p. 257.

(3) ORDJONIKIDZE, *Du premier au deuxième Plan Quinquennal, op. cit.*, p. 156.

d'accroissement annuel de la production a atteint 26,8 % alors qu'il est seulement de 17 % pour l'industrie légère (1). A la fin de la période quinquennale, la proportion des objets de consommation et des moyens de production dans l'ensemble de la production est renversée au profit de ces derniers qui représentent 52,5 % en 1932 au lieu de 44,3 % en 1928 et 41,8 % en 1913 (2).

L'essor de certaines branches de ce groupe A est exceptionnel. Ainsi, les constructions mécaniques représentent dès 1931, 56,9 % de la production américaine, dépassant de 40 % la production anglaise et de 51 % la production allemande. Et à la fin de la période quinquennale, leur part dans la production industrielle totale passe de 6,6 % en 1913 et 9,3 % en 1928 à plus de 21 %. Cette proportion est unique au monde : aux États-Unis, en 1929, elle atteint seulement 17,2 %, en Angleterre, 13,8 % et en Allemagne 10,8 % (3).

La crise mondiale n'a pas seulement abaissé le niveau de la production capitaliste, donnant ainsi plus de relief au développement soviétique. Elle a eu pour effet également de faciliter à l'U. R. S. S. l'achat d'outillage, payable à long terme, dans les pays capitalistes atteints par le chômage : les gouvernements de l'Allemagne, de l'Italie, de la Grande-Bretagne, de la Tchécoslovaquie ont successivement garanti à leurs exportateurs nationaux 50 à 70 % de la valeur des marchandises vendues en U. R. S. S. (4). Et l'opération a été d'autant plus

(1) *Summary, op. cit.*, p. 18.

(2) *Ibid.*, p. 59.

(3) *Ibid.*, p. 14.

(4) PERCHERON, *op. cit.*, p. 76.

avantageuse qu'au moment du règlement final, certaines monnaies de compte considérées comme intangibles s'étaient effondrées (1).

Seulement comme les prix des matières premières ont beaucoup plus diminué que ceux des produits fabriqués, l'U. R. S. S. a dû augmenter considérablement le volume de ses exportations de bois, de pétrole, de blé pour leur conserver une valeur à peu près équivalente.

A ce prix, les « géants » industriels ont pu être équipés avec les machines américaines et allemandes les plus perfectionnées. On sait que, faute de main-d'œuvre expérimentée, celles-ci ne donnent pas encore les résultats espérés. La production est coûteuse, imparfaite, le rendement des ouvriers insuffisant. La proportion du rebut est considérable : 20 % dans les cotonnades, 40 % en mécanique, 50 % dans la bonneterie, 60 % dans le laminage, 80 % dans l'aviation et 90 % dans certaines manufactures de chaussures (2).

C'est la rançon d'un développement trop rapide. Le peuple russe, si prodigue de fanatisme et d'ardeur, n'a pas eu le temps d'apprendre les vertus froides : la précision, l'habileté, l'efficiencé. On ne pouvait tout faire en cinq ans, dit-on en U. R. S. S. Pour réaliser une industrialisation méthodique, les principaux éléments — la compétence et le temps — manquaient. Chaque branche d'industrie devait être au moins installée et capable de produire avant l'épuisement de la résistance populaire et, surtout,

(1) MEMBRÉ, *op. cit.*, p. 68.

(2) PERCHERON, *op. cit.*, p. 36.

avant toute intervention hostile. Ainsi se hâte-t-on d'édifier la charpente et la toiture d'une maison pour pouvoir, à l'abri des intempéries, poursuivre et parfaire la construction.

L'industrie soviétique créée « à l'imitation des grandes ou très grandes industries capitalistes », en a atteint d'emblée l'envergure (1). Il lui reste à acquérir la maîtrise technique. Dans quelle mesure et dans combien de temps y parviendra-t-elle ?

De cela dépend en définitive la puissance de l'U.R.S.S., et son rayonnement social.

(1) LESCURE, *op. cit.*, p. 21.

VU :

Le Président de thèse,
J. LESCURE.

VU :

Le Doyen de la Faculté de Droit,
Edgard ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER,

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

DOCUMENTS SOVIÉTIQUES

GRINKO, *Le Plan Quinquennal*. Bureau d'Éditions, Paris, 1931.

— *Le Financement du Plan Quinquennal*. Paris, 1932.

— *Le Programme financier de l'U. R. S. S. pour 1933*.

KOUIBYCHEV, *Le Bilan de l'Industrialisation*.

MOLOTOV, *Les Tâches de la première année du Second Plan Quinquennal*.

— *Les Résultats du Plan Quinquennal et le Plan de 1933*.

ORDJONIKIDZÉ, *Un Pays agricole devenu industriel*.

STALINE, *Le Bilan du Premier Plan Quinquennal*.

(Ces six rapports ont paru dans un recueil intitulé
Du Premier au Deuxième Plan Quinquennal. Bureau d'Éditions, Paris, 1934.)

— *Discours sur le Plan Quinquennal*. Valois, Paris, 1931, avec une préface de Georges VALOIS.

— *Deux Bilans*. Bureau d'Éditions, Paris, 1933.

— *Deux Mondes. Bilan capitaliste, bilan socialiste*. Bureau d'Éditions, Paris, 1934.

Summary of the Fulfilment of the First Five-Year Plan for the Development of the National Economy of the U. S. S. R.

OUVRAGES ÉTRANGERS

BORDAZ (R.), *La Loi de Marx sur les capitaux à la lumière des événements contemporains*. Paris, 1933.

BORET (V.), *Le Paradis infernal*. Paris, 1933.

CHADOURNE (M.), *U. R. S. S. sans passion*. Paris, 1932.

DAVIS (J.), *The New Russia between the First and Second Five-Year Plan*. New-York, 1933.

- DELBOS (Y.), *L'Expérience rouge*. Paris, 1933.
- DEVINAT (P.), *U. R. S. S. dans Économie dirigée*. Paris, 1934.
- DOMINIQUE (P.), *Oui, mais Moscou...* Paris, 1931.
— *Sibérie rouge*. Paris, 1933.
- DUBOIS (J.), *U. R. S. S. Vers une nouvelle humanité*. Paris, 1932.
- DURTAIN (L.), *L'Autre Europe*. Paris, 1928.
- FARBMAN (M.), *Piatiletki*. Paris, 1932.
- FRÉDÉRIX (P.), *Machines en Asie*. Paris, 1934.
- FRIEDMANN (E. M.), *Russia in Transition*. Londres, 1933.
- FRIEDMAN (G.), *Problèmes du Machinisme*. Paris, 1934.
- GRENARD (G.), *La Révolution russe*. Paris, 1933.
- HERRIOT (E.), *Orient*. Paris, 1933.
- HOOVER (C. B.), *La Vie économique en Russie soviétique*. Paris, 1932.
- JUGOV (A.), *Le Plan Quinquennal*. Bruxelles, 1932.
- KÉRILLIS (H. DE), *Paris-Moscou en avion*. Paris, 1934.
- KNICKERBOCKER, *Commerce Rouge*, 1931.
— *Les Progrès du Plan Quinquennal*. Paris, 1931.
- KOKOVTSOFF, *Le Bolchévisme à l'œuvre. Ruine morale et économique*. Paris, 1931.
- LAURAT (L.), *L'Économie soviétique*. Paris, 1931.
— *Économie planée contre Économie enchaînée*. Paris, 1932.
— *Économie dirigée et Socialisation*. Paris, 1934.
- LESCURE (J.), *Les Origines de la Révolution russe*. Paris, 1927.
— *La Révolution russe. Le Bolchévisme*. La N. E. P., Paris, 1929.
— *Le Bolchévisme de Staline*. Paris, 1934.
- LYON, *La Crise en Russie soviétique*. Paris, 1929.
- MANOILESCO (M.), *Le Siècle des corporations*. Paris, 1934.
- MEHNERT (K.), *La Jeunesse en Russie soviétique*. Paris, 1933.
- MÉQUET (G.), *Les Leçons du Plan Quinquennal*. Paris, 1933.
- MONZIE (A. DE), *Petit Manuel de la Russie nouvelle*. Paris, 1931.
- MOUSSINAC (L.), *Je reviens d'Ukraine*. Paris, 1932.
- PERCHERON (M.), *U. R. S. S., puissance d'Asie*. Paris, 1934.
- PIERRE (A.), *U. R. S. S.* Paris, 1932.
- ROLLIN (H.), *Histoire de la Révolution russe*. Paris, 1931.

- ROSENFELD, *Le Plan Quinquennal*. Paris, 1931.
SCHTERBAGNE (V.), *La Politique agraire du gouvernement soviétique*. Paris, 1934.
SEGAL (L.), *Modern Russia, the Land of Planning*. Londres, 1933.
VAILLANT-COUTURIER, *Les Géants industriels*. Paris, 1933.
ZEELAND, *Réflexions sur le Plan Quinquennal*. Bruxelles, 1931.

REVUES — PÉRIODIQUES

- Année Politique française et étrangère.*
Bulletin de la Banque d'État de l'U. R. S. S.
Economist.
Europe Nouvelle.
La Russie d'aujourd'hui. Paris.
Le Mois.
Monthly Review, publiée par la Moscow Narodny Bank. Londres.
Revue des Deux Mondes.
Revue Économique de l'U. R. S. S. Paris.
Revue de Paris.
Revue Politique et Parlementaire.
Le Birmingham Bureau of Research on Russian Economic Conditions a publié en 1931 et 1932, huit mémoires :
1^{re} série : N° 1. *Five Year Plan. Compulsory Labour.*
N° 2. *Foreign Trade of the U. S. S. R.*
N° 3. *National Income of the U. S. S. R.*
N° 4. *Balance of Payments and the Foreign Debt.*
2^e série : N° 5. *Five Year Plan. Agricultural Collectivisation. Oil Consumption and Exports.*
N° 6. *Wages of Industrial Workers in the U. S. S. R.*
N° 7. *Foreign Trade. Monetary Conditions. Indices of Prices. State Budget.*
N° 8. *Communist Policy towards the Peasant and the Food Crisis in the U. S. S. R.*

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION.....	V

PREMIÈRE PARTIE

L'ÉLABORATION DU PLAN QUINQUENNAL

DEUXIÈME PARTIE

L'EXÉCUTION DU PLAN QUINQUENNAL

CHAPITRE PREMIER. — Vue d'ensemble.....	31
— II. — Industries du Groupe A :	
1. Métallurgie.....	49
2. Combustible	64
3. Électrification.....	79
4. Constructions mécaniques	97
5. Industries chimiques.....	114
6. Industries forestières et matériaux de construction	121
CHAPITRE III. — Industries du Groupe B :	
Industrie légère et alimentaire	126

TROISIÈME PARTIE

PROBLÈMES GÉNÉRAUX

CHAPITRE PREMIER. — Nouvelle répartition géographique de forces productives.....	139
CHAPITRE II. — Organisation de l'industrie	162

	PAGES
CHAPITRE III. — Le point critique : la main-d'œuvre et les cadres	182
CHAPITRE IV. — Les éléments sacrifiés : Rendement, prix de revient et qualité.....	203
CHAPITRE V. — Le financement du Plan Quinquennal	220

CONCLUSION

UN NOUVEAU PAYS INDUSTRIEL

Imprimerie des Presses Universitaires de France. — Vendôme-Paris (France)

